**SOIXANTE-SEPTIEME SESSION DE
LA COMMISSION DU DANUBE**

TOME 67

**COMMISSION DU DANUBE
Budapest – 2006**

SOIXANTE-SEPTIEME SESSION DE LA COMMISSION DU DANUBE

TOME 67

**COMMISSION DU DANUBE
Budapest – 2006**

SOIXANTE-SEPTIÈME SESSION DE
LA COMMISSION DE DAVOS

TOME VI

ISSN 0133 - 8250

Tous droits réservés.
La réimpression, même partielle,
est interdite. Toute reproduction
de ce livre ou d'un extrait
quelconque sans l'autorisation
écrite de l'éditeur est interdite.

COMMISSION DE DAVOS
1994 - 2004

SOIXANTE-SEPTIEME SESSION
DE LA COMMISSION DU DANUBE

6 – 7 décembre 2006

TOME 67

SOMMAIRE

	Page
Liste des participants – CD/SES 67/1.....	1
Ordre du jour de la Soixante-septième session de la Commission du Danube – CD/SES 67/2.....	5
Compte-rendu sur les travaux de la Soixante-septième session de la Commission du Danube.....	7
 I – DECISIONS DE LA SOIXANTE-SEPTIEME SESSION DE LA COMMISSION DU DANUBE	
Décision de la Soixante-septième session de la Commission du Danube concernant la poursuite de l'activité du groupe de travail ad hoc pour la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat de la Commission du Danube – CD/SES 67/5.....	33
Décision de la Soixante-septième session de la Commission du Danube concernant le remplacement des fonctionnaires du Secrétariat de la Commission du Danube suite à l'achèvement de leur mandat le 30 juin 2007– CD/SES 67/7.....	38
Décision de la Soixante-septième session de la Commission du Danube concernant le projet de budget de la Commission du Danube pour 2007 – CD/SES 67/10.....	39
Décision de la Soixante-septième session de la Commission du Danube concernant les questions techniques – CD/SES 67/17.....	41
Décision de la Soixante-septième session de la Commission du Danube concernant la tenue des festivités jubilaires consacrées au 150 ^e anniversaire de la création de la première Commission internationale de navigation sur le Danube – CD/SES 67/18.....	42

Décision de la Soixante-septième session de la Commission du Danube concernant la réduction de la durée du mandat des fonctionnaires du Secrétariat de la Commission du Danube – CD/SES 67/21.....

Décision de la Soixante-septième session de la Commission du Danube concernant les primes linguistiques, les congés et les subsides de congés accordés au personnel du Secrétariat de la Commission du Danube – CD/SES 67/22.....

Décision de la Soixante-septième session de la Commission du Danube concernant la tenue d'une adjudication et la passation de commande pour la tenue d'une vérification financière (audit) – CD/SES 67/23.....

Décision de la Soixante-septième session de la Commission du Danube concernant l'octroi du statut d'observateur à la République hellénique – CD/SES 67/24.....

Décision de la Soixante-septième session de la Commission du Danube concernant l'octroi du statut d'observateur à la République de Chypre – CD/SES 67/25.....

Décision de la Soixante-septième session de la Commission du Danube concernant l'octroi du statut d'observateur à la République du Monténégro – CD/SES 67/26.....

II – RAPPORTS SUR LES RESULTATS DES SEANCES DES GROUPES DE TRAVAIL ET DES REUNIONS D'EXPERTS conformément à l'article 6 des Règles de Procédure de la Commission du Danube

Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail ad hoc visant la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat de la CD (7 novembre 2006) – CD/SES 67/4.....

Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières (17-18 octobre 2006) – CD/SES 67/6.....

Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006) – CD/SES 67/12.....

Rapport de la réunion du groupe spécial d'experts pour les questions de transports de marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure (30 mai-1^{er} juin 2006) – CD/SES 67/16.....

97

III – AUTRES DOCUMENTS DE LA SOIXANTE-SEPTIEME SESSION DE LA COMMISSION DU DANUBE

Rapport du Directeur général du Secrétariat sur l'état de l'accomplissement du Plan de travail de la Commission du Danube pour la période du 10 mai 2006 jusqu'à la Soixante-huitième session – CD/SES 67/19.....	107
Budget de la Commission du Danube pour 2007 – CD/SES 67/9	125
<i>Annexe 1</i> Devis des dépenses pour 2007.....	127
<i>Annexe 2</i> Traitements de base des fonctionnaires.....	133
<i>Annexe 3</i> Appointements de base des employés.....	134
<i>Annexe 4</i> Liste à titre d'orientation de la participation des fonctionnaires du Secrétariat de la Commission du Danube aux travaux d'organisations et de réunions internationales au cours de l'année 2007.....	135
<i>Annexe 5</i> Indemnités de déplacement.....	140
<i>Annexe 6</i> Liste des publications de la Commission du Danube pour 2007.....	141
<i>Annexe 7</i> Liste d'objets d'inventaire dont l'achat est planifié en 2007.....	144
Ordre du jour à titre d'orientation de la Soixante-huitième session de la Commission du Danube – CD/SES 67/20.....	145

IV – DIVERS

1. Demande de la Grèce de se voir octroyer le statut d'observateur auprès de la Commission du Danube 149
2. Demande de la République du Monténégro de se voir octroyer le statut d'observateur auprès de la Commission du Danube..... 151
3. Demande de la République de Chypre de se voir octroyer le statut d'observateur auprès de la Commission du Danube..... 153
4. Lettre de l'Ambassade de Turquie datée du 6 décembre..... 155
5. Lettre de l'Ambassade de la République de Chypre..... 157
6. Rapport sur l'avancée du travail du Comité Préparatoire pour la révision de la Convention de Belgrade (Discours du Président du Comité Préparatoire, prononcé le 6 décembre 2006)..... 159

LISTE DES PARTICIPANTS
DE LA SOIXANTE-SEPTIEME SESSION
DE LA COMMISSION DU DANUBE

A. Délégations des pays membres de la Commission du Danube

Allemagne

- M. Hans Peter SCHIFF - Représentant de la République Fédérale d'Allemagne à la Commission du Danube
M. Heinz-Clemens KAUNE - Suppléant du Représentant
M. Alexander STEMMER - Suppléant du Représentant

Autriche

- M. Ferdinand MAYRHOFER-GRÜNBÜHEL - Représentant de la République d'Autriche à la Commission du Danube
M. Georg KILZER - Suppléant du Représentant

Bulgarie

- M. Dimitar IKONOMOV - Représentant de la République de Bulgarie à la Commission du Danube
M. Gueorgui GUEORGUIEV - Suppléant du Représentant
Mme Albena PEEVA - Experte

Croatie

- M. Stanko NICK - Représentant de la République de Croatie à la Commission du Danube
M. Davor POMYKALO - Suppléant du Représentant
M. Smiljan ŠIMAC - Suppléant du Représentant
M. Dušan TRNINIĆ - Expert
Mme Vanja POPOVIĆ - Experte

Hongrie

- M. Ernő KESKENY - Représentant de la République de Hongrie à la Commission du Danube
- Mme Gyöngyvér VÖLGYES - Suppléante du Représentant
- M. Tamás MARTON - Suppléant du Représentant

Moldova

- M. Valeriu BOBUTAC - Représentant de la République de Moldova à la Commission du Danube
- M. Igor VREMEA - Conseiller
- Mme Ina GOREA - Conseillère
- M. Emilian BRENIC - Conseiller
- M. Igor POPESCU - Conseiller

Roumanie

- Mme Aurelia ZMEU - Suppléante de la Représentante de la Roumanie à la Commission du Danube
- M. Felix ZAHARIA - Conseiller

Russie

- M. I. S. SAVOLSKIY - Représentant de la Fédération de Russie à la Commission du Danube
- M. A. Y. KLIAVINE - Suppléant du Représentant
- M. A. Y. VOZNYOUK - Suppléant du Représentant
- Mme A. A. ISSAYEVA - Conseillère
- Mme I. N. TARASSOVA - Conseillère
- M. V. M. VORONTZOV - Expert
- M. V. P. ANDRIANITCHEV - Expert

Serbie

- M. Milovan BOŽINOVIĆ - Représentant de la République de Serbie à la Commission du Danube
- M. Miroljub PETROVIĆ - Suppléant du Représentant
- Mme Ivana TOMIĆ - Conseillère
- M. Nikola JOKSIMOVIĆ - Conseiller
- M. Srdzan LALIĆ - Expert
- Mme Márta VARJÚ - Experte
- Mme Žanet OSTOJIĆ - Experte

Slovaquie

- M. Igor GREXA - Représentant de la République slovaque à la Commission du Danube
M. Vojtech SLÁČIK - Suppléant du Représentant
M. Robert ONDREJČAK - Suppléant du Représentant
M. Juraj ŠIKRA - Conseiller

Ukraine

- M. Dmitrii TKATCH - Représentant de la République d'Ukraine à la Commission du Danube
M. Konstantine BILLYAR - Conseiller
M. Taras KOROLENKO - Conseiller
M. Igor BELOV - Expert
M. Valerii RAYOU - Expert

- B. Délégations des pays auxquels a été octroyé le statut d'observateur sur la base de la Décision fondamentale de la Cinquante-neuvième session de la Commission du Danube (doc. CD/SES 59/34)

France

(Décision CD/SES 59/35)

- M. Bernard CHENEVEZ

Pays-Bas

(Décision CD/SES 60/20)

- M. Gert MENSINK

République tchèque

(Décision CD/SES 60/19)

- M. Jaromír PLÍŠEK
M. Svatopluk OPELA
Mme Katarina KOLENIČKOVA

Turquie
(Décision CD/SES 59/36)

M. Umur APAYDIN
M. Metin ERGIN

C. Organisations internationales

Commission Centrale pour la Navigation du Rhin

M. Jean-Marie WOEHLING

Commission internationale pour le bassin de la Save

M. Želko MILKOVIĆ

ORDRE DU JOUR

de la Soixante-septième session de la Commission du Danube

1. Ouverture de la session et adoption de l'Ordre du jour
2. Adoption du Plan de déroulement de la session
3. Rapport du groupe de travail *ad hoc* pour la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat de la Commission du Danube et adoption du projet de Décision contenu dans le Rapport
4. Approbation du Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières (17-18 octobre 2006) et adoption des projets de Décisions contenus dans le Rapport
 - 4.1. Achèvement du mandat des fonctionnaires du Secrétariat de la Commission du Danube le 30 juin 2007
 - 4.1.1. Questions juridiques
 - Réduction de la période du mandat de 6 à 3 ans (proposition de l'Ukraine du 6 novembre 2006 visant l'amendement des articles 54 et 55 des Règles de procédure)
 - 4.1.2. Conséquences financières, administratives et d'organisation libération et nomination des fonctionnaires du Secrétariat de la Commission du Danube
 - 4.1.3. Adoption du budget de la Commission du Danube pour 2007
 - 4.2. Information du Directeur général du Secrétariat sur l'état de l'exécution du budget en 2006

- 4.3. Candidature de la Grèce, du Monténégro et de Chypre à l'obtention du statut d'observateur
- 4.4. Réflexions relatives à l'octroi du statut d'observateur
5. Approbation du Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006) et adoption des projets de Décisions contenus dans le Rapport
6. Information relative à la Conférence diplomatique sur la révision de la Convention de Belgrade [préparation, tenue, résultats]
7. Adoption d'un compte-rendu sur les festivités jubilaires consacrées au 150^e anniversaire de la création de la première commission internationale de navigation sur le Danube y compris la question de l'attribution de la médaille commémorative « *pour des mérites dans le développement de la navigation danubienne* » en 2006
8. Rapport du Directeur général du Secrétariat sur l'état de l'accomplissement du Plan de travail de la Commission du Danube pour la période du 10 mai 2006 jusqu'à la Soixante-huitième session
9. Ordre du jour à titre d'orientation et date de la convocation de la Soixante-huitième session de la Commission du Danube
10. Divers.

COMMISSION DU DANUBE
Soixante-septième session

COMPTE-RENDU SUR LES TRAVAUX
DE LA SOIXANTE-SEPTIEME SESSION
DE LA COMMISSION DU DANUBE

6-7 décembre 2006

Questions générales

1. La Commission du Danube (CD) a tenu sa Soixante-septième session les 6 et 7 décembre 2006 à Budapest, sous la direction de son Président, Monsieur l'Ambassadeur Milovan Božinović (Serbie).

Ont pris part à la session, conformément à la Liste des participants (page 1), 45 représentants de 11 Etats membres de la CD, 7 représentants des Etats observateurs, France, Turquie, Pays-Bas et République tchèque, ainsi qu'un représentant de la CCNR et de la Commission internationale pour le bassin de la Save en tant qu'observateurs.

1. Ouverture de la session et adoption de l'Ordre du jour

2. Le **Président** a salué y compris au nom de toutes les délégations le nouveau Représentant de l'Allemagne, l'Ambassadeur Hans-Peter Schiff et le nouveau Représentant de la Bulgarie à la CD, l'Ambassadeur Dimitar Ikonov, ainsi que le représentant de la Commission internationale pour le bassin de la Save, M. Želko Milković, en leur souhaitant de tout son cœur une coopération productive à l'avenir.
3. Monsieur **Nedialkov** (Directeur général du Secrétariat) a attiré l'attention sur la date du 6 décembre 2006, en relevant à ce sujet qu'il s'agissait de la fête des marins, ces gens pour lesquels avait été créée, voilà 150 ans, l'organisation ayant précédé la Commission du Danube. A cette occasion, il a prononcé des félicitations cordiales tout en espérant que le grand fleuve du Danube sera utilisé à l'avenir avec des succès de plus en plus importants.
4. L'Ordre du jour (doc. CD/SES 67/2) a été adopté à l'unanimité compte tenu du fait qu'il convenait d'examiner le point 6 de l'Ordre du jour – Information relative à la Conférence diplomatique sur la révision de la Convention de Belgrade – avant le point 3 de l'Ordre du jour étant donné les autres engagements du Président du Comité préparatoire, Monsieur l'Ambassadeur Horváth.

2. Adoption du Plan de déroulement de la session

5. Le Plan de déroulement a été adopté à l'unanimité conformément à la décision concernant l'adoption de l'Ordre du jour.

6. A cette occasion, le **Président** a estimé nécessaire d'inviter les chefs des délégations, pour des raisons de transparence de la procédure de vote, de bien vouloir, à chaque vote au cours de la session, lever la main, conformément à l'article 22 des Règles de procédure, ainsi que l'écriteau portant le nom de l'Etat membre respectif. Ce n'est qu'ainsi que le Secrétariat pourra enregistrer clairement et exactement le déroulement du vote.
3. **Rapport du groupe de travail *ad hoc* pour la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat de la Commission du Danube et adoption du projet de Décision contenu dans le Rapport.**
7. M. **Petrović** (Serbie), a commenté en tant que président du groupe de travail *ad hoc* le Rapport sur les résultats soumis aux délégations (CD/SES 67/4), qu'il avait rédigé en se fondant sur les avis et propositions reçus au cours des neuf mois d'existence de ce groupe de travail. Il a estimé que la partie la plus importante en était le projet de Décision de la 67^e session concernant la poursuite des travaux du groupe de travail (CD/SES 67/5) annexé au Rapport.
8. Monsieur **Nedialkov** (Directeur général du Secrétariat) a contesté comme étant complètement injustifiée la critique sévère relative à la coopération avec le Secrétariat formulée par M. Petrović dans la note de bas de page au texte du Rapport. Nonobstant le fait que le Secrétariat n'avait participé aux séances du groupe de travail *ad hoc* qu'à titre d'observateur, les traducteurs du Secrétariat avaient assuré l'interprétation lors des séances ainsi que la traduction des documents (plus de 40 pages au total) dans les langues officielles de la CD, ces travaux n'ayant pas été prévus dans le Plan de travail de la CD. Pour cette raison, il convenait de supprimer la note de bas de page comme étant injuste.

En réponse à une question de M. **Mayrhofer-Grünbühel** (Autriche), M. Petrović a néanmoins insisté pour que la note de bas de page avec le commentaire du président reste dans le Rapport. Le Secrétariat l'avait informé régulièrement qu'il n'existait pas de fonds pour le groupe de travail *ad hoc* en dépit du fait que la somme dépensée du montant total de 45 milliers d'euros prévus pour l'interprétation simultanée lors des séances des groupes de travail ordinaires n'avait atteint que 25 milliers d'euros.

9. En sa qualité de Conseiller ad intérim pour les questions juridiques, M. **Schulze-Rauschenbach** (Secrétariat) a fait part de son avis au sujet de la légitimité du Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail ad hoc en relevant le fait que, pour des raisons formelles, ni le Rapport sur les résultats ni la Décision y figurant en annexe ne pouvaient être approuvés par la session qui ne saurait qu'en prendre note car le Rapport sur les résultats et le projet de Décision n'avaient même pas été adoptés formellement par le groupe de travail ad hoc lui-même.

Au sujet du maintien de ladite note de bas de page, en sa qualité de Conseiller responsable du service linguistique du Secrétariat, il a constaté qu'il convenait de considérer les expressions « obstruction » et « refus de coopération » (du Secrétariat) utilisées par le président Petrović dans la note de bas de page comme étant inconvenantes dans les documents d'une organisation internationale et comme une accusation intolérable à l'adresse du Secrétariat de la Commission du Danube. Qui plus est, M. Petrović avait écrit ce qui suit dans une lettre adressée au Directeur général et qu'il cite lui-même dans ladite note de bas de page :

« Tout en vous faisant part de ma reconnaissance à l'égard du Secrétariat et personnellement à votre égard pour le concours prêté aux travaux du groupe de travail ad hoc, je vous prie de bien vouloir porter à la connaissance des Etats membres.... »

M. Schulze-Rauschenbach a constaté à cet égard que ladite assertion formulée par écrit par M. Petrović rendait la critique à l'adresse du Secrétariat dépourvue de tout fondement.

10. Le **Président** a recommandé de renoncer à continuer la polémique. MM. Tkatch (Ukraine), Ikonov (Bulgarie) et Mayrhofer-Grünbühel (Autriche) ont été d'avis que le président avait le droit de critiquer, mais que suite à ce fait, le Secrétariat, ayant subi cette critique, doit avoir naturellement la possibilité de refléter à un endroit opportun ses vues sur l'état des choses considéré.

Une telle conclusion a été soutenue sans ambiguïté par le Président et par la délégation de l'Allemagne.

11. De vifs débats ont été entamés par la suite pour savoir de quelle manière pourrait être menée à bien la modernisation de la structure du Secrétariat envisagée dans le projet de Décision (CD/SES 67/5) concernant la poursuite des travaux du groupe de travail ad hoc.

Tandis que M. **Tkatch** (Ukraine), a été d'avis qu'il convenait de parler d'un Secrétariat « amélioré » au lieu de « réduit » en complétant à cet égard la Décision par une Annexe énumérant les principales tâches du Secrétariat, le **Président** a estimé suffisant de parler en premier lieu d'un modèle « plus efficace ». M. **Kliavine** (Russie) a estimé qu'il convenait de parler d'un « modèle amélioré du point de vue quantitatif ». M. **Mayrhofer-Grünbühel** (Autriche) a proposé en tant que solution de compromis, de libeller dans la Décision qu'il convenait d'entendre en premier lieu sous le terme « modernisation » un Secrétariat plus efficace et avec un personnel plus réduit. M. **Kaune** (Allemagne) a été d'accord et a ajouté qu'il convenait de faire précéder le mot « réduit » par « éventuellement ». La **délégation de la Roumanie** a promis de soumettre une déclaration écrite pour qu'elle soit insérée dans le projet de Décision en tant qu'Annexe, car il s'agissait d'une déclaration politique.

12. En réponse à une remarque du **Directeur général** du Secrétariat selon laquelle il convenait également d'indiquer dans la Décision les conditions de la tenue des séances du groupe de travail ad hoc ayant trait au budget et, par exemple, le nombre indispensable de séances, le **Président** a constaté que la question du financement ne saurait être traitée qu'une fois le nouveau groupe de travail mis en place.

13. Résultats :

Le Secrétariat a été prié de préparer une nouvelle formulation du projet de Décision se fondant sur la discussion ayant eu lieu jusqu'à ce moment. Le vote sur le texte corrigé par la suite et compris dans le document CD/SES 67/5 a été unanime.

4. **Approbation du Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières (17-18 octobre 2006) et adoption des projets de Décisions contenus dans le Rapport**

14. Le **Président** a proposé d'examiner d'abord les divers projets de Décisions de la 67^e session préparés par le groupe de travail et a soumis à l'examen

sous le point 4.1 de l'Ordre du jour le projet de Décision concernant le remplacement des fonctionnaires suite à l'achèvement de leur mandat le 30 juin 2007 (doc. CD/SES 67/7).

4.1 Achèvement du mandat des fonctionnaires du Secrétariat de la Commission du Danube le 30 juin 2007.

15. A cet égard, M. **Tkatch** (Ukraine) a été d'avis que, en cas de licenciement, il convenait d'observer conformément à l'article 58 des Règles de procédure les délais de préavis de trois mois. Pour cette raison, il convenait de proposer au Président de notifier tous les fonctionnaires sur le fait que, conformément à la Décision de la 67^e session, ils ne travailleraient plus au Secrétariat à partir du 1^{er} juillet 2007.
16. M. **Schulze-Rauschenbach** (Secrétariat) a formulé, sur demande du Président à cet endroit, son avis à ce propos en sa qualité de Conseiller intérimaire pour les questions juridiques et a défendu sa position selon laquelle le préavis écrit prévu en vertu de l'article 58 des Règles de procédure n'était nécessaire qu'en cas de remplacement d'un fonctionnaire concerné durant le mandat en cours.

Si le remplacement avait lieu suite à l'achèvement du mandat, alors aucun préavis n'était nécessaire, un tel « préavis » étant contenu dès le début, pour ainsi dire, dans la Décision appropriée qui met fin au délai de validité du mandat.

Monsieur **Nedialkov** (Directeur général du Secrétariat) s'est référé à la formulation du premier point du projet de Décision (doc. CD/SES 67/7) selon laquelle il convenait sans aucun doute de procéder au remplacement des fonctionnaires à partir du 1^{er} juillet 2007, ce dont chaque fonctionnaire sera dûment informé. Personne ne pourra dire qu'il n'avait rien su au sujet de la Décision.

17. Résultats :

Personne n'a objecté contre l'avis du Président selon lequel il avait été convenu de notifier aux fonctionnaires par écrit avant le 1^{er} avril 2007 la Décision concernant l'achèvement de leur mandat (doc. CD/SES 67/7, point 4).

Le vote sur ce point a fait état de 10 voix « pour » et d'une abstention.

18. Le **Président** a profité de cette Décision pour remercier l'ensemble du Secrétariat en tant que *spiritus movens* et organisme exécutif de la Commission du Danube des succès importants obtenus au cours de ses huit ans de travail.

19. M. **Bobuțac** (Moldova) a fait la déclaration suivante sur les raisons de sa non participation au vote :

« Il est désagréable, bien sûr, de faire cavalier seul, mais mes collègues et vous, connaissez très bien les problèmes auxquels nous nous sommes heurtés ces dernières années pour nous acquitter de nos obligations financières. L'année passée, suite à d'énormes efforts, nous avons réussi à couvrir aussi bien la dette courante que les arriérés. Notre budget pour l'année suivante, qui inclut le montant versé précédemment par notre pays, est approuvé. Je ne suis pas persuadé de pouvoir convaincre les structures financières et parlementaires concernées, c'est pourquoi nous nous abstenons pour le moment. Nous travaillerons à ce but mais je veux prévenir mes collègues du fait que des problèmes peuvent survenir en ce qui concerne la différence de 33 milliers d'euros à payer en tant qu'indemnités de départ. »

4.1.1. Réduction de la période du mandat de 6 à 3 ans (proposition de l'Ukraine du 6 novembre 2006 visant l'amendement des articles 54 et 55 des Règles de procédure)

20. M. **Tkatch** (Ukraine) a ajouté à cet égard que l'Ukraine se fondait sur le fait qu'un accord sera obtenu quant à la nouvelle structure du Secrétariat, notamment en vue de la prochaine Conférence diplomatique sur la révision de la Convention de Belgrade. D'ici là, à savoir au cours de cette période de transition, il convenait toutefois de garder la structure actuelle du Secrétariat.

D'après l'avis de la **délégation de la Croatie**, il existait deux possibilités : soit d'élire pour 2-3 ans la nouvelle équipe du Secrétariat en se fondant sur les Règles de procédure en vigueur, soit de prolonger le mandat du Secrétariat actuel pour une période analogue.

La **délégation de la Roumanie** a précisé qu'elle ne pouvait être d'accord avec un mandat de trois ans qu'à condition que les indemnités à verser aux fonctionnaires soient réduites de moitié.

La **délégation de l'Allemagne** a fait part d'une position analogue en déclarant explicitement qu'elle ne saurait être d'accord avec une réduction de la durée du mandat que si les versements accompagnant le remplacement des fonctionnaires étaient supprimés. A cet égard elle a proposé d'augmenter les traitements de base des fonctionnaires.

21. En répondant à la question du **Président** de savoir si les Règles de procédure et les autres Règlements pertinents pouvaient d'ores et déjà être rendus conformes aux nouvelles conditions dans le cas de la réduction du mandat jusqu'à trois ans, le **Directeur général** du Secrétariat a confirmé le fait que l'amendement des règles considérées ne concernait pas le mandat actuel. Au même titre, il convient de se fonder sur le fait que les Conseillers du mandat commençant le 1^{er} juillet 2007 devaient être naturellement engagés sur la base des règles actuellement en vigueur, vu qu'elles n'avaient toujours pas été amendées. La **délégation de l'Ukraine** a exprimé son accord à cet égard.

22. Résultats :

A l'issue de vifs débats sur les diverses questions soulevées qui seront liées à la réduction de la durée du mandat et suite à une « discussion sémantique » (selon le Président) sur le rapport existant ou non entre l'augmentation de l'efficacité du Secrétariat et la réduction du mandat (Ukraine) et la réduction du nombre de Conseillers (Croatie), ou s'il convenait de procéder à une réduction « significative » (Russie) ou « nécessaire et significative » (Allemagne) des dépenses liées au changement de mandat, les délégations se sont mises d'accord pour « charger le groupe de travail pour les questions juridiques et financières d'élaborer, en vue de l'adoption d'une décision à la Soixante-huitième session de la Commission du Danube, les amendements et compléments requis par les dispositions du premier paragraphe, aux Règles de procédure de la Commission du Danube et autres règles pertinentes applicables aux fonctionnaires du Secrétariat, y compris les règles financières, dans la perspective d'une réduction significative et nécessaire des dépenses liées au changement de mandat. »(doc. CD/SES 67/21).

Le vote sur ce projet de Décision (CD/SES 67/21) a fait état de 9 voix « pour » sans voix « contre » ni abstention.

23. M. **Grexa** (Slovaquie) a posé la question rhétorique de savoir s'il était souhaitable du point de vue de la Commission du Danube, notamment compte tenu des efforts visant l'obtention d'une plus grande efficacité et du progrès de l'organisation, que la réduction du mandat à une durée de trois ans engendre une situation dans laquelle, suite à l'éventuelle ratification de la nouvelle Convention de Belgrade révisée en 2008, nous soyons contraints de travailler selon les anciennes Règles de procédure jusqu'en 2010.

4.1.2. Conséquences financières, administratives et d'organisation libération et nomination des fonctionnaires du Secrétariat de la Commission du Danube

24. Au début, le **Président** a été d'avis que les thèmes examinés sous ce point de l'Ordre du jour ne supposaient pas l'élection d'un nouveau Secrétariat sur le champ, mais plutôt la mise au point d'un calendrier des démarches à entreprendre au cours de ce processus. Il a eu en vue de finaliser fin janvier 2007 une première étape de consultations entre les pays, afin que chaque pays puisse se prononcer au sujet du poste suscitant son intérêt et du candidat à ce poste, pour qu'ensuite il soit possible de convoquer une session extraordinaire ou une rencontre informelle de la Commission du Danube qui adoptera les décisions requises pour le pourvoi aux postes, le choix de nouveaux Directeur général et Ingénieur en chef pouvant être assez délicat. Il convenait que le Secrétariat et le groupe de travail pour les questions juridiques et financières préparent, sur la base des notifications en la matière des Etats membres pouvant arriver d'ici fin janvier 2007, des réponses concrètes à la question de savoir quelles sont les personnes proposées par chaque pays et à quel poste. Il n'a pas estimé nécessaire d'adopter à cet égard une Décision de la 67^e session, un arrangement réciproque entre les délégations étant suffisant pour ce faire.

25. La **délégation de l'Ukraine** s'est déclarée d'accord avec la procédure proposée tout en estimant nécessaire d'examiner dans ce contexte les questions de l'utilisation du Fonds de réserve, de la mise en œuvre des recommandations de la société d'audit Ernst & Young ainsi que de la tenue d'un audit de plus au Secrétariat.

Le **Président** a prié qu'il soit fait preuve de compréhension vu qu'il entendait traiter ces thèmes dans le cadre de l'examen du budget sous le point 4.1.3 de l'Ordre du jour.

26. La **délégation de l'Allemagne** n'a pas considéré nécessaire de tenir une session extraordinaire, vu les dépenses encourues de ce fait, tout en estimant utile, en vue d'une solution, que le Secrétariat diffuse une information récapitulative sur les postes occupés précédemment par les divers Etats membres conformément au principe de la rotation.

Monsieur **Nedialkov** (Directeur général du Secrétariat) a promis de diffuser une telle information récapitulative et a commenté cette procédure tout en constatant qu'au cours des mandats précédents chaque pays avait deux conseillers l'ensemble du Secrétariat s'élevant à 35 personnes.

27. Résultats :

Le Secrétariat diffusera, pour faciliter la recherche d'une solution en vue de la nomination de la nouvelle équipe du Secrétariat, une information récapitulative concernant l'attribution aux Etats membres des postes au Secrétariat.

4.1.3. Adoption du budget de la Commission du Danube pour 2007

28. Le **Président** a relevé dans son allocution introductive le rapport étroit existant entre les projets suivants de Décisions de la 67^e session soumis aux délégations

- a) concernant le projet de budget pour 2007 (doc. CD/SES 67/10) ;
- b) concernant les primes linguistiques, les congés et les subsides de congés accordés au personnel du Secrétariat de la Commission du Danube (doc. CD/SES 67/22) ;
- c) concernant la tenue d'une adjudication et la passation de commande pour la tenue d'une vérification financière (audit) (doc. CD/SES 67/23).

Au cours de l'examen des projets de Décisions susmentionnés, les délégations ont fait, en principe, les assertions suivantes :

29. au point a) :

Le **Président** a invité d'abord le Directeur général du Secrétariat à présenter brièvement le budget.

Monsieur **Nedialkov** (Directeur général du Secrétariat) s'est référé à l'Information du Secrétariat sur l'état de l'exécution du budget pour 2006 (doc. CD/SES 67/11) prévu sous le point 4.2 de l'Ordre du jour en fournissant des explications sur ce document. Les annuités avaient été versées par tous les Etats membres et les contributions volontaires par les Etats observateurs. Il s'est déclaré heureux du fait que la Moldova avait déjà effectué y compris le dernier paiement pour couvrir la dette à titre d'annuités. Tout ceci a permis de compléter le Fonds de réserve conformément aux règles en vigueur du Règlement relatif à la gestion financière. Une fois l'exercice budgétaire exécuté, un rapport financier détaillé dressé selon la nouvelle forme proposée par certaines délégations et approuvée lors de la 66^e session sera diffusé.

30. Par la suite, le **Président** donné lecture aux principaux chiffres du projet de Budget pour 2007 :

2.170.000 euros	montant total ;
178.590 euros	annuité de chaque Etat ;
372.734 euros	dépenses pour le changement du mandat.

31. A cet endroit, les délégations ont estimé opportun de faire les commentaires suivants :

M. **Kaune** (Allemagne) a remarqué avec approbation le fait que le système budgétaire s'était amélioré à certains points, notamment en matière de présentation des changements nominaux et en pourcentages par rapport à l'exercice précédent, ainsi qu'en ce qui concerne une représentation plus prévisible de la structure du budget. Néanmoins, en dépit de la promesse formulée par écrit, une réponse à la question posée précédemment de savoir la raison pour laquelle les pourcentages des primes linguistiques avaient également été augmentés n'avait toujours pas été reçue.

32. M. **Petrović** (Serbie) a posé les quatre questions suivantes :

a) La Serbie n'était pas prête à participer au financement du paiement de primes linguistiques dans un montant de 150 milliers d'euros. Il convient de se demander qui vérifie la connaissance des langues. La Serbie se prononce en faveur de la suppression de cet article des dépenses du budget.

- b) Il convient de se demander pourquoi les fonctionnaires du mandat sortant ainsi que ceux du nouveau mandat devaient se voir attribuer 30 jours de congé. Ceci signifierait que trois mois seraient chômés en 2007 à chaque poste.
- c) La question du report du solde du budget pour 2006 restait toujours ouverte.
- d) Néanmoins, il a été répondu par la suite à la question posée par la Serbie au sujet de l'endroit concret où avait été transférée la somme prévue pour le paiement à verser au Conseiller pour les questions juridiques.

M. **Nick** (Croatie) a commenté les doutes formulés par la Serbie en notant qu'il n'était pas possible de changer les règles du jeu durant la partie. Il existe des « droits acquis ». Les règles en vertu desquelles l'équipe avait été engagée devaient être observées jusqu'au départ de ces fonctionnaires de nouvelles règles ne pouvant être établies qu'à l'égard de la nouvelle équipe.

M. **Kaune** (Allemagne) a soutenu l'avis de la Croatie selon lequel les règles en vigueur à l'égard du mandat existant ne sauraient être modifiées au cours de ce mandat. Toutefois, une autre situation était survenue en ce qui concerne les pourcentages de l'augmentation inclus dans le projet de budget ; la question de savoir, par exemple, s'il convenait d'indexer régulièrement les primes linguistiques au même titre que les traitements de base, restait ouverte.

En sa qualité de **chef de la délégation de Serbie**, le **Président** a complété les questions posées par M. Petrović, en critiquant à son tour le fait que des langues identiques, proprement parlant, ou très proches étaient reconnues et primées financièrement à la Commission du Danube en tant que langues danubiennes ou langues des pays danubiens. En outre, la connaissance des langues devait être vérifiée par des commissions compétentes, conditions qui n'ont pas été remplies au Secrétariat.

Monsieur **Nedialkov** (Directeur général du Secrétariat) a objecté aux assertions de la partie serbe en attestant que les prescriptions relatives aux examens linguistiques étaient observées en stricte conformité avec les Règles de procédure et que, selon de nombreux documents de l'ONU, il convenait de considérer, par exemple, le serbe et le croate, comme étant deux langues distinctes.

La **délégation de l'Ukraine** a remercié la délégation de la Serbie d'avoir attiré l'attention sur les doutes exprimées en ce qui concerne la connaissance des langues, tout en relevant clairement que l'amendement des Règles de procédure constituait une tâche future de la Commission du Danube et s'est déclaré solidaire avec la Croatie en citant l'adage selon lequel « *on ne change pas d'attelage au milieu de la traversée* ».

33. Mme **Japunčić** (Conseillère pour les questions financières) a défendu la position suivante au sujet des assertions critiques formulées à l'adresse de son domaine d'activité :

Les primes linguistiques sont augmentées conformément au taux de l'inflation. Qui plus est, selon le point 15 du « Règlement relatif aux droits et obligations des fonctionnaires du secrétariat de la Commission du Danube », tout fonctionnaire a droit annuellement à 30 jours ouvrables de congé payé. Conformément au point 24 dudit Règlement, tout fonctionnaire partant en congé reçoit un subside équivalant à la moitié de son traitement de base mensuel.

Si le mandat est remplacé en 2007, les « anciens » fonctionnaires partiront et de « nouveaux » fonctionnaires prendront service. Il s'agit également ici d'une pratique régulière à la Commission du Danube. Ce n'est pas pour la première fois que cela se passe, il a également été procédé de cette manière lors du changement de mandat en 1990 et en 1999. Rien n'a changé à cet égard.

M. **Kaune** (Allemagne) a estimé que les Règles de procédure pouvaient réellement être interprétées de manière qu'un fonctionnaire puisse prétendre, s'il était remplacé au cours de l'année, à son congé annuel complet, un nouveau fonctionnaire prenant service au milieu de l'année pouvant également se voir accorder une fois de plus son congé annuel complet. Ceci n'étant pas justifié, il convenait de formuler d'une manière plus précise ces règles.

M. **Nedialkov** (Directeur général du Secrétariat) a confirmé une fois de plus que dans le cas des fonctionnaires discutés, selon le point 15 mentionné, chacun d'entre eux avait le droit à un congé complet et devait recevoir la même indemnité.

Donnant suite à la prière lui ayant été adressée par le Président de formuler sur la base des discussions ayant eu lieu une Décision pertinente, M. **Schulze-Rauschenbach** (Secrétariat) a exprimé ses doutes d'ordre procédural et juridique, car d'habitude de telles Décisions devaient être préparées par un groupe de travail approprié et, qui plus est, ne sauraient être adoptées par la Commission du Danube car, faute de temps, il n'était pas possible de recevoir des capitales les instructions nécessaires pour les délégations sur ces thèmes revêtant dans certains cas une signification politique.

34. Le **Président** a mentionné des questions concernant le budget et relatives à l'utilisation du Fonds de réserve pour le changement du mandat, ainsi que le thème de l'appel d'offres en vue de l'audit.

35. **Résultats :**

A l'issue de débats prolongés, les délégations se sont mises d'accord pour utiliser 100 milliers d'euros du Fonds de réserve pour financer le changement du mandat et quant au fait que l'appel d'offres en vue de la tenue d'un audit dont les frais ne dépasseraient pas 15 milliers d'euros sera inclus dans le budget. En outre, le Président a déclaré adopté le budget pour 2007, tel que formulé dans le document CD/SES 67/10 à six voix « pour » et deux abstentions.

36. M. **Kilzer** (Autriche) a fait la déclaration suivante au sujet des raisons pour lesquelles l'Autriche s'était abstenue de voter :

« L'Autriche salue les Décisions adoptées la veille concernant le Fonds de réserve et l'audit qu'elle a également soutenues de façon appropriée par son comportement à l'occasion du vote. Néanmoins, lors de l'approbation du budget pour 2007, l'Autriche s'est abstenue de participer au vote car, du point de vue de la délégation de l'Autriche, il était possible et il convenait de s'employer davantage pour obtenir une augmentation totale plus tempérée des annuités (129.530,00 euros en 2005 ; 141.920,00 euros en 2006, 170.870,00 euros en 2007).

Il convient également d'accorder attention au fait que le transfert de l'annuité de l'Autriche pour 2007 pourrait se voir retardé en raison des négociations toujours en cours en Autriche au sujet de la formation du gouvernement et, suite à cette circonstance, au caractère provisoire du budget. ».

37. au point b) :

Au cours de l'examen du projet de Décision concernant les primes linguistiques, les congés et les subsides de congés accordés au personnel du Secrétariat de la Commission du Danube, les avis exprimés lors de l'examen du budget ont été complétés par certaines délégations comme suit :

M. **Savolskiy** (Russie) a fait savoir à titre de précision que la délégation de la Russie ne se prononçait pas contre l'optimisation, la rationalisation et l'augmentation de l'efficacité. Elle soutenait une économie de fonds en tant qu'objectif. Toutefois, elle proposait de n'examiner ces questions qu'en se fondant sur un traitement préliminaire au niveau d'experts, car, si l'amendement des Règlements relève vraiment de la compétence de la Commission du Danube, il devait se fonder sur des calculs précis montrant quelle serait la rationalisation et quelles économies réelles en découleront.

Le **Président** a toutefois objecté en affirmant que selon lui, il convenait à cet égard d'inviter la Commission du Danube, les Etats membres, le Secrétariat et le groupe de travail pour les questions juridiques et financières à formuler des réponses aux questions soulevées.

M. **Nick** (Croatie) a relevé au sujet de la question relative aux langues le fait que les exigences à l'égard des qualifications de personnes engagées au Secrétariat devaient également comporter la connaissance de l'anglais. Qu'il plaise ou non, l'anglais devient la langue de communication au sein d'organisations internationales. Il ne sert à rien de fermer les yeux là-dessus. La Commission du Danube devait se faire une raison.

38. **Résultat :**

Un projet de Décision concernant les primes linguistiques, les congés et les subsides de congés accordés au personnel du Secrétariat de la Commission du Danube a été formulé conformément au document CD/SES 67/22 et adopté à sept voix « pour », avec une voix « contre » et deux abstentions.

39. M. **Nick** (Croatie) a fait à cette occasion la déclaration suivante sur les motifs de son vote :

« Je ne pense pas que nous puissions maintenant changer le texte mais il me semble qu'un mot en particulier dans le texte ne convient pas. C'est pourquoi ma délégation était contre. Il s'agit du début du point 1.3 : « réduire les dépenses ». Le problème n'est pas d'économiser mais de moderniser et d'augmenter l'efficacité du travail. Si l'efficacité exige qu'on augmente les dépenses, alors il faut les augmenter. Ici, il semble que la préoccupation principale soit d'économiser, ce qui, à mon avis, est complètement hors propos. »

M. **Savolskiy** (Russie) a fait à cette occasion la déclaration suivante sur les motifs de son vote :

« Dans cette déclaration sur les motifs de mon vote, je voudrais également être d'accord avec l'approche de principe de l'Ambassadeur Nick. Je voudrais ajouter qu'il serait très mal qu'une telle solution aux questions devienne pour toujours une pratique dans les travaux de la Commission du Danube, notamment dans des cas où un traitement préliminaire au niveau d'experts est indispensable ».

40. Au point c) de l'Ordre du jour :

Les débats ayant eu lieu dans le cadre de l'examen du budget sur le thème de la tenue d'une adjudication et de la passation de commande pour l'audit se sont poursuivis comme suit à l'occasion de l'étude du projet de Décision (doc. CD/SES 67/10).

Le **Président** a fait savoir d'abord qu'il avait mené des négociations avec la Cour des comptes de la Hongrie et s'attendait à recevoir une offre intéressante, ce qui, toutefois, n'a pas eu lieu. C'est pourquoi il convenait maintenant de lancer un appel d'offres international. Pour cette raison il convenait d'adopter une décision et d'inviter le Président ou le Secrétariat à formuler et à lancer un appel d'offres.

M. **Nedialkov** (Directeur général du Secrétariat) a expliqué qu'il se fondait sur le fait que l'audit sera conduit en relation avec le premier semestre 2007.

M. **Kaune** (Allemagne) a proposé d'établir en tant que limite supérieure du prix de l'audit la somme de 15 milliers d'euros, la période à vérifier étant celle de l'exercice budgétaire 2006.

M. **Grexa** (Slovaquie) a déclaré ce qui suit :

« J'avoue en toute honnêteté me débrouiller assez mal dans les affaires d'audit, mais il me semble que celui qui avait été conduit par la société Ernst & Young est quand même une autre affaire que l'audit dont nous parlons aujourd'hui. Celui-là envisageait une analyse de l'efficacité de l'activité de l'organisation, des dépenses, etc. ceci étant, le prochain audit doit montrer quel est l'état du vaisseau que l'actuel équipage remet au nouvel équipage. Cela signifie que le rapport entre le coût des deux audits est quand-même une affaire par trop mécanique. Si le prochain audit doit représenter en essence un contrôle de la situation financière de l'organisation, la question de la date, comme l'a souligné M. le Directeur général, est très importante ».

La **délégation de l'Ukraine** s'est prononcée contre la proposition de l'Allemagne de tenir l'audit en relation avec 2006, tout en considérant acceptable la somme limite de 15 milliers d'euros.

M. **Kaune** (Allemagne) a proposé à la lumière de la prochaine séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières d'établir des délais pour la tenue de l'audit.

M. **Savolskiy** (Russie), tout en se déclarant prêt à accepter l'établissement d'un délai, a rejeté le plafond de 15 milliers d'euros vu que, pour des raisons d'économie, il convenait de rechercher des offres plus convenables.

M. **Kilzer** (Autriche), a déclaré qu'il supposait que la Cour des comptes de la Hongrie participera toujours au processus.

41. **Résultat :**

Un projet de Décision concernant la tenue d'une adjudication et la passation de commande pour la tenue d'une vérification financière (audit) a été formulé conformément au document CD/SES 67/23 et adopté à sept voix « pour », sans voix « contre » et à quatre abstentions.

M. **Grexa** (Slovaquie) a fait à cette occasion la déclaration suivante sur les motifs de son vote :

« Je voudrais expliquer les raisons pour lesquelles la République slovaque s'est abstenue. Nous avons toujours des doutes quant à l'audit comme tel. Si un tel audit est conduit suite au changement du mandat Secrétariat, pourquoi vérifier l'exercice 2006 sans accorder d'attention au premier semestre 2007 ? Je voudrais rappeler le fait que, selon le Règlement relatif à la gestion financière de la Commission du Danube, un rapport sur l'exécution du budget de la Commission doit être dressé à l'issue de chaque exercice budgétaire, ce qui sera fait, en vertu du Règlement, cette année ou au début de la prochaine. Ceci étant, nous pensons pouvoir dépenser d'une façon plus raisonnable ces 15 milliers d'euros ou toute autre somme. »

4.2. Information du Directeur général du Secrétariat sur l'état de l'exécution du budget en 2006

42. L'information en question a déjà été exposée par le Directeur général sous le point 29 (voir page 18).

4.3. Candidatures de la Grèce, du Monténégro et de Chypre à l'obtention du statut d'observateur

43. Le **Président** a cordialement salué l'Ambassadeur de la République de Chypre, Mme Lanitou-Williams de même que l'Ambassadeur de Grèce, M. Contoumas, ainsi que les candidatures de leur pays à l'obtention du statut d'observateur à la Commission du Danube. En ce qui concerne la requête analogue de la République du Monténégro, il s'est référé à la lettre à ce sujet du Ministre des affaires étrangères du Monténégro diffusée aux délégations. Après que le groupe de travail pour les questions juridiques et financières de la Commission du Danube a recommandé d'approuver ces candidatures, ont été formulées les Décisions nécessaires en conformité avec les Règles de procédure de la Commission du Danube.

M. **Kaune** (Allemagne) a salué la circonstance selon laquelle les représentants de Chypre et de Grèce présents justifieront les candidatures de leur pays et seront prêts à répondre aux questions. Néanmoins, en se référant au Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières, il a fait part de son étonnement quant au fait que la Commission du Danube doive adopter d'ores et déjà une décision concernant l'octroi du statut d'observateur sans que fussent remplies les conditions procédurales pour ce faire.

Le **Président** a évoqué, à son tour, le Rapport sur les résultats mentionné ci-dessus et contenant sans ambiguïté aucune la recommandation d'approuver ces candidatures.

M. **Nick** (Croatie) a également déclaré n'avoir aucun doute à ce sujet en soulignant expressément que lesdits pays enrichiront les travaux de la Commission du Danube.

44. **Résultat :**

Le vote sur les requêtes des trois pays : Grèce, Monténégro et Chypre, concernant l'octroi du statut d'observateur a relevé un soutien unanime (doc. CD/SES 67/24, 25, et 26).

Le **Président** a salué cordialement les trois pays par les mots « bienvenue à bord ». A leur tour, l'Ambassadeur de Chypre et l'Ambassadeur de Grèce ont remercié cordialement au nom de leur pays le Président de la Commission du Danube et les délégations des Etats membres du soutien accordé.

45. Les déclarations politiques remises à cette occasion par les ambassades de Turquie et de Chypre figurent aux pages 155 et 157.

4.4. **Réflexions relatives à l'octroi du statut d'observateur**

46. Le **Président** a posé la question de savoir s'il convenait d'examiner tous ces problèmes. Faute d'intervenants, le Président a proposé aux Etats membres de faire parvenir par écrit leurs éventuelles idées sur ces thèmes au Secrétariat.

5. **Approbation du Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail pour les questions techniques**

47. M. **Sláčík** (Slovaquie) a commenté en sa qualité de président du groupe de travail pour les questions techniques le Rapport sur les résultats (doc. CD/SES 67/12, page 73) mis à la disposition des délégations ainsi que les projets de Décisions recommandés par le groupe de travail en vue d'adoption à la Soixante-septième session.

48. Du 30 mai au 1^{er} juin 2006 a eu lieu une réunion du groupe spécial d'experts pour les questions de transport des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure et, du 13 au 17 novembre 2006, une séance du groupe de travail pour les questions techniques. Des décisions n'ont pas été adoptées actuellement sur certaines questions, 11 thèmes devant être reportés à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007). Vu les réserves formulées au sujet de plusieurs points du Rapport sur les résultats par la délégation de l'Allemagne qui a prié qu'ils soient retournés au groupe de travail, sur proposition de l'Ingénieur en chef, l'examen des points soumis à l'approbation énumérés ci-après a été remis à la séance de mars 2007 :

1. D'approuver le projet de modifications des « Dispositions fondamentales relatives à la navigation sur le Danube » (doc. CD/SES 67/13) et de les faire entrer en vigueur à partir du 1^{er} juillet 2007.
2. D'approuver le projet de « Standard suivi et repérage des bateaux en navigation intérieure » (doc. CD/SES 67/14) et de recommander son application à partir du 1^{er} juillet 2007.
3. D'approuver le projet de « Standard Inland ECDIS, version 2.0 » (doc. CD/SES 67/15) et de recommander son application à partir du 1^{er} juillet 2007.

49. Résultats :

Le projet de Décision concernant les questions techniques modifié de cette manière (doc. CD/SES 67/17) a été adopté à huit voix « pour » et une voix « contre »

A cette occasion, la **délégation de l'Ukraine** a attiré l'attention sur le fait que lors de l'examen du point de l'Ordre du jour « questions hydrotechniques et hydrométéorologiques » du Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail pour les questions techniques, un entretien insatisfaisant ainsi que la non-observation des gabarits du chenal et d'autres ouvrages hydrotechniques recommandés sur le Danube avaient été relevés sur le secteur bulgare-roumain du Danube. Le groupe de travail pour les questions techniques avait recommandé à la 68^e session d'insérer ces questions dans le prochain Plan de travail de la Commission du Danube. Vu l'importance et l'actualité de cette question, la délégation de

l'Ukraine serait reconnaissante de prendre connaissance lors de la Soixante-huitième session des réactions des autorités compétentes de la Bulgarie et de la Roumanie.

6. Information relative à la Conférence diplomatique sur la révision de la Convention de Belgrade

50. L'Ambassadeur **Horváth** (Hongrie) est intervenu avec une déclaration sur cette thématique sur la base de sa déclaration écrite insérée à la page 159.

7. Adoption d'un compte-rendu sur les festivités jubilaires consacrées au 150^e anniversaire de la création de la première commission internationale de navigation sur le Danube y compris la question de l'attribution de la médaille commémorative « pour des mérites dans le développement de la navigation danubienne » en 2006

51. Résultats :

Une Décision sur cette thématique mise à la disposition des délégations (doc. CD/SES 67/18) a été adoptée à l'unanimité sans autre forme d'examen.

52. Le **Président** a remercié de l'adoption unanime de la décision ce qui confirmait, une fois de plus, le niveau de l'accomplissement des tâches assumées. Tous les participants à la préparation et au déroulement des festivités et en premier lieu le Secrétariat, méritaient la reconnaissance de la Commission du Danube.

53. En ce qui concerne la médaille commémorative, le **Président** a proposé à chaque pays de décider des éventuels candidats pour que lors de la prochaine séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières il soit possible d'élaborer des propositions à l'intention de la prochaine session.

54. **M. Tkatch** (Ukraine) a déclaré que la partie ukrainienne avait fait parvenir à la CD une proposition écrite concernant la décoration du premier Représentant de l'Ukraine à la Commission du Danube, **M. Nikolaï Antonovitch Slavov**, malheureusement décédé depuis. Il a été proposé de le faire décorer post mortem, une **Décision** pertinente pouvant être adoptée maintenant.

55. Le **Président** a été d'avis qu'il s'agissait en effet d'une proposition justifiée et que, vu que la Russie avait également fait parvenir des propositions, il était possible de procéder à la remise des médailles lors de la prochaine session, une fois ces questions examinées par le groupe de travail pour les questions juridiques et financières.

8. Rapport du Directeur général du Secrétariat sur l'état de l'accomplissement du Plan de travail de la Commission du Danube pour la période du 10 mai 2006 jusqu'à la Soixante-huitième session

56. M. **Nedialkov** (Directeur général du Secrétariat) a souligné le fait que dans le cas du Rapport il ne pouvait s'agir que d'un compte-rendu préliminaire, vu que le Rapport complet comprend la période du 10 mai 2006 jusqu'à la Soixante-huitième session qui aura lieu à la mi-mai 2007. Pour cette raison, il ne saurait commenter pour le moment un Rapport n'étant de ce fait qu'un projet.

57. Résultats :

Les délégations ont pris note des assertions du Directeur général sans autre forme d'examen.

9. Ordre du jour à titre d'orientation et date de la convocation de la Soixante-huitième session de la Commission du Danube

58. Le **Président** s'est référé aux dates de la tenue de la 68^e session, 15 et 16 mai 2007, proposées dans le document CD/SES 67/20 et a posé la question de savoir si la date de la session n'était pas trop tardive, vu qu'il avait été convenu de libérer nommément les conseillers de leurs fonctions avant le 1^{er} avril 2007.

59. M. **Kaune** (Allemagne) a déclaré qu'il avait remarqué l'absence dans l'Ordre du jour à titre d'orientation d'une mention distincte de la thématique de l'audit. La question se pose de savoir si cette question allait être examinée lors de la prochaine séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières.

60. Le **Président** a confirmé le fait que cette thématique ne devait pas être oubliée mais que, pour le reste, l'ordre du jour des organismes de la

Commission du Danube pouvait être complété sur demande appropriée des délégations.

10. Divers

61. M. Tkatch (Ukraine) a demandé que le Directeur général de même que le Secrétariat réagissent dorénavant en temps requis aux situations extrêmes survenant sur le Danube.

A titre d'exemple il a mentionné le cas survenu en Serbie, lorsqu'une importante nappe de mazout s'est écoulée, des informations n'ayant été fournies que par les médias. Selon la réponse du Secrétariat à ce sujet, il s'est toutefois avéré que ce dernier était au courant de l'événement, sans avoir diffusé d'informations sur l'affaire, nonobstant les grandes pertes pouvant être encourues si les autorités bulgares et roumaines n'avaient pas pris les mesures qui s'imposaient.

62. M. Nedialkov (Directeur général du Secrétariat) a prié de faire preuve de compréhension à l'égard du fait que le Secrétariat ne pouvait réagir à un événement que si l'Etat membre concerné l'informait en temps utile d'un tel cas survenu sur son territoire. Si le Secrétariat était informé « aujourd'hui » d'un tel événement, il est sûr et certain que « demain » tous les Etats membres seraient prévenus de l'affaire par le Secrétariat.

Dans ce contexte, il voulait également remercier les autorités compétentes de la Slovaquie d'avoir informé sans délai du fait que le chenal sur le secteur de l'écluse de Gabičkovo avait été déblayé.

*

*

*

I

**DECISIONS
DE LA SOIXANTE-SEPTIEME SESSION
DE LA COMMISSION DU DANUBE**

D E C I S I O N

**de la Soixante-septième session de la Commission du Danube
concernant la poursuite de l'activité du groupe de travail ad hoc pour la
modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du
Secrétariat de la Commission du Danube**

(adoptée le 6 décembre 2006)

Ayant examiné le Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail ad hoc visant la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat de la Commission du Danube, institué en vertu de la Décision CD/SES 65/23,

Appréciant hautement les propositions et les projets concernant l'ensemble d'une nouvelle structure du Secrétariat de la CD, soumis par les Etats membres et examinés au cours de l'activité précédente du groupe de travail ad hoc,

Partant de l'avis selon lequel une réforme du Secrétariat de la CD s'avère nécessaire et que la modernisation est la condition principale faisant de la Commission du Danube une organisation respectable, riche en traditions et prête à réaliser les grands projets visant la promotion du transport par voies navigables intérieures en Europe,

Consentant à ce que la modernisation comprenne en premier lieu le modèle d'un Secrétariat plus efficace et, éventuellement, réduit en tant que corps administratif exécutif de la CD, conçu en conformité avec de nouvelles priorités dans la navigation intérieure, la modification de l'infrastructure des institutions, de nouveaux acquis scientifiques et technologiques dans ce domaine, ainsi qu'avec de nouvelles attitudes quant au fonctionnement et aux méthodes de travail des organisations internationales, y inclus la réduction des frais de leur travail,

La 67^e session de la Commission du Danube DECIDE de ce qui suit :

1. Le groupe de travail ad hoc, institué en vertu de la Décision de la 65^e session de la Commission du Danube (doc. CD/SES 65/23) du 28 novembre 2005, poursuivra ses travaux jusqu'à l'aboutissement à un accord sur la nouvelle structure et les méthodes de travail du Secrétariat de la CD.

2. De transformer le groupe de travail ad hoc en groupe de travail de la CD pour la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat de la Commission.
3. De charger le groupe de travail pour la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat de la Commission de coordonner son activité avec celle du Comité pour la préparation d'une conférence diplomatique en vue de la révision de la Convention de Belgrade.
4. D'inviter tous les Etats membres de la Commission du Danube à participer intensément à l'activité du groupe de travail de la CD pour la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat de la Commission en se fondant dorénavant sur les conceptions et les modèles dressés par les délégations d'Ukraine et d'Allemagne et sur le projet de la liste à titre d'orientation des principales tâches du Secrétariat de la CD (*voir l'Annexe à la présente Décision*).
5. D'inscrire un point relatif à l'activité du groupe de travail de la CD pour la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat de la Commission dans les Plans de travail appropriés de la CD et de prévoir dans le budget de la Commission l'allocation des fonds nécessaires au financement de l'ensemble de ses travaux.

LISTE A TITRE D'ORIENTATION DES PRINCIPALES TACHES DU SECRETARIAT

Le Secrétariat a pour principales tâches de rassembler et synthétiser des informations, de préparer les matériaux appropriés et les projets de documents sur les questions suivantes de l'activité de la Commission du Danube :

1. Règles de navigation et de pilotage ;
2. Règles de surveillance fluviale sur le Danube ;
3. Règles de transport des marchandises dangereuses ;
4. Prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure et prescriptions relatives à la visite des bateaux, y compris les conditions de la délivrance des certificats de bateau ;
5. Certificats des conducteurs de bateau, nombre minimal des membres d'équipage, et élaboration d'autres règles en la matière, standards et critères appropriés pour ce domaine de la navigation, y compris la reconnaissance réciproque des documents analogues utilisés dans d'autres bassins fluviaux ;
6. Système de signalisation et signaux nautiques ;
7. Entretien du chenal navigable et des signaux de balisage ;
8. Plans et devis des dépenses de la construction des ouvrages hydrotechniques et autres sur le Danube, exécution des travaux de régularisation afin d'assurer et d'améliorer les conditions de navigation, dressés sur la base des propositions et projets des pays membres de la Commission ;
9. Contrôle de l'exécution des travaux dans la voie navigable, réalisés en coopération ou après concertation avec la Commission ;
10. Règles de contrôle douanier, frontalier, policier, sanitaire, phytosanitaire, vétérinaire, radiologique et autres types de contrôle dans la navigation ;

11. Règles relatives aux systèmes d'information fluviale, aux radiocommunications et à l'utilisation du radar dans la navigation sur le Danube, ainsi que d'autres moyens techniques modernes de navigation ;
12. Equipement technique des ouvrages côtiers de l'infrastructure de la navigation ;
13. Techniques de navigation et méthodes de conduite des bateaux ;
14. Garantie de la sécurité de la navigation, y compris la construction des lieux de stationnement et des ports-abris sur le Danube, protection de la flotte, des passagers, des ouvrages hydrotechniques, de l'infrastructure des ports et d'autres ouvrages d'infrastructure de la navigation contre les actions terroristes ;
15. Modifications de la législation et suivi des tendances dans le domaine de la politique écologique pan-européenne, prévention de la pollution de l'environnement et des eaux par la navigation ;
16. Règles de collecte des déchets provenant des bateaux ;
17. Taxes, tarifs, droits et impôts nautiques et autres perçus dans la navigation ;
18. Observations hydrométéorologiques, établissement des prévisions à longue et à courte échéance en vue de garantir et améliorer la navigation ;
19. Données statistiques, analyse et prévision de la situation économique de la navigation danubienne, modifications de la conjoncture du marché et état du milieu concurrentiel, comparaison de ces données avec les indicateurs appropriés d'autres bassins fluviaux ;
20. Support juridique de l'activité de la Commission de la Commission du Danube et de son Secrétariat, entretien de la correspondance avec les autorités locales du pays-siège de la Commission sur des questions d'ordre administratif et d'intendance ;
21. Mise à disposition de tous les renseignements nécessaires pour les besoins de la navigation danubienne, en éditant, sur papier et en version électronique, des cartes de navigation, des routiers, des ouvrages de référence et autres ouvrages ;

22. Création, mise à jour et actualisation du site Internet publicitaire et d'information officiel de la Commission, Qualités relationnelles avec les médias ;
23. Coopération avec les organisations internationales et nationales, gouvernementales et non gouvernementales, administrations fluviales, chambres de commerce, d'industrie et de navigation, fonds spécialisés, institutions, experts privés et autorités compétentes des Etats, intéressés dans le développement de la navigation intérieure danubienne et européenne ;
24. Etablissement du projet de budget annuel de la Commission, exécution du budget, surveillance du versement des annuités, exécution des opérations financières et de caisse, tenue des livres de comptabilité et établissement des rapports financiers ;
25. Exécution de travaux d'intendance et administratifs de la Commission et de son Secrétariat, exécution de la traduction, l'édition et la diffusion des procès-verbaux, des rapports, des compte-rendus et d'autres documents officiels ;
26. Inventaire et comptabilisation des biens de la Commission, garantie de leur intégrité, tenue des dossiers des fonctionnaires et des employés du Secrétariat, gestion des archives et de la bibliothèque de la Commission ;
27. Exécution des dispositions de la Convention relative au régime de la navigation sur le Danube et des décisions de la Commission du Danube.

En dehors des tâches énumérées ci-dessus, le Secrétariat exécute aussi d'autres tâches et instructions dont la Commission du Danube le charge, en vertu des dispositions de la Convention relative au régime de la navigation sur le Danube et des Règles de procédure de la Commission.

DECISION

**de la Soixante-septième session de la Commission du Danube concernant
le remplacement des fonctionnaires du Secrétariat de la Commission du
Danube suite à l'achèvement de leur mandat le 30 juin 2007**

(adoptée le 6 décembre 2006)

Ayant examiné le point 4 de l'Ordre du jour sur l'achèvement du mandat des fonctionnaires du Secrétariat de la Commission du Danube le 30 juin 2007,

Ayant étudié la partie du Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières (17-18 octobre 2006) (doc. CD/SES 67/6) traitant de ce thème et compte tenu de la Décision de la 65^e session de la Commission du Danube (doc. CD/SES 65/22),

La Soixante-septième session de la Commission du Danube DECIDE :

1. De procéder au remplacement des fonctionnaires du Secrétariat de la Commission du Danube à partir du 1^{er} juillet 2007.
2. De proposer aux Etats membres de la Commission du Danube, sur la base du principe de la rotation, de soumettre à l'examen de la prochaine séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières les nouvelles candidatures aux postes de fonctionnaires en vue de leur approbation ultérieure par la Soixante-huitième session.
3. De tenir la prochaine séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières les 2 et 3 avril 2007 en insérant dans le Plan de travail de la CD un point approprié.
4. Le Président de la Commission du Danube informera par écrit, avant le 1^{er} avril 2007, les fonctionnaires du Secrétariat de la Commission du Danube de l'achèvement de leur mandat.

DECISION**de la Soixante-septième session de la Commission du Danube concernant
le projet de budget de la Commission du Danube pour 2007**

(adoptée le 7 décembre 2006)

Ayant examiné le projet de budget de la Commission du Danube pour 2007 (doc. CD/SES 67/9) ainsi que la partie du Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières (doc. CD/SES 67/6) traitant de cette question,

La Soixante-septième session de la Commission du Danube DECIDE :

1. D'approuver le budget ordinaire de la Commission du Danube pour 2007 en la somme de :
 - 2.020.336,00 euros pour son chapitre des recettes dont 100.000,00 euros transférés du solde du Fonds de réserve pour 2006.
 - 2.020.336,00 euros pour son chapitre des dépenses
(doc. CD/SES 67/9, y compris les Annexes 1 à 7).
2. D'approuver le Fonds de réserve de la Commission du Danube pour 2007 en la somme de :
 - 63.042,00 euros pour son chapitre des recettes
 - 63.042,00 euros pour son chapitre des dépenses.
3. D'approuver les annuités des Etats membres de la Commission à verser sur le budget de la CD pour 2007 en la somme de 170.870,00 euros.

4. De fixer de la manière suivante les allocations pour enfants versées aux fonctionnaires, conformément à l'article 14 du Règlement relatif aux droits et obligations des fonctionnaires du Secrétariat de la Commission du Danube :
 - a) pour les enfants d'âge préscolaire – en un montant de 197,00 euros par enfant et par mois ;
 - b) pour les enfants d'âge scolaire – en un montant de 262,00 euros par enfant et par mois.
5. De prendre note de la partie du Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières (doc. CD/SES 67/6) traitant du projet de budget.

DECISION

**de la Soixante-septième session de la Commission du Danube
concernant les questions techniques**

(adoptée le 7 décembre 2006)

Ayant examiné le point 5 de l'Ordre du jour – Approbation du Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006) et adoption des projets de Décisions contenus dans le Rapport,

La Soixante-septième session de la Commission du Danube DECIDE :

1. De prendre note du Rapport de la réunion du groupe spécial d'experts pour les questions de transports de marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure (30 mai-1^{er} juin 2006) (doc. CD/SES 67/16).
2. De prendre note du Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006) (doc. CD/SES 67/12).

DECISION

**de la Soixante-septième session de la Commission du Danube concernant
la tenue des festivités jubilaires consacrées au 150^e anniversaire
de la création de la première Commission internationale
de navigation sur le Danube**

(adoptée le 7 décembre 2006)

Ayant examiné le point 7 de l'Ordre du jour – « Adoption d'un compte-rendu sur les festivités jubilaires consacrées au 150^e anniversaire de la création de la première commission internationale de navigation sur le Danube y compris la question de l'attribution de la médaille commémorative « *pour des mérites dans le développement de la navigation danubienne* » en 2006 »,

La Soixante-septième session de la Commission du Danube DECIDE :

1. De prendre note de l'Information du Secrétariat de la Commission du Danube sur les festivités jubilaires consacrées au 150^e anniversaire de la création de la première Commission internationale de navigation sur le Danube ;
2. D'exprimer sa reconnaissance au Secrétariat de la Commission du Danube pour la préparation et la tenue de festivités jubilaires à un haut niveau.

DECISION

**de la Soixante-septième session de la Commission du Danube
concernant la réduction de la durée du mandat des fonctionnaires
du Secrétariat de la Commission du Danube**

(adoptée le 7 décembre 2006)

La Soixante-septième session de la Commission du Danube DECIDE :

1. De réduire, à partir du 1^{er} juillet 2007, la durée du mandat des fonctionnaires du Secrétariat de la Commission du Danube de 6 à 3 ans avec la possibilité de la prolonger une fois pour une période ne dépassant pas la durée du mandat.
2. De charger le groupe de travail pour les questions juridiques et financières d'élaborer, en vue de l'adoption d'une décision à la Soixante-huitième session de la Commission du Danube, les amendements et compléments requis par les dispositions du premier paragraphe, aux Règles de procédure de la Commission du Danube et autres règles pertinentes applicables aux fonctionnaires du Secrétariat, y compris les règles financières, dans la perspective d'une réduction significative et nécessaire des dépenses liées au changement de mandat.

DECISION

**de la Soixante-septième session de la Commission du Danube concernant
les primes linguistiques, les congés et les subsides de congés accordés au personnel
du Secrétariat de la Commission du Danube**

(adoptée le 7 décembre 2006)

Ayant examiné le point 4.1.3 de l'Ordre du jour « Adoption du budget de la Commission du Danube pour 2007 » et étudié la partie du Rapport sur les résultats du groupe de travail pour les questions juridiques et financières (doc. CD/SES 67/6) traitant de ce point de l'Ordre du jour,

La Soixante-septième session de la Commission du Danube DECIDE :

1. De charger, après avoir étudié à titre préliminaire les avis des Etats membres de la CD, le groupe de travail pour les questions juridiques et financières d'étudier les Règlements relatifs aux droits et obligations des fonctionnaires et des employés du Secrétariat en ce qui concerne le versement de primes linguistiques avec les objectifs suivants :
 - 1.1 évaluer la nécessité générale de verser des primes linguistiques,
 - 1.2 assurer une transparence accrue dans le processus d'examen et
 - 1.3 réduire les dépenses encourues suite au versement de primes linguistiques sur le budget de la Commission du Danube.
2. De charger le groupe de travail pour les questions juridiques et financières d'étudier les Règlements relatifs aux droits et obligations des fonctionnaires et des employés en ce qui concerne les congés et les subsides de congé accordés, notamment du point de vue de leur justification financière.
3. De soumettre à la Soixante-huitième session des projets de décision concernant les résultats de l'étude obtenus conformément aux paragraphes 1 et 2.
4. De soumettre à la Soixante-huitième session un projet de Décision concernant l'amendement des Règlements relatifs aux droits et obligations des fonctionnaires et des employés en ce qui concerne la régulation des congés et des subsides de congé et élaborer par la suite un projet de décision prévoyant, pour le mandat en place à partir du 1^{er} juillet 2007, en tant qu'une des conditions nécessaires pour recevoir une prime linguistique la présentation d'une attestation d'un institut linguistique indépendant externe certifiant le degré de connaissance de la langue étrangère requise par les attributions de service.

D E C I S I O N

**de la Soixante-septième session de la Commission du Danube concernant
la tenue d'une adjudication et la passation de commande pour
la tenue d'une vérification financière (audit)**

(adoptée le 7 décembre 2006)

Ayant examiné le point 4.1.3 de l'Ordre du jour « Adoption du budget de la Commission du Danube pour 2007 » et étudié la partie du Rapport du groupe de travail pour les questions juridiques et financières (doc. CD/SES 67/6) traitant de ce point de l'Ordre du jour,

La Soixante-septième session de la Commission du Danube DECIDE :

1. De proposer au Président de la Commission du Danube, sur concertation avec le Secrétaire de la Commission du Danube et avec le concours du Secrétariat, de lancer un appel d'offres public en vue de la tenue par une société d'audit externe d'un audit financier, en prévoyant un honoraire-plafond de 15.000 euros et la vérification de l'exercice 2006.
2. De proposer au Président et au Secrétaire de la Commission du Danube de donner toutes les dispositions requises par la tenue de l'audit au plus tôt et d'informer le groupe de travail pour les questions juridiques et financières des résultats de l'audit, avant le 15 mars 2007.
3. De charger le groupe de travail pour les questions juridiques et financières de soumettre à la Soixante-huitième session de la Commission du Danube en vue d'approbation, après avoir étudié les résultats de l'audit et, sur la base des conséquences qui en découleraient pour le budget de la Commission du Danube, des projets de décisions considérés nécessaires.
4. D'inclure dans le budget de la Commission du Danube la somme de 15.000 euros représentant les frais d'audit.

DECISION

**de la Soixante-septième session de la Commission du Danube concernant
l'octroi du statut d'observateur à la République hellénique**

(adoptée le 7 décembre 2006)

Ayant examiné le point 4.3 de l'Ordre du jour et étudié la partie du Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières traitant de ce point de l'Ordre du jour,

Ayant salué la demande de la République hellénique, en date du 28 avril 2006 et ayant écouté la justification pour l'octroi du statut d'observateur à la République hellénique exposée par l'Ambassadeur de la République hellénique, Son Excellence Monsieur Dimitris Contoumas,

Ayant constaté que les conditions nécessaires de la Section V des Règles de procédure de la Commission du Danube ont été remplies et

Ayant approuvé les recommandations formulées par le groupe de travail pour les questions juridiques et financières lors de sa séance des 17 et 18 octobre 2006,

La Soixante-septième session de la Commission du Danube DECIDE :

D'octroyer à la République hellénique le statut d'observateur auprès de la Commission du Danube, avec entrée en vigueur immédiate.

DECISION**de la Soixante-septième session de la Commission du Danube concernant
l'octroi du statut d'observateur à la République de Chypre**

(adoptée le 7 décembre 2006)

Ayant examiné le point 4.3 de l'Ordre du jour et étudié la partie du Rapport sur les résultats du groupe de travail pour les questions juridiques et financières traitant de ce point de l'Ordre du jour,

Ayant salué la demande de la République de Chypre, en date du 30 août 2006 et ayant écouté la justification pour l'octroi du statut d'observateur à la République de Chypre exposée par l'Ambassadeur de la République de Chypre, Son Excellence Madame Frances-Galatia Lanitou Williams,

Ayant constaté que les conditions nécessaires de la Section V des Règles de procédure de la Commission du Danube ont été remplies et

Ayant approuvé les recommandations formulées par le groupe de travail pour les questions juridiques et financières lors de sa séance des 17 et 18 octobre 2006,

La Soixante-septième session de la Commission du Danube DECIDE :

D'octroyer à la République de Chypre le statut d'observateur auprès de la Commission du Danube, avec entrée en vigueur immédiate.

DECISION

**de la Soixante-septième session de la Commission du Danube concernant
l'octroi du statut d'observateur à la République du Monténégro**

(adoptée le 7 décembre 2006)

Ayant examiné le point 4.3 de l'Ordre du jour et étudié la partie du Rapport sur les résultats du groupe de travail pour les questions juridiques et financières traitant de ce point de l'Ordre du jour,

Ayant salué la demande de la République du Monténégro, en date du 4 septembre 2006 et ayant pris note de la justification pour l'octroi du statut d'observateur à la République du Monténégro, exposée dans la lettre du ministre des affaires étrangères de la République du Monténégro, Son Excellence, M. Milan Roćen envoyée par la note N° 04/07-2315 du 6 décembre 2006,

Ayant constaté que les conditions nécessaires de la Section V des Règles de procédure de la Commission du Danube ont été remplies et

Ayant approuvé les recommandations formulées par le groupe de travail pour les questions juridiques et financières lors de sa séance des 17 et 18 octobre 2006,

La Soixante-septième session de la Commission du Danube DECIDE :

D'octroyer à la République du Monténégro le statut d'observateur auprès de la Commission du Danube, avec entrée en vigueur immédiate.

II

RAPPORTS SUR LES RESULTATS DES SEANCES DES GROUPES DE TRAVAIL ET DES REUNIONS D'EXPERTS

conformément à l'article 6

des Règles de procédure de la Commission du Danube

R A P P O R T**sur les résultats de la séance du groupe de travail ad hoc
visant la modernisation de la structure interne et des
méthodes de travail du Secrétariat de la CD***(7 novembre 2006)*

1. Le groupe de travail ad hoc visant la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat de la Commission du Danube a été institué par la Décision CD/SES 65/23 du 28 novembre 2005. Entre les 65^e et 67^e sessions de la CD se sont tenues sept séances et consultations informelles. Hors séance, les membres du groupe de travail ad hoc étaient en relation permanente par le biais du courrier électronique, préparant et traitant de la sorte les documents de travail. La séance de clôture du groupe de travail ad hoc a eu lieu, conformément à son plan de travail, le 7 novembre 2006. Le matin, la séance s'est tenue à l'Ambassade de Serbie à Budapest, tandis que l'après-midi elle a eu lieu au siège de la CD. Les précisions y afférentes figurent dans la lettre N^o CD 236/X-2006 du Secrétariat de la CD du 31 octobre 2006 et dans la lettre du président du groupe de travail ad hoc adressée au Directeur général du Secrétariat de la CD N^o 15-4/11-2006 du 2 novembre 2006 (*Annexes 8 et 9**).¹

* Se trouvent dans les archives de la Commission du Danube.

¹ OBSERVATIONS DU PRESIDENT: Le jour-même de la séance du groupe de travail ad hoc il s'est avéré « brusquement » que les locaux de la CD n'étaient pas occupés et que lors du travail du GIS-5 le Secrétariat de la CD n'avait pas d'engagements concrets d'ordre organisationnel ou technique. A ce propos, le président du groupe de travail ad hoc souligne – avec regrets bien évidemment – que sur la coopération du groupe de travail ad hoc avec le Secrétariat de la CD pesaient constamment des désaccords à tel point que, souvent, l'accomplissement en temps utile de la tâche confiée au groupe de travail ad hoc était mis en cause. L'activité du groupe de travail ad hoc était dans la plupart des cas traitée comme « non prévue » et de deuxième rang, bien qu'il s'agisse de l'activité fondée sur une Décision de la CD, légale et valide en tous points. Pas une seule séance du groupe de travail ad hoc ne s'est déroulée sans altercations désagréables, démêlés formalistes, etc. Un exemple flagrant de refus de coopération fut la remise de simples copies des actuelles Règles de procédure (l'« Information récapitulative du Secrétariat sur les tâches et le travail des conseillers » diffusée lors de la deuxième séance du groupe de travail ad hoc et l'« Avis du Secrétariat de la Commission du Danube » (N^o CD 181/IX-2006 du 13 septembre 2006 ont été dressées à la place des analyses de la situation réelle et des considérations critiques que j'avais sollicitées par ma lettre N^o AH/DT/3-3 du 12 avril 2006). Je crois que de tels procédés – de par

2. En vertu des recommandations adoptées lors de la prise de décision d'instituer le groupe de travail ad hoc, ce corps de travail de la CD fut majoritairement composé de suppléants des représentants permanents. Les représentants permanents ou les experts des pays membres de la CD ont pris part à un certain nombre de séances. Les membres permanents du groupe de travail ad hoc étaient :

ALLEMAGNE

M. Alexander Stemmer

AUTRICHE

M. Georg Kilzer

BULGARIE

M. Gueorgui Gueorguiev

CROATIE

M. Davor Pomykalo

HONGRIE

Mme Gyöngyvér Völgyes

MOLDOVA

M. Andrei Ilasciuc

ROUMANIE

Mme Aurelia Zmeu

M. Felix Zaharia

RUSSIE

M. Alexandr J. Voznyouk

SERBIE

M. Miroљub Petrović

SLOVAQUIE

Ing. Vojtech Sláčik

M. Juraj Sikra

UKRAINE

M. Igor Belov

M. Valerii Rayou

leur teneur et leur signification frôlant l'obstruction – vont à l'encontre de l'autorité et de la dignité de la Commission du Danube.

Par contre, la coopération avec le service de traduction du Secrétariat de la CD a été d'une qualité extraordinaire et a notamment contribué, dans les circonstances données, à la création des conditions nécessaires à la mise en œuvre des activités fondamentales du groupe de travail ad hoc.

3. Le directeur général du Secrétariat, M. D. Nedialkov, et le conseiller, M. E. Schulze-Rauschenbach, ont également assisté aux séances du groupe de travail ad hoc.
4. Tel qu'il a été proposé par la délégation d'Ukraine, le suppléant du représentant de la Serbie auprès de la CD, M. Miroљub Petrović, a été nommé président permanent du groupe de travail ad hoc. Tel qu'il a été proposé par la délégation allemande, Mme Gyöngyvér Völgyes, suppléante du représentant hongrois, a été nommée vice-présidente.
5. En vertu de la tâche principale et des accords établis avant chaque séance, le seul et unique point de l'ordre du jour était la discussion, compte tenu des propositions et suggestions concrètes, sur la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat de la CD. Lors de la séance finale, le 7 novembre 2006, ont été débattus l'état actuel du traitement de certaines questions et le projet de Décision pour la 67^e session de la CD.
6. Lors de la séance finale du 7 novembre 2006, il a été discuté de l'état de l'examen de diverses questions ainsi que du projet d'une Décision appropriée à l'intention de la Soixante-septième session de la CD concernant les conclusions des travaux du groupe de travail ad hoc.
7. Pour ce qui est de la structure du Secrétariat, le groupe de travail ad hoc a reçu des propositions concrètes par écrit de la part des délégations serbe, ukrainienne, slovaque, allemande, autrichienne, hongroise, roumaine et russe. Ont également exprimé leur avis par écrit, de façon exhaustive ou en partie, sur cette question, les délégations bulgare, croate et moldave. Le groupe a eu recours, pendant son activité, aux documents actuellement en vigueur dans les domaines correspondants de l'activité du Secrétariat de la CD.
8. La majorité des délégations ont constaté que la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat s'avérait nécessaire. Les raisons résident, avant tout, dans le fait que la navigation intérieure jouit d'un intérêt de plus en plus grand au sein du réseau européen des transports, que le rôle des commissions fluviales évolue également, de sorte qu'il est nécessaire d'avoir une nouvelle définition des priorités de travail de leur corps exécutif, et que, d'autre part, il serait possible de réduire les dépenses desdites organisations en gardant la même efficacité ou en l'augmentant.

9. Le projet de modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat basé sur les prémisses citées au point 8 du présent Rapport entraînerait de façon inéluctable la réduction du nombre de postes de conseiller au Secrétariat par rapport au nombre de pays membres de la CD. Cela mène inévitablement au renoncement à la pratique actuelle de formation de l'équipe de conseillers du Secrétariat de la CD. Certaines délégations y ont vu la menace de la protection assurée jusqu'ici de la représentation équitable des pays membres au sein de l'équipe des conseillers du Secrétariat.
10. Les débats du groupe de travail ad hoc ont montré qu'il était opportun d'élaborer, parallèlement avec l'examen de la nouvelle structure du Secrétariat de la CD, un mécanisme approprié pour assurer une représentation équitable des Etats membres de la CD lors de la sélection des fonctionnaires du Secrétariat (Directeur général, Ingénieur en chef, conseillers) sur la base de la rotation, ainsi que des Dispositions relatives à la commission de concours de la CD.
11. Selon l'avis général, la question de l'adoption d'une nouvelle structure, du mécanisme de rotation et des Dispositions relatives à la commission de concours exige l'approbation des délégations des Etats membres de la CD et l'adoption par consensus. Par conséquent, le projet d'une nouvelle structure n'a pas été soumis au vote dans le cadre de la séance du groupe de travail ad hoc, bien que les Règles de procédure de la CD en vigueur admettent l'adoption d'une décision à la majorité des voix.
12. Toutes les délégations ont pris part aux débats excepté la délégation bulgare qui a communiqué sa position par écrit. Voici l'aperçu des positions et remarques des délégations :

La délégation ukrainienne propose la réduction et la restructuration de la structure fonctionnelle et d'organisation du Secrétariat de la Commission, en révisant en conséquence la liste des postes de fonctionnaires et d'employés du Secrétariat de la Commission ainsi que les conditions de leur nomination et de leur recrutement à la CD. Dans la conception proposée, la délégation de l'Ukraine a élaboré un projet de « Dispositions relatives au Secrétariat de la CD et à son activité » comprenant la liste des principales tâches du Secrétariat, la liste des fonctions du Secrétariat de la CD, la description des

attributions et des qualifications du personnel du Secrétariat de la CD (voir le projet d'organigramme dans l'*Annexe 1*^{*});

La délégation allemande, s'inscrivant dans une lignée semblable, sinon identique, a soutenu la conception initiale de la future structure interne du Secrétariat de la CD et, à cet effet, considère nécessaire, dans un premier temps, de se mettre d'accord sur un nouvel organigramme, à la suite de quoi il sera nécessaire de débattre d'autres éléments des Règles de procédure (cf. *Annexe 2*^{*} – proposition d'organigramme de la délégation allemande);

La délégation autrichienne soutient les mêmes propositions qui exigent la réduction des postes de conseiller et souligne parallèlement qu'il serait également possible de réduire de façon significative les postes dans les services administratifs et techniques du Secrétariat, ainsi que de mettre en place d'autres mesures de rationalisation qui entraîneraient un allègement notable des frais du travail de la CD (suppression du véhicule officiel, etc.) (cf. *Annexe 3*^{*});

Les délégations roumaine et hongroise soutiennent le concept de base de la nouvelle structure. Elles ont fait des propositions respectives concrètes qui, par leur contenu, vont dans le sens de celles des délégations susmentionnées.

La délégation russe, tout en réitérant son soutien de principe au processus de modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat de la CD estime que le groupe de travail ad hoc devrait continuer son activité et tenir compte du principe de la représentation équitable de tous les pays membres lors de la nomination des conseillers (cf. *Annexe 4*^{*});

La délégation croate a émis un doute sur l'utilité de la réduction des postes de conseiller au Secrétariat de la CD, en soulignant qu'il n'existait pas d'évaluation critique unitaire quant au fonctionnement de la structure actuelle qui justifierait la réforme et que la réduction du nombre des conseillers mettrait en cause l'efficacité du travail de la Commission du Danube (cf. *Annexe 5*^{*});

^{*} Se trouve dans les archives de la Commission du Danube.

La délégation moldave soutient la modernisation de la structure du Secrétariat de la CD compte tenu de ses propositions antérieures relatives aux modifications du financement de la Commission du Danube (cf. *Annexe 6**) ;

La délégation bulgare soutient le concept de réduction du nombre de postes de conseiller au Secrétariat de la CD et considère qu'il est nécessaire d'aboutir à un consensus qui garantisse la représentation des pays membres au Secrétariat de la CD (cf. *Annexe 7**) ;

La délégation serbe a relevé que la plupart des propositions concrètes soumises jusqu'ici avaient la même structure de base. Elle a proposé que, en vue d'une rationalisation des débats qui s'en suivront, les deux modèles élaborés par les délégations allemande et ukrainienne, par ailleurs proches ou même identiques dans les éléments essentiels, servent de base pour la recherche d'une solution communément acceptable. Elle a également proposé que cet avis fasse partie du projet de Décision pour la 67^e session de la CD.

13. Toutes les délégations estiment que le domaine traité par le groupe de travail ad hoc est d'un grand intérêt pour le travail du Secrétariat et de la CD et que le groupe de travail ad hoc doit poursuivre son activité. Ce constat, avec sa forme concrète, se trouve dans le projet de Décision, qui sera proposé à l'adoption lors de la 67^e session de la CD.

* * *

*

14. Le groupe de travail ad hoc propose à la 67^e session l'adoption du projet de Décision suivant :

« Ayant examiné le Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail ad hoc visant la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat de la Commission du Danube, institué en vertu de la Décision CD/SES 65/23,

* Se trouve dans les archives de la Commission du Danube.

Appréciant hautement les propositions et les projets de concernant l'ensemble d'une nouvelle structure du Secrétariat de la CD, soumis par les Etats membres et examinés au cours de l'activité précédente du groupe de travail ad hoc,

Partant de l'avis selon lequel une réforme du Secrétariat de la CD s'avère nécessaire et que la modernisation est la condition principale faisant de la Commission du Danube une organisation respectable, riche en traditions et prête à réaliser les grands projets visant la promotion du transport par voies navigables intérieures en Europe,

Consentant à ce que la modernisation comprenne en premier lieu le modèle d'un Secrétariat plus efficace et, éventuellement, réduit en tant que corps administratif exécutif de la CD, conçu en conformité avec de nouvelles priorités dans la navigation intérieure, la modification de l'infrastructure des institutions, de nouveaux acquis scientifiques et technologiques dans ce domaine, ainsi qu'avec de nouvelles attitudes quant au fonctionnement et aux méthodes de travail des organisations internationales, y inclus la réduction des frais de leur travail,

La 67^e session de la Commission du Danube DECIDE de ce qui suit :

1. Le groupe de travail ad hoc, institué en vertu de la Décision de la 65^e session de la Commission du Danube (doc. CD/SES 65/23) du 28 novembre 2005, poursuivra ses travaux jusqu'à l'aboutissement à un accord sur la nouvelle structure et les méthodes de travail du Secrétariat de la CD.
2. De transformer le groupe de travail ad hoc en groupe de travail de la CD pour la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat de la Commission.
3. De charger le groupe de travail pour la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat de la Commission de coordonner son activité avec celle du Comité pour la préparation d'une conférence diplomatique en vue de la révision de la Convention de Belgrade.
4. D'inviter tous les Etats membres de la Commission du Danube à participer intensément à l'activité du groupe de travail de la CD pour la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du

Secrétariat de la Commission en se fondant dorénavant sur les conceptions et les modèles dressés par les délégations d'Ukraine et d'Allemagne et sur le projet de la liste à titre d'orientation des principales tâches du Secrétariat de la CD.

5. D'inscrire un point relatif à l'activité du groupe de travail de la CD pour la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat de la Commission dans les Plans de travail appropriés de la CD et de prévoir dans le budget de la Commission l'allocation des fonds nécessaires au financement de l'ensemble de ses travaux. »

Déclaration du président du groupe de travail ad hoc

Même si le groupe de travail ad hoc n'a pas réussi à dresser comme prévu, avant la Soixante-septième session de la CD, un modèle communément acceptable de la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du futur Secrétariat de la CD, les résultats atteints jusqu'à présent ne sauraient être considérés comme dépourvus d'intérêt ou de sens. Mis à part les difficultés flagrantes rencontrées dans la coopération avec le Secrétariat, mentionnées au début du présent Rapport, le président trouve opportun de relever ce qui suit :

- Sans aucun doute, la plupart des délégations considèrent que la réforme du Secrétariat de la CD est nécessaire et que la modernisation est la condition sine qua non pour permettre à la Commission du Danube de justifier son existence et son statut face aux défis d'aujourd'hui et de demain.
- Il est également évident qu'un modèle réduit du Secrétariat de la CD est concevable, qui comprendrait néanmoins une autre répartition des postes de conseiller, en conformité avec de nouvelles priorités dans la navigation intérieure en Europe, la modification de l'infrastructure des institutions, de nouveaux acquis scientifiques et technologiques dans ce domaine, ainsi qu'avec de nouvelles attitudes quant au fonctionnement et aux méthodes de travail des organisations internationales.

- Excepté les positions récusant catégoriquement la modernisation, fortement minoritaires d'ailleurs, il y a lieu de dire que par rapport au modèle possible il y a un haut niveau de concordance, nonobstant la tendance de l'Autriche vers une réduction plus importante du personnel dans le domaine administratif et technique.
- Parmi les divergences demandant une analyse plus détaillée figure la question du juristes ou du conseiller pour les questions juridiques dans la structure du Secrétariat (allant de l'arbitre pour les litiges du droit international jusqu'au fonctionnaire chargé des actes juridiques internes du Secrétariat), ainsi qu'une autre répartition des compétences là où il existe déjà un dilemme en théorie (écologie, environnement, RIS etc.).
- Le dilemme objectivement le plus important et ayant le plus de conséquences est la représentation équitable des pays membres dans le Secrétariat de la CD. Dans ce contexte, d'après le président, les divergences marquées entre certaines délégations ne sont pas sans intérêt tout comme les avis relatifs à l'égalité, aux domaines de compétence et aux obligations des conseillers (le conseiller élu représente-il son pays ou œuvre-t-il dans l'intérêt de tous les pays membres de la CD, etc.).
- Les honorables représentants permanents ne sont certainement pas sans savoir que les questions semblables sont traitées par le Comité préparatoire pour la conférence diplomatique visant la révision de la Convention de Belgrade, ce qui témoigne qu'il faut coordonner l'activité de notre groupe de travail ad hoc avec celle du Comité préparatoire.
- Si importantes et de fait si compliquées les questions précitées soient-elles, d'après le président, elles ne devraient pas décourager la poursuite de notre activité visant l'accord sur un Secrétariat de la CD plus moderne, plus efficace, et financièrement plus intéressant.

R A P P O R T

sur les résultats de la séance
du groupe de travail pour les questions juridiques et financières

(17 – 18 octobre 2006)

1. Le groupe de travail pour les questions juridiques et financières, convoqué en vertu du point 35 du Plan de travail de la Commission du Danube pour la période du 10 mai 2006 jusqu'à la Soixante-huitième session, a tenu sa séance les 17 et 18 octobre 2006.
2. Ont pris part à la séance du groupe de travail :
 - A. Délégations des pays membres de la Commission du Danube

Allemagne

M. Hans Peter SCHIFF
M. Alexander STEMMER
Mme Ursula BAJURA

Autriche

M. Georg KILZER

Bulgarie

Mme Albena PEEVA

Croatie

M. Stanko NICK
M. Davor POMYKALO

Hongrie

M. Ernő KESKENY
Mme Gyöngyvér VÖLGYES

Moldova

M. Valerii BOBUTAC
M. Igor VREMEA

Roumanie

Mme Aurelia ZMEU
Mme Maria OPREA
Mme Loredana RADU
M. Felix ZAHARIA

Russie

M. Alexandr VOZNYOUK
M. Vyatcheslav ANDRIANITCHEV

Serbie

M. Milovan BOŽINOVIĆ
M. Miroljub PETROVIĆ
M. Goran GVOZDENOVIĆ
Mme Marta VARJU

Slovaquie

M. Vojtech SLÁČIK
M. Juraj ŠIKRA
M. Robert ONDREJČAK

Ukraine

M. Dmitrii TKATCH
M. Vyatcheslav GALAS
M. Alexandr VORONINE
M. Taras KOROLENKO
M. Igor BELOV
M. Valerii RAYOU

B. Délégations des pays auxquels a été octroyé le statut d'observateur sur la base de la Décision fondamentale de la Cinquante-neuvième session de la Commission du Danube (doc. CD/SES 59/34)

Tchéquie

(Décision CD/SES 60/19)

Mme Katarina KOLENIČKOVA
M. Svatopluk OPELA

Turquie

(Décision CD/SES 59/36)

M. Metin ERGIN

3. Ont également pris part aux séances du groupe de travail le Directeur général D. Nedialkov, l'Ingénieur en chef I. Válkar et les conseillers du Secrétariat de la Commission du Danube, K. Anda, A. Vdovitchenko, Z. Karaičić, Y. Mikhaïlov, A. Toma, E. Schulze-Rauschenbach, D-A Stefanescu, et J. Japuncić.
4. Le Président de la Commission du Danube a ouvert la séance et a salué le Représentant de l'Allemagne, M. l'Ambassadeur Hans Peter Schiff nouvellement accrédité à la Commission du Danube.
5. Sur proposition de la délégation de la Hongrie, le Président de la Commission du Danube Milovan Božinović a été élu à l'unanimité président du groupe de travail. Sur proposition de la délégation de l'Allemagne, le chef de la délégation de la Hongrie, l'Ambassadeur Keskeny a été élu suppléant du président du groupe de travail.
6. L'Ordre du jour suivant a été adopté à l'unanimité ainsi que le Plan de déroulement proposé en conséquence :
 1. Information sur les résultats des séances du groupe de travail ad hoc visant la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat de la Commission du Danube
 2. Questions liées à l'achèvement de la période de travail des fonctionnaires du Secrétariat le 30 juin 2007
 3. Projet de budget de la Commission du Danube pour 2007
 4. Information du Secrétariat de la Commission du Danube sur les festivités jubilaires consacrées au 150^e anniversaire de la création de la première Commission internationale de navigation sur le Danube
 5. Divers
 - Information sur le cours de la préparation d'une Conférence diplomatique sur la révision de la Convention de Belgrade
 - Candidatures de la Grèce, du Monténégro et de Chypre à l'octroi du statut d'observateur à la Commission du Danube
 - Réponse de la Chambre des comptes de la République de Hongrie concernant un audit externe

Au point 1) de l'Ordre du jour - *Information sur les résultats des séances du groupe de travail ad hoc visant la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat de la Commission du Danube*

7. Le président s'est référé à sa lettre du 29 septembre 2006 concernant sa proposition de procédures en vue de l'adoption du projet de budget pour 2007 orienté sur une nouvelle structure du Secrétariat, avec la tenue d'une concertation au niveau des Représentants permanents et a expliqué dans ce contexte son raisonnement, selon lequel le Secrétariat doit être instruit d'élaborer un projet approprié de budget alternatif pour 2007.
8. La personne assumant actuellement les attributions du conseiller du Secrétariat pour les questions juridiques a constaté à cet égard que selon les Dispositions relatives au Secrétariat de la Commission du Danube, seule la Commission du Danube elle-même, et non pas un groupe de travail, par exemple le groupe de travail pour les questions juridiques et financières, pouvait donner au Secrétariat une telle instruction.
9. Par la suite, le président du groupe de travail ad hoc pour la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat de la Commission du Danube a présenté un rapport sur les résultats des six séances précédentes. Des progrès notables qui sont également soutenus par la majorité des délégations ont été obtenus. Il s'est déclaré convaincu du fait que les travaux sur la nouvelle structure du Secrétariat pouvaient être achevés avant la Soixante-septième session.
10. La délégation de l'Ukraine a informé le groupe de travail de la conception d'une nouvelle structure qu'elle avait transmise au Secrétariat de la Commission du Danube et a proposé d'examiner quant au fond le projet en la matière préparé par le président du groupe de travail ad hoc. Si des solutions acceptables étaient obtenues, la délégation de l'Ukraine se déclarait prête à soutenir la proposition d'établir un projet alternatif de budget pour la CD pour 2007.
11. Les délégations de la Russie et de la Croatie ont exprimé des doutes quant aux raisons et à l'urgence de l'activité du groupe de travail ad hoc. Il convient en premier lieu d'assurer que tous les Etats membres soient à l'avenir aussi représentés par un conseiller. La délégation de la Moldova a déclaré qu'elle

- soutenait en principe l'idée d'une modernisation du Secrétariat de la CD, envisageant pour ce faire une participation équitable de tous les Etats membres dans la composition de la nouvelle structure du Secrétariat. Pour résoudre une telle question, la délégation de l'Allemagne a indiqué les mécanismes d'autres organisations internationales, grâce auxquels il est possible de résoudre de tels problèmes.
12. La délégation de la Croatie a formulé des doutes très importants en ce qui concerne la réduction du nombre de conseillers. Ceci mettrait en question le fonctionnement efficace de la Commission du Danube.
 13. En réponse aux propositions réitérées de quelques délégations d'instruire de toutes façons le Secrétariat d'élaborer un budget alternatif, le Directeur général du Secrétariat a expliqué qu'une telle élaboration était en général impossible tant que des informations concrètes sur la structure réelle du nouveau Secrétariat feront défaut, notamment le nombre et le statut de tous les membres du personnel du Secrétariat et leur traitement de base.
 14. La délégation de l'Allemagne a objecté en mentionnant la présentation, lors de la dernière séance du groupe de travail ad hoc pour la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat de la Commission du Danube, d'informations concrètes relatives à la nouvelle structure du Secrétariat de la Commission du Danube pouvant obtenir le soutien de la majorité.
 15. Vu le fait que la majorité des délégations n'était pas prête à examiner, quant au fond, le projet d'une nouvelle structure et d'un budget alternatif, la délégation de l'Ukraine a été d'accord avec l'avis du Directeur général et a recommandé de poursuivre les travaux du groupe de travail ad hoc avec le soutien du Secrétariat pour établir les conséquences financières sur le budget de la Commission du Danube dans le cas de l'adoption d'une nouvelle structure.
 16. Afin de trouver une solution de compromis, la délégation de la Serbie a proposé de recommander une étroite coopération du Secrétariat de la Commission du Danube et du groupe de travail ad hoc pour préparer à l'intention de la 67^e session des propositions sur les conclusions de travaux comprenant également des aspects financiers.
 17. Cette proposition a été adoptée à dix voix « pour », sans voix « contre » ni abstention.

Au point 2) de l'Ordre du jour - *Questions liées à l'achèvement de la période de travail des fonctionnaires du Secrétariat le 30 juin 2007*

Au point 3) de l'Ordre du jour - *Projet de budget de la Commission du Danube pour 2007*

18. Suite au fait que les points 2 et 3 de l'Ordre du jour sont étroitement liés, le président du groupe de travail a proposé de les examiner conjointement.
19. En vertu de la Décision de la Soixante-cinquième session (doc. CD/SES 65/22), le 30 juin 2007 prend fin le mandat de travail à la Commission du Danube des 10 fonctionnaires du Secrétariat de la Commission du Danube. Suite à ce fait, les délégations présentes (9 « pour », sans voix contre ni abstention) se sont prononcées en faveur de la nécessité de procéder à partir du 1^{er} juillet 2007 au remplacement du mandat actuel des fonctionnaires du Secrétariat.
20. Plusieurs délégations ont émis un avis concernant l'établissement de la période de validité du mandat des fonctionnaires nouvellement désigné à 3 ans au lieu des 6 ans prévus par les Règles de procédure de la CD et compte tenu de nouvelles dispositions figurant dans la Convention de Belgrade révisée.

*

*

*

21. Le groupe de travail propose à la Soixante-septième session d'adopter le projet de Décision suivant :

I

« Ayant examiné le point 4 de l'Ordre du jour sur l'achèvement du mandat des fonctionnaires du Secrétariat de la Commission du Danube le 30 juin 2007,

Ayant étudié la partie du Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières (17-18 octobre 2006) (doc. CD/SES 67/...) traitant de ce thème et compte tenu de la Décision de la 65^e session de la Commission du Danube (doc. CD/SES 65/22),

La Soixante-septième session de la Commission du Danube DECIDE :

1. De procéder au remplacement des fonctionnaires du Secrétariat de la Commission du Danube à partir du 1^{er} juillet 2007 ;
2. De proposer aux Etats membres de la Commission du Danube, sur la base du principe de la rotation et compte tenu du Rapport du groupe de travail ad hoc pour la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat, de soumettre en vue d'examen à la prochaine séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières les candidatures de nouveaux fonctionnaires pour leur approbation ultérieure par la Soixante-huitième session.
3. De tenir la prochaine séance pour les questions juridiques et financières avant la Soixante-huitième session en insérant dans le Plan de travail de la CD un point approprié. »

* * *

22. Se fondant sur l'instruction de la Soixante-sixième session, le Secrétariat a soumis à l'examen du groupe de travail le projet de budget de la Commission du Danube pour 2007.
23. La plupart des délégations ont été d'accord sur le fait qu'à la Soixante-septième session soit présenté un projet de budget comprenant les dépenses requises par la libération des 10 fonctionnaires du mandat actuel et la nomination des 11 fonctionnaires du nouveau mandat à partir du 1^{er} juillet 2007.
24. La délégation de la Serbie a posé quatre questions concrètes sur divers articles du projet de budget, lesquelles sont exposées en détail dans la déclaration de la délégation de la Serbie (Annexe 1*).
25. A l'issue d'un examen détaillé, a été soumis au vote un projet de budget dans lequel l'annuité se chiffrait à 178.590,00 euros. A la majorité des voix (9 « pour », sans voix contre ni abstention) le projet de budget proposé comprenant les frais d'après l'état actuel requis par la libération des 10 fonctionnaires et par la nomination des 11 nouveaux fonctionnaires a été approuvé par le groupe de travail et proposé à la Soixante-septième session en vue d'adoption.

* Se trouve dans les archives de la Commission du Danube.

26. Le groupe de travail recommande à la 67^e session d'approuver le projet de budget proposé et d'adopter le projet de Décision suivant :

II

« Ayant examiné le projet de budget de la Commission du Danube pour 2007 (doc. CD/SES 67/...) ainsi que la partie du Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières (doc. CD/SES 67/...) traitant de cette question,

La Soixante-septième session de la Commission du Danube DECIDE :

1. D'approuver le budget ordinaire de la Commission du Danube pour 2007 en la somme de :
 - 2.005.336,00 euros pour son chapitre des recettes
 - 2.005.336,00 euros pour son chapitre des dépenses(doc. CD/SES 67/..., y compris les Annexes 1 à 8*).
2. D'approuver le Fonds de réserve de la Commission du Danube pour 2007 en la somme de :
 - 165.352,00 euros pour son chapitre des recettes
 - 165.352,00 euros pour son chapitre des dépenses
3. D'approuver les annuités des Etats membres de la Commission à verser sur le budget de la CD pour 2007 en la somme de 178.590,00 euros.
4. De fixer de la manière suivante les allocations pour enfants versées aux fonctionnaires, conformément à l'article 14 du Règlement relatif aux droits et obligations des fonctionnaires du Secrétariat :
 - a) pour les enfants d'âge préscolaire – en un montant de 197,00 euros par enfant et par mois ;

* Se trouvent dans les archives de la Commission du Danube.

- b) pour les enfants d'âge scolaire – en un montant de 262,00 euros par enfant et par mois.
5. De prendre note de la partie du Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières (doc. CD/SES 67/....) traitant du projet de budget. »

* *

*

27. Sur proposition de la Slovaquie, soutenue par la majorité des délégations (9 « pour », sans voix contre ni abstention), il conviendrait de considérer la possibilité d'une couverture partielle des frais de remplacement du mandat sur le Fonds de réserve. Le groupe de travail a recommandé d'insérer cette question à l'Ordre du jour de la Soixante-septième session de la CD.
28. La délégation de l'Allemagne a invité le Secrétariat à fournir par écrit une justification de l'augmentation dans le projet du budget des montants versés à titre de prime linguistique.

Au point 4) de l'Ordre du jour - *Information du Secrétariat de la Commission Danube sur les festivités jubilaires consacrées au 150^e anniversaire de la création de la première Commission internationale de navigation sur le Danube*

29. Le conseiller pour les questions administratives du Secrétariat, M. Yourii Alexandrovitch Mikhaïlov, qui avait dirigé de la part de la Commission du Danube la préparation organisationnelle et la tenue des festivités a présenté un rapport détaillé sur les travaux accomplis, en exprimant de ce fait une reconnaissance particulière aux délégations de la Hongrie, de la Roumanie et de la Bulgarie pour la contribution notable de leurs pays lors de l'organisation des manifestations.
30. Le rapport détaillé et précisé par le groupe de travail figure en tant qu'Annexe 2* au présent Rapport sur les résultats en tant qu'information additionnelle.

* Se trouve dans les archives de la Commission du Danube.

31. Le président, en sa qualité de Président de la Commission du Danube, a exprimé à son tour à M. Yourii Alexandrovitch Mikhaïlov sa gratitude pour ses grands aboutissements organisationnels liés aux festivités jubilaires, toutes les délégations s'étant ralliées à ses propos.

* *

*

32. A l'issue de l'examen de l'information présentée, le groupe de travail a proposé à la Soixante-septième session de la Commission du Danube d'adopter le projet de Décision suivant :

III

« Ayant examiné le point 8 de l'Ordre du jour « Conclusions de la commémoration du 150^e anniversaire de la création de la première Commission internationale de navigation sur le Danube »,

La Soixante-septième session DECIDE :

1. De prendre note de l'Information du Secrétariat de la Commission du Danube sur les festivités jubilaires consacrées au 150^e anniversaire de la création de la première Commission internationale de navigation sur le Danube ;
2. D'exprimer sa reconnaissance au Secrétariat de la Commission du Danube pour la préparation et la tenue de festivités jubilaires à un haut niveau. »

* *

*

Au point 5) de l'Ordre du jour - Divers

- Information sur le cours de la préparation d'une Conférence diplomatique sur la révision de la Convention de Belgrade

33. Le président a évoqué brièvement son entretien du 16 octobre 2006 avec le Président du Comité préparatoire, l'Ambassadeur Horváth, auquel avait également participé le Directeur général du Secrétariat.

L'Ambassadeur Horváth entend raviver le processus préparatoire en lui donnant de nouvelles impulsions.

Au sujet des articles 1, 8 et 10, toujours en cours d'examen, du projet de la nouvelle Convention, l'Ambassadeur Horváth a déclaré ce qui suit :

Les deux pays (que le Président n'a pas nommés) n'ont toujours pas donné leur accord sur le projet de l'article 1 en raison d'une certaine non-concordance du texte.

Cependant, un accord a été obtenu concernant l'article 8. En ce qui concerne l'article 10, il attend la poursuite des discussions. Il ne saurait établir des délais pour la tenue d'une Conférence diplomatique, tout en étant prêt à discuter, avant la 67^e session, avec les pays directement concernés.

Le Comité préparatoire peut être convoqué au plus tôt peu de temps avant la 67^e session ou en janvier 2007.

34. La délégation de l'Ukraine a informé le groupe de travail d'une lettre, adressée au président du Comité préparatoire et contenant des propositions visant la mise au point de plusieurs articles non encore concertés du projet de la nouvelle Convention relative à la navigation sur le Danube.

A cette occasion, la délégation de l'Ukraine a relevé qu'elle attendait des réactions quant au fond de ses propositions de la part des délégations des pays concernés et s'est prononcée en faveur d'une accélération du processus de préparation de la nouvelle Convention pour convoquer dans les meilleurs délais une Conférence diplomatique internationale à Belgrade.

- Candidatures de la Grèce, du Monténégro et de Chypre à l'octroi du statut d'observateur à la Commission du Danube

35. Le président a considéré qu'il était possible de recommander à la 67^e session de soutenir les demandes des trois pays, aucune objection de fond n'étant constatée. Il a également estimé nécessaire que le Secrétariat vérifie à titre préliminaire les demandes.

A cet égard, la partie allemande a posé la question de savoir quels étaient les critères à observer pour recevoir le statut d'observateur auprès de la Commission du Danube et comment il convenait d'interpréter l'article 38 de l'article V « Etats observateurs » des Règles de procédure de la Commission

du Danube, notamment la formule « qui sont directement concernés par la navigation danubienne ou par d'autres domaines de la navigation européenne par voies d'eau intérieures ».

Selon l'avis unanime, vu l'intérêt toujours croissant à l'égard de l'obtention du statut d'observateur, il conviendrait de réfléchir, déjà pour des raisons stratégiques, s'il s'avérait nécessaire d'établir dans les futures Règles de procédure de la Commission du Danube des critères, et lesquels, à l'égard des demandes de ce genre.

36. Le Directeur général du Secrétariat a informé du fait que, selon la procédure habituelle, il conviendrait que les Ambassadeurs des pays ayant soumis des requêtes exposent à la 67^e session les justifications de leur candidature, tout en se tenant prêts à répondre aux questions.

- Réponse de la Chambre des comptes de la République de Hongrie concernant un audit externe

37. Le Président a informé le groupe de travail de la proposition reçue de la Chambre des comptes de la Hongrie concernant la tenue d'un audit à la Commission du Danube, dont le coût serait estimé à 15.000 euros.

38. La plupart des délégations se sont prononcées en faveur d'un audit externe dans le cas du remplacement du mandat en soumettant une proposition appropriée à la Soixante-septième session de la CD.

39. La délégation de l'Ukraine a souligné que, en choisissant une société d'audit, il était indispensable d'avoir en vue ses compétences et son expérience de coopération avec des organisations internationales.

40. La délégation de la Croatie a souligné la nécessité d'observer les Règles de procédure de la Commission du Danube en vigueur, selon lesquelles des travaux d'un coût dépassant 10.000,00 euros ne devaient être exécutés que suite à une adjudication internationale. La délégation de la Croatie a confirmé sa position sur la tenue d'un audit dans des conditions spéciales, comme par exemple lors d'un changement du mandat. La délégation de la Russie s'est ralliée à l'avis de la délégation de la Croatie.

41. Le groupe de travail a été d'accord avec le fait que la proposition de procéder à un appel d'offres international pour la tenue d'un audit externe soit soumise à l'approbation de la 67^e session de la Commission du Danube.

R A P P O R T
sur les résultats de la séance
du groupe de travail pour les questions techniques

(13 – 17 novembre 2006)

1. Le groupe de travail pour les questions techniques, convoqué conformément au point 32 du Plan de travail de la Commission du Danube pour la période du 10 mai 2006 jusqu'à la Soixante-huitième session, a tenu sa séance du 13 au 17 novembre 2006.
2. A la séance du groupe de travail, ont participé :

A. Délégations des pays membres de la Commission du Danube

Allemagne

M. Ludwig STEINHUBER
M. Johannes SOLGER

Autriche

M. Leo GRILL
M. Ewald BAUMGARTNER

Bulgarie

M. Gueorgui IVANOV
M. Petr DRAGOSCHINOV
M. Konstantin IALAMOV

Croatie

M. Stanko NICK
M. Davor POMYKALO
Mme Marina IVICA-MATKOVAC
M. Petar MARGIC

Hongrie

M. Tamás MARTON
M. András MAGYARICS
M. Péter BARTHA
M. Gyula SZABÓ

Moldova

M. Igor VREMEA
M. Igor POPESCU

Roumanie

M. Mihai OCHIALBESCU
M. Florin UZUMTOMA
Mme Violanda ALAYAN
Mme Lorena CIUBREI

Russie

M. V. P. ANDRIANITCHEV
M. J. V. PETOUKHOV
M. V. M. VORONTZOV
M. S. S. BOULKINE
M. S. V. KANOURNYI
M. E. V. TROFIMOV
M. E. A. GAGARSKII

Serbie

M. Miroljub PETROVIĆ
M. Milan ANDZELKOVIĆ
M. Zoran BOŠNJAK
M. Tioslav PETKOVIĆ

Slovaquie

M. Vojtech SLÁČIK
M. Karol PUHA
M. Dušan KNAP
M. Juraj BEDNAR
M. Dušan ABAFFY
M. Ladislav GNAČEK
M. Miroslav DETVAN

M. Igor GLADKIKH
Mme Lyoudmila SEVASTIANENKO
M. Igor SAMOUSSENKO
M. Nik GOLODOV

B. Organisations internationales

Commission européenne

M. Willem ZONDAG

Commission internationale pour le bassin de la Save

M. Goran ŠUKALO

3. A la séance du groupe de travail ont également participé le Directeur général du Secrétariat D. Nedialkov, l'Ingénieur en chef I. Valkár ainsi que les conseillers du Secrétariat de la Commission du Danube K. Anda, A. Vdovitchenko, Z. Karaičić, Y. Mikhaïlov, A. Toma, D. Ștefănescu et E. Schulze-Rauschenbach.
4. M. Vojtech Sláčik (Slovaquie) a été élu président du groupe de travail pour les questions techniques, et M. V. M. Vorontzov (Russie), vice-président.
5. L'Ordre du jour a été adopté à l'unanimité :

Questions nautiques

- a) Information du Secrétariat sur les résultats de la coopération avec le groupe de travail SC.3/WP.3 de la CEE-ONU en vue de l'harmonisation des DFND et du CEVNI
- b) Projet de l'Annexe 8 actualisée « Balisage de la voie navigable » des DFND
- c) Information du Secrétariat sur les résultats des travaux du symposium « GIS Danube-5 »
- d) Information récapitulative sur la formation des spécialistes de la navigation intérieure dans les écoles supérieures et autres institutions de formation dans la région danubienne basée sur la description des professions dans le domaine de la navigation intérieure

Questions techniques

- e) Information sur l'état de l'adoption de la Directive 82/714/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 octobre 1982 sur les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure
- f) Examen du projet du nouveau texte des « Recommandations relatives aux prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure », compte tenu des avis et propositions des pays membres de la Commission du Danube
- g) Information du Secrétariat sur l'avancée de l'élaboration d'un projet d'« Instruction sur les mesures visant la prévention d'actes terroristes et la garantie de la sécurité sur le Danube »

Questions relatives aux systèmes électroniques d'information pour la navigation y compris les questions de radiocommunication

- h) Présentation par la partie allemande d'un système de gestion d'une base de données (SGBD) RIS pour le Danube suivie de débats
- i) Projet de standard pour les systèmes d'identification et de localisation des bateaux (*Tracking & Tracing Systems*) ainsi que projet de standard AIS et propositions relatives à l'introduction sur les voies de navigation intérieure, y compris sur le Danube, de nouvelles technologies informationnelles AI-IP, élaborés par le groupe d'experts *Tracking & Tracing*
- j) Projet de standard Inland ECDIS version 2.0.
- k) Information récapitulative sur l'état de l'application sur le Danube de plusieurs recommandations de la Commission du Danube en matière de radiocommunications entrées en vigueur après 2002
- l) Information récapitulative sur les tâches liées à l'introduction dans la navigation sur le Danube du système unitaire européen d'identification des bateaux intérieurs

- m) Examen de l'Information récapitulative et du projet de Recommandations relatives à la mise en œuvre dans la navigation danubienne des « Directives et critères pour les services de trafic fluvial sur les voies navigables » (Directives VTS 2005)

Questions hydrotechniques et hydrométéorologiques

- n) Information concernant l'évolution des secteurs critiques sur le Danube et les mesures prises par les pays membres concernés pour assurer les conditions de la navigation avec une information générale sur les ouvrages de construction hydrotechniques prioritaires dans les différents pays danubiens
- o) Information sur l'adaptation de la conception relative à la construction de lieux de stationnement et des ports-abris, élaborée par les experts de l'Allemagne aux conditions et aux particularités de la navigation sur le Danube
- p) Information sur le nouveau calcul de l'étiage navigable et de régularisation (ENR) et du haut niveau navigable (HNN) par principales stations hydrométriques sur le Danube pendant la période 1971-2000

Questions d'exploitation et d'écologie

- q) Rapport de la réunion du groupe spécial d'experts pour les questions de transports de marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure (30 mai-1^{er} juin 2006)
- r) Information récapitulative sur les capacités et la fonctionnalité des ports dans l'espace danubien

Questions économiques et statistiques

- s) Information du Secrétariat et examen du projet de « Rapport sur la situation économique de la navigation danubienne en 2005 »

- t) Information sur d'éventuelles actions communes eu égard à la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau

Questions (techniques) d'ordre général

- u) Rapport sur l'accomplissement de la Liste à titre d'orientation de la participation des fonctionnaires du Secrétariat de la Commission du Danube aux travaux d'organisations et de réunions internationales en 2006 (points concernant le groupe de travail pour les questions techniques)
- v) Etablissement de l'Ordre du jour préliminaire de la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007) se fondant sur les résultats de l'examen des points a) à u) ci-dessus.
- w) Divers

Questions nautiques

Point a) de l'Ordre du jour - ***Information du Secrétariat sur les résultats de la coopération avec le groupe de travail SC.3/WP.3 de la CEE-ONU en vue de l'harmonisation des DFND et du CEVNI***

6. Ayant examiné les documents soumis, le groupe de travail a décidé de mettre à jour les DFND en vigueur conformément aux chapitres I et II figurant dans le document DT 1. Le groupe de travail recommande à la 67^e session de la CD d'approuver les amendements préparés conformément à l'*Annexe 1** au Rapport du groupe de travail.
7. Le groupe de travail a décidé d'ajourner l'examen des articles du chapitre III du document DT 1 jusqu'à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007) de la CD afin que les experts des pays membres puissent en prendre connaissance dans les détails.

* Se trouve dans les archives de la Commission du Danube.

8. Il a été recommandé de poursuivre les travaux en vue de l'harmonisation des DFND et du CEVNI et d'inclure un point approprié dans le Plan de travail de travail de la CD.

Point b) de l'Ordre du jour - ***Projet de l'Annexe 8 actualisée « Balisage de la voie navigable » des DFND***

9. Le groupe de travail a examiné le projet de l'Annexe 8 actualisée aux DFND, présenté par le Secrétariat. Les délégations de la Hongrie, de la Russie et de l'Ukraine se sont prononcées en faveur de la poursuite de ce travail en relevant l'importance des processus européens d'harmonisation.
10. Toutefois, étant donné que tous les pays membres de la CD n'ont pas été à même de se prononcer sur cette question, il a été décidé d'en continuer l'étude. Le Secrétariat a été invité à questionner les pays membres et à soumettre les résultats au groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007).

Point c) de l'Ordre du jour - ***Information du Secrétariat sur les résultats des travaux du symposium « GIS Danube-5 »***

11. Le représentant du Secrétariat de la CD ayant pris part à la préparation et à la tenue de la Conférence danubienne sur les systèmes d'information a informé le groupe de travail sur les principaux résultats des travaux de la conférence.
12. Le groupe de travail a pris note de l'information du Secrétariat en appréciant hautement les conclusions de la conférence. Les experts ont relevé que la coopération établie entre la Commission du Danube et le « Forum GIS Danube » se développait avec succès et ont recommandé de la poursuivre, en insérant un point à cet effet dans le Plan de travail de la CD. Le groupe de travail a remercié les autorités compétentes de la Hongrie de l'excellente préparation et de la tenue de la conférence.

Point d) de l'Ordre du jour

- ***Information récapitulative sur la formation des spécialistes de la navigation intérieure dans les écoles supérieures et autres institutions de formation dans la région danubienne basée sur la description des professions dans le domaine de la navigation intérieure***

13. Le groupe de travail a examiné une information préparée par le Secrétariat et en a pris note. Dans leurs interventions, les délégations de la Russie, de la Serbie, de l'Ukraine et de la Bulgarie ont noté l'importance du processus d'harmonisation de la formation en Europe.
14. La délégation de l'Allemagne a relaté sur les mesures prises par les autorités compétentes de ce pays en matière de formation spécialisée et de recrutement de spécialistes dans le domaine des transports par voie d'eau.
15. Le groupe de travail s'est prononcé en faveur de la poursuite des travaux entamés dans le cadre de la Commission du Danube en insérant dans le Plan de travail de la CD un point approprié. Le Secrétariat de la CD a été invité à questionner les pays membres, en mettant l'accent sur les tendances se faisant jour dans le domaine de la formation dans ces pays et, notamment, dans l'élaboration de programmes d'enseignement. L'objectif des travaux dans ce domaine doit être la garantie d'un niveau uniforme de formation et la reconnaissance mutuelle des certificats de conducteur de bateau en Europe.

Questions techniques

Point e) de l'Ordre du jour

- ***Information sur l'état de l'adoption de la Directive 82/714/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 octobre 1982 sur les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure***

16. Le groupe de travail a pris note de l'information présentée de vive voix par le Secrétariat sur l'état de l'adoption de la Directive du Parlement européen et du Conseil visant à modifier la Directive 82/714/CE du 4 octobre 1982 sur les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure.

17. Dans l'intervention du représentant de la Commission européenne, il a été relevé que la Directive modifiant la Directive 82/714/CE avait été approuvée par le Conseil et le Parlement de l'UE et que des travaux étaient en cours sur une Directive visant la modification de la nouvelle Directive. A son avis, la Directive de modification pourrait également être approuvée d'ici la fin de l'année. Par l'introduction d'une Directive de modification, il est prévu de rendre les procédures conformes à la « comitologie ».
18. Les délégations ont approuvé l'harmonisation des « Recommandations relatives aux prescriptions techniques pour les bateaux de navigation intérieure » de la Commission du Danube avec la nouvelle Directive de l'UE.

Point f) de l'Ordre du jour

- *Examen du projet du nouveau texte des « Recommandations relatives aux prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure », compte tenu des avis et propositions des pays membres de la Commission du Danube*

19. Le groupe de travail a examiné le projet de « Recommandations relatives aux prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure » (DT 6), soumis par le Secrétariat de la CD, a noté le grand travail qu'il avait en préparant ce document volumineux et lui a recommandé de le diffuser aux pays membres de la Commission du Danube pour y insérer d'éventuelles précisions. Le groupe de travail entend finaliser l'examen du projet des Recommandations et de l'approuver lors de la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007) et de le présenter à la 68^e session de la CD.

Point g) de l'Ordre du jour

- *Information du Secrétariat sur l'avancée de l'élaboration d'un projet d'« Instruction sur les mesures visant la prévention d'actes terroristes et la garantie de la sécurité sur le Danube »*

20. Lors de l'examen de ce thème, le groupe de travail pour les questions techniques a relevé que l'élaboration dudit projet d'« Instruction sur les mesures visant la prévention d'actes terroristes et la garantie de la sécurité sur le Danube » avait été discutée lors de séances à la Commission du Danube.

21. Le représentant de la Russie a noté que la CEE-ONU avait adopté lors de la séance d'automne du groupe de travail SC.3 en tant qu'Annexe 4 à l'Accord AGN un document traitant de la prévention d'actes terroristes sur des voies d'eau intérieures. Le groupe de travail a estimé opportun de diffuser aux pays membres de la CD ledit document de la CEE-ONU et de l'utiliser en tant que base pour établir un projet d'« Instruction sur les mesures visant la prévention d'actes terroristes et la garantie de la sécurité sur le Danube » qui sera présenté lors de la séance du groupe de travail pour les questions techniques en automne 2007.
22. Le représentant de la CE a informé du fait que des travaux étaient en cours au sein de l'UE pour établir une Directive relative à la garantie de la sûreté de la navigation sur les voies d'eau intérieures. Les résultats de ces travaux seront portés à la connaissance du Secrétariat de la CD.
23. Le groupe de travail a recommandé de poursuivre l'étude de cette question et d'inclure un point approprié dans le Plan de travail de la CD pour la période 2007-2008.

Questions relatives aux systèmes électroniques d'information pour la navigation y compris les questions de radiocommunication

Point h) de l'Ordre du jour - *Présentation par la partie allemande d'un système de gestion d'une base de données (SGBD) RIS pour le Danube suivie de débats*

24. Au cours d'une présentation, le représentant de la délégation de l'Allemagne a relaté au groupe de travail l'histoire de la mise en place du « Forum GIS Danube », les débuts de sa coopération avec la Commission du Danube, ses objectifs et ses tâches actuelles.
25. Pendant la présentation, il a été fait état des détails des travaux en cours ainsi que du plan de perspective du développement futur dont l'objectif fondamental est de créer une carte électronique du Danube et un système de gestion de la base de données RIS avec l'observation obligatoire des normes de qualité.

26. Les délégations de l'Ukraine et de la Russie ont remercié dans leurs interventions la délégation de l'Allemagne de la présentation détaillée en appréciant hautement l'activité du « Forum GIS Danube » et sa coopération fructueuse avec la Commission du Danube.
27. Il a été recommandé de développer cette coopération étant donné que le « Forum GIS Danube » reste ouvert à tous les pays membres de la CD.

Point i) de l'Ordre du jour

- ***Projet de standard pour les systèmes d'identification et de localisation des bateaux (Tracking & Tracing Systems) ainsi que projet de standard AIS et propositions relatives à l'introduction sur les voies de navigation intérieure, y compris sur le Danube, de nouvelles technologies informationnelles AI-IP, élaborés par le groupe d'experts Tracking & Tracing***

28. Le groupe de travail a pris note d'une information présentée de vive voix par le Secrétariat sur l'état de l'adoption du projet de « Standard suivi et repérage des bateaux en navigation intérieure » (DT 8) ainsi que sur le projet de « Standard pour l'identification et la localisation des bateaux de navigation intérieure - AI-IP » (DT 9).
29. Le groupe de travail a été d'accord avec la proposition de la Russie de modifier le projet de « Standard suivi et repérage des bateaux en navigation intérieure » comme suit :
- dans le deuxième alinéa du point 2.3.4, insérer une note de bas de page au contenu suivant : « *Néanmoins, les administrations des bassins peuvent autoriser l'utilisation des stations mobiles de classe B utilisant des techniques CSTDMA par des bateaux de plaisance et des menues embarcations n'étant pas soumis aux règles figurant au chapitre V de SOLAS (ITU-R M.1371-1)* ».
 - à la fin du point 2.3.4 ajouter un nouvel alinéa au contenu suivant « *Tous les récepteurs-émetteurs AIS installés sur des bateaux commerciaux doivent être conformes aux prescriptions de l'Administration ou d'une société de classification agréée* ».

et soumettra le projet de « Standard suivi et repérage des bateaux en navigation intérieure » à la 67^e session de la CD pour approbation.

30. Le groupe de travail a été d'accord de revenir à l'examen du projet de « Standard pour l'identification et la localisation des bateaux en navigation intérieure - AI-IP » (DT 9) lors de la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007).

Point j) de l'Ordre du jour - ***Projet de standard Inland ECDIS version 2.0.***

- 31 Le groupe de travail a examiné, le projet de « Standard Inland ECDIS version 2.0 », soumis par le Secrétariat en prêtant attention aux remarques suivantes de la Fédération de Russie :

« i) Dans le sous-point 2.1 h) de la Section 1, insérer une note de bas de page au contenu suivant ;

« Sur les voies d'eau intérieures de grande largeur, l'Administration du bassin peut autoriser une représentation en mouvement en temps réel et une orientation vers le Nord de l'image ».

ii) Dans les sous-points 2.1. i) et j), insérer une note de bas de page au contenu suivant :

« Sur les voies d'eau intérieures de grande largeur, l'Administration du bassin peut exempter de l'exigence concernant la différenciation entre le « mode navigation » et le « mode information » de l'utilisation de l'Inland ECDIS, à l'instar du Standard S52 de l'OMI » ;

iii) Dans les sous-points 4.3 b) et 5.2 d) de la Section 1 insérer une note de bas de page comme suit « Voir note au sous-point 2.1 h) » ;

iv) Dans le paragraphe 8.1 de la Section 1, insérer une note de bas de page comme suit :

« Sur les voies d'eau intérieures de grande largeur, l'Administration du bassin peut prescrire que l'Inland ECDIS émette un signal d'alarme ou d'indication si la position SENC ne correspond pas à l'image radar dans les limites figurant dans les chapitres 5.1 et 5.2 de la Section 4 » ;

- v) Dans le sous-point 4.14 a) de la Section 4 insérer une note de bas de page comme suit :

« Sur les voies d'eau intérieures de grande largeur, l'Administration du bassin peut, le cas échéant, considérer cette exigence en tant que recommandation ».

32. La délégation de la Russie a également soumis les propositions suivantes, devant être nécessairement observées lors de l'élaboration d'un document de la Commission du Danube en la matière :

- i) sous-point 2.2 f) : remplacer le texte par une référence aux décisions de la Commission du Danube traitant des installations de radar et des indicateurs de la vitesse de giration ;
- ii) sous-point 4.17 : remplacer le texte « *Le Guide de l'utilisateur doit exister dans les langues officielles de la CCNR* » par « *Le Guide de l'utilisateur doit exister dans les langues officielles de la Commission du Danube* » ;
- iii) point 9, section 5 : remplacer le texte par : une référence aux décisions de la CD de 2003 traitant des installations de radar ;
- iv) point 10, section 5, remplacer le texte par une référence aux « Directives et recommandations pour les services d'information fluviale sur le Danube » (adoptées par la Décision CD/SES 66/22).

33. Le groupe de travail a invité le Secrétariat à soumettre à la 67^e session, en vue d'approbation, l'original anglais du projet de « Standard Inland ECDIS version 2.0 » en tenant compte des remarques susmentionnées de la délégation de Russie. Par la suite, le Secrétariat achèvera la traduction du Standard, compte tenu de la Décision de la Soixante-troisième session de la Commission du Danube du 15 décembre 2004 (doc. CD/SES 63/5), dans les langues officielles de la CD et le publiera avant le 1^{er} juillet 2007.

Point k) de l'Ordre du jour

- *Information récapitulative sur l'état de l'application sur le Danube de plusieurs recommandations de la Commission du Danube en matière de radiocommunications entrées en vigueur après 2002*

34. Le groupe de travail a pris note de l'« Information récapitulative sur l'état de l'application sur le Danube de plusieurs recommandations de la Commission du Danube en matière de radiocommunications entrées en vigueur après 2002 » soumise par le Secrétariat (DT 11).
35. Le groupe de travail a été d'accord avec la proposition du Secrétariat concernant la nécessité de préparer un nouveau texte du « Guide de radiotéléphonie pour la navigation intérieure - Partie générale » compte tenu des amendements à l'Annexe 2 à l'Arrangement régional relatif au service radiotéléphonique sur les voies de navigation intérieure.
36. Le Secrétariat préparera une nouvelle version du « Guide de radiotéléphonie pour la navigation intérieure - Partie générale » et la soumettra à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007).
37. Eu égard à la pratique de mise à jour régulière du « Guide de radiotéléphonie pour la navigation intérieure - Partie régionale » par de nouvelles données, le Secrétariat insérera des modifications dans le Guide conformément aux données relatives au secteur autrichien du Danube reçues des autorités compétentes de l'Autriche.
38. Le groupe de travail pour les questions techniques estime opportun que le Secrétariat poursuive les travaux en la matière et recommande à la 68^e session de prévoir un point approprié dans le Plan de travail de la CD.

Point l) de l'Ordre du jour

- *Information récapitulative sur les tâches liées à l'introduction dans la navigation sur le Danube du système unitaire européen d'identification des bateaux*

39. Le groupe de travail a pris note de l'« Information sur les tâches liées à l'introduction dans la navigation sur le Danube du système unitaire européen d'identification des bateaux » soumise par le Secrétariat.

40. Les délégations ont relevé que l'élaboration d'un système d'identification des bateaux de navigation intérieure était en cours dans la Communauté européenne et dans la navigation sur le Rhin, mais que la plupart des représentants des pays membres de la Commission du Danube n'avaient pas participé à ces travaux.
41. Le groupe de travail entend revenir à l'examen des tâches liées à l'introduction dans la navigation sur le Danube du système unitaire européen d'identification des bateaux intérieurs lors de la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007) pour mettre au point une solution quant à la manière dont il convient de s'occuper de cette question à l'avenir et, le cas échéant, recommander de prévoir un point approprié dans le Plan de travail de la CD pour 2007-2008.

Point m) de l'Ordre du jour - ***Examen de l'Information récapitulative et du projet de Recommandations relatives à la mise en œuvre dans la navigation danubienne des « Directives et critères pour les services de trafic fluvial sur les voies navigables » (Directives VTS 2005)***

42. Le groupe de travail a pris note de l'« Information du Secrétariat sur la mise en œuvre dans la navigation danubienne des « Directives et critères pour les services de trafic fluvial sur les voies navigables » (Directives VTS 2006), présentée par le Secrétariat.
43. Les représentants de la Russie ont informé le groupe de travail du fait que des « Directives et critères pour les services de trafic fluvial sur les voies navigables » avaient été approuvées par l'OMI en 2001 et par la CEE-ONU en tant qu'un des standards RIS.
44. Le groupe de travail a été d'accord avec l'avis de la délégation de la Russie selon lequel il convenait d'harmoniser les définitions et les notions figurant dans les « Directives et critères pour les services de trafic fluvial sur les voies navigables » avec les « Directives et recommandations pour les services d'information fluviale » (adoptées par Décision CD 66/22). Suite à cette harmonisation, un projet de « Directives et critères pour les services de trafic fluvial sur les voies navigables » sera soumis à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007) et ensuite, selon la procédure établie, à la 68^e session en vue d'approbation.

Questions hydrotechniques et hydrométéorologiques

Point n) de l'Ordre du jour - *Information concernant l'évolution des secteurs critiques sur le Danube et les mesures prises par les pays membres concernés pour assurer les conditions de la navigation avec une information générale sur les ouvrages de construction hydrotechniques prioritaires dans les différents pays danubiens*

45. Le groupe de travail a examiné l'« Information récapitulative du Secrétariat concernant l'évolution des secteurs critiques sur le Danube et les mesures prises par les pays membres concernés pour assurer les conditions de la navigation et les ouvrages de construction hydrotechniques prioritaires dans les différents pays danubiens » en vue de l'accomplissement des « Recommandations relatives à l'établissement des gabarits du chenal, des ouvrages hydrotechniques et autres sur le Danube ».
46. Le Secrétariat a reçu des informations complètes de la part de la Roumanie et de l'Allemagne et des informations générales de la part de la Hongrie, de la Slovaquie, de la Croatie, de la Serbie et de la Bulgarie.
47. Au cours de la séance, la délégation de l'Autriche a présenté un plan des travaux à effectuer dans l'intérêt de la navigation. Le document de l'Autriche sera traduit dans les langues officielles de la Commission du Danube et envoyé aux pays membres ultérieurement.
48. La participation des pays étant réduite, les experts ont sollicité les autorités compétentes des pays membres pour qu'elles transmettent en temps requis les données nécessaires afin d'avoir une image réelle des conditions de la navigation.
49. L'année 2005 a présenté une situation hydrologique moyenne mais les conditions de la navigation restaient difficiles sur une série de secteurs du Danube, notamment en période de basses eaux ainsi que dans les périodes hydrologiques normales.
50. La délégation de l'Ukraine a exprimé son inquiétude quant à la non-observation des Recommandations de la Commission du Danube concernant les gabarits du

chenal, les ouvrages hydrotechniques et autres sur le Danube et a informé que ses autorités compétentes avaient envoyé au Secrétariat une lettre concernant la situation nautique insatisfaisante sur le secteur bulgare-roumain du Danube. A cet égard, le Secrétariat a relevé que la lettre de l'Ukraine avait été transmise aux autorités compétentes de la Bulgarie et de la Roumanie afin que ces dernières étudient le problème et prennent les mesures appropriées.

51. Suite aux débats audit point de l'Ordre du jour, le groupe de travail pour les questions techniques propose à la Soixante-huitième session de la Commission du Danube d'inclure dans le prochain Plan de travail de la Commission du Danube des points appropriés.

Point o) de l'Ordre du jour - ***Information sur l'adaptation de la conception relative à la construction de lieux de stationnement et des ports-abris, élaborée par les experts de l'Allemagne aux conditions et aux particularités de la navigation sur le Danube***

52. Le groupe de travail a examiné l'« Information récapitulative du Secrétariat sur l'adaptation de la conception relative à la construction de lieux de stationnement et des ports-abris, élaborée par les experts de l'Allemagne aux conditions et aux particularités de la navigation sur le Danube ».
53. Les réunions d'experts et groupes de travail pour les questions techniques précédents avaient estimé nécessaire d'adapter, en se fondant sur des principes unitaires, la conception préparée par les experts de l'Allemagne aux conditions de la navigation sur le Danube.
54. Le Secrétariat a présenté la version du 1^{er} août 2005 de la conception allemande en précisant qu'il avait reçu, le 3 novembre 2006, une nouvelle version de ladite conception, qui sera traduite dans les langues officielles de la Commission et diffusée aux pays membres ultérieurement.
55. La délégation de l'Allemagne a informé le groupe de travail de l'intention des autorités de l'Allemagne de dresser un Atlas comportant l'emplacement des lieux d'abris et de stationnement ainsi que leurs caractéristiques. Cet Atlas pour le secteur allemand du Danube pourra servir de base pour dresser un document général sur les lieux de stationnement et des ports-abris sur le Danube.

56. Pendant les débats, le groupe de travail a établi qu'il était nécessaire de dresser un tel document, qui sera disponible sur papier et sous forme électronique.
57. Vu la nécessité de tenir à jour les informations sur les lieux d'abri, le groupe de travail a estimé utile de poursuivre les travaux pour recueillir des informations afin de compléter les tableaux contenus dans le « Rapport annuel sur la voie navigable du Danube ».
58. Le groupe de travail pour les questions techniques propose à la Soixante-huitième session de la Commission du Danube d'inclure dans le prochain Plan de travail de la Commission du Danube un point approprié.

Point p) de l'Ordre du jour

- Information sur le nouveau calcul de l'étiage navigable et de régularisation (ENR) et du haut niveau navigable (HNN) par principales stations hydrométriques sur le Danube pendant la période 1971-2000

59. Le Secrétariat a présenté au groupe de travail pour les questions techniques une information concernant la situation des informations reçues à ce sujet de la part des pays membres.
60. Il a été constaté que, jusqu'à présent, la majorité des pays avaient envoyé le nouveau calcul de l'étiage navigable et de régularisation (ENR) et du haut niveau navigable (HNN) par principales stations hydrométriques sur le Danube pendant la période 1971-2000.
61. Les autorités compétentes de l'Autriche ont envoyé des données sur les débits d'eaux caractéristiques et ont expliqué pourquoi, à l'heure actuelle, ne peuvent être établis les niveaux caractéristiques. Les experts de l'Autriche présenteront leur point de vue sur cette question à l'occasion de la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007).
62. D'ici fin novembre 2006, le Secrétariat devrait avoir toutes les informations nécessaires pour être en mesure de dresser le document concernant les niveaux caractéristiques, qui sera présenté lors de la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007).

Questions d'exploitation et d'écologie

Point q) de l'Ordre du jour

- *Rapport de la réunion du groupe spécial d'experts pour les questions de transports de marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure (30 mai-1^{er} juin 2006)*

63. Le groupe de travail a examiné le Rapport de la réunion du groupe spécial d'experts pour les questions de transports de marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure et propose à la 67^e session d'en prendre note.
64. Le groupe de travail a invité le Secrétariat à publier sur CD-ROM les ADN-D dans leur version 2007 avant le 1^{er} janvier 2007.
65. Le groupe de travail a estimé opportun de poursuivre les travaux du groupe spécial d'experts pour les questions de transports de marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure et propose à la 68^e session d'inclure un point approprié dans le Plan de travail de la CD pour 2007-2008.

Point r) de l'Ordre du jour

- *Information récapitulative sur les capacités et la fonctionnalité des ports dans l'espace danubien*

66. Le groupe de travail a pris note de l'« Information du Secrétariat concernant des données reçues des autorités compétentes des Etats membres de la Commission du Danube sur les ports situés sur leur secteur du Danube dans les limites du Couloir VII eu égard à l'Accord européen sur les grandes lignes de transport international combiné et aux installations connexes (AGTC) » (DT 18).
67. Le groupe de travail a estimé utile de rappeler aux autorités compétentes des pays membres de la CD la nécessité de faire parvenir en temps utile au Secrétariat les données requises concernant leurs ports.
68. Le groupe de travail a estimé utile de poursuivre les travaux sur ladite question et a proposé à la 68^e session d'inclure un point approprié dans le Plan de travail de la CD pour 2007-2008.

Questions économiques et statistiques

Point s) de l'Ordre du jour - *Information du Secrétariat et examen du projet de « Rapport sur la situation économique de la navigation danubienne en 2005 »*

69. Le groupe de travail a examiné l'« Information du Secrétariat sur l'état de la préparation du projet de Rapport sur la situation économique de la navigation danubienne en 2005 » (DT 19) ainsi que le projet de « Rapport sur la situation économique de la navigation danubienne (DT 20) et en a pris note.
70. Le Secrétariat a fait état de l'absence de données statistiques pour 2005 des autorités compétentes de la Serbie et de la Roumanie.
71. Le groupe de travail a estimé opportun d'inviter les autorités compétentes desdits pays à accélérer la présentation des formulaires statistiques ST-1 à ST-16 dûment remplis afin que le Secrétariat puisse compléter le projet de « Rapport sur la situation économique de la navigation danubienne en 2005 » par des données reçues des pays membres d'ici fin 2006. Il a été décidé qu'il convenait de présenter le projet complété de Rapport à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007) en vue d'un examen final.

Point t) de l'Ordre du jour - *Information sur d'éventuelles actions communes eu égard à la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau*

72. Le groupe de travail a examiné l'« Information du Secrétariat sur les indicateurs économiques de la navigation sur le Danube, nécessaire pour la mise au point d'éventuelles actions communes eu égard à la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau » (DT 21).
73. La délégation de l'Autriche a informé du fait qu'une rencontre aura lieu fin novembre à Vienne dans le cadre de la Commission internationale pour la

protection du Danube (CIPD) pour discuter des questions relatives à la politique de l'eau. La délégation de l'Autriche a promis d'informer en détail les pays membres de la CD sur tous les thèmes de la prochaine rencontre.

74. Selon l'avis de la délégation de l'Autriche, en décidant d'éventuelles actions communes à la lumière de la Directive 2000/60/CE il conviendrait de tenir compte non seulement des indicateurs et des évaluations économiques mais aussi des facteurs d'impact positif de la voie d'eau en tant que mode de transport. A titre d'exemple, la délégation autrichienne a présenté plusieurs facteurs de ce genre :

- Contribution de la navigation à la réalisation des objectifs du Protocole de Kyoto grâce à une réduction des émissions de CO₂ ;
- Transports multimodaux d'une quantité croissante de marchandises ;
- Réduction de la pression sur les transports routiers ;
- Non-nécessité d'empiéter sur des territoires naturels et impact de la division du territoire à l'encontre des transports ferroviaires et routiers lors de la mise en œuvre de nouveaux projets grâce à la longueur naturelle des voies d'eau il n'est pas nécessaire ;
- Mesures écologiques d'appoint visant le maintien de l'état des eaux phréatiques, la direction des ressources aquatiques dans d'anciens lits, la conservation des zones d'habitation aquatiques et terrestres, etc., qui pourraient être examinées dans le cadre de la coopération avec la CIPD ;
- Economie des frais en combinant des projets écologiques avec la création de l'infrastructure des voies d'eau.

75. Dans son intervention, l'Ingénieur en chef du Secrétariat a indiqué que cette année, le processus de mise au point d'actions communes pour une coopération fructueuse de la Commission avec l'UE s'était accéléré. Compte tenu de ceci, ainsi que du programme NAIADES élaboré par l'UE et de la Déclaration de Bucarest de la Conférence européenne sur les transports par voies d'eau intérieures, il est nécessaire de reprendre l'examen de cette question lors de la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007).

76. Le Secrétariat a invité les pays membres à soumettre leurs propositions pour mettre au point d'éventuelles actions communes.

77. Dans son intervention, la délégation de la Russie a rappelé que la CEE-ONU adoptera début 2007 un « Plan visant la réalisation des décisions de la Conférence européenne sur les transports par voies d'eau intérieures » (Bucarest, 13-14 septembre 2006) ». Il a été considéré opportun d'utiliser ce document lors de la mise au point d'éventuelles actions communes dans le cadre de la CD.

Questions (techniques) d'ordre général

Point u) de l'Ordre du jour - *Rapport sur l'accomplissement de la Liste à titre d'orientation de la participation des fonctionnaires du Secrétariat de la Commission du Danube aux travaux d'organisations et de réunions internationales en 2006 (points concernant le groupe de travail pour les questions techniques)*

78. Un Rapport d'après l'état du 31 octobre 2006 (DT 22) a été soumis par le Secrétariat. Le groupe de travail pour les questions techniques a examiné ce document à titre préliminaire et a estimé que l'accomplissement du plan des missions allait bon train.

79. Le Secrétariat a été invité à dresser un compte-rendu final d'après l'état du 31 décembre 2006 et à le présenter à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007).

Point v) de l'Ordre du jour - *Etablissement de l'Ordre du jour préliminaire de la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007) se fondant sur les résultats de l'examen des points a) à u) ci-dessus.*

80. Le groupe de travail a approuvé l'Ordre du jour préliminaire de la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007) (*Annexe 2**).

* Se trouve dans les archives de la Commission du Danube.

Point w) de l'Ordre du jour - Divers

81. Le groupe de travail pour les questions techniques a examiné et a discuté à titre préliminaire la Liste à titre d'orientation de la participation des fonctionnaires du Secrétariat de la Commission du Danube aux travaux d'organisations et de réunions internationales en 2007 (Annexe 1/8/Rev.1 au doc. CD/SES 67/...).
82. Le groupe de travail a estimé que les missions figurant dans la Liste à titre d'orientation étaient justifiées et concouraient à l'accomplissement des tâches revenant au Secrétariat de la Commission du Danube.
83. La délégation de l'Ukraine a fait savoir que la réunion du groupe de travail « Forum GIS Danube » se tiendra à Kiev en février 2007 et a prié de corriger en conséquence le point 1 de la Liste à titre d'orientation.

*

*

*

84. Le groupe de travail propose à la 67^e session d'adopter le projet de Décision suivant :

« Ayant examiné les points ... de l'Ordre du jour,

La Soixante-septième session DECIDE :

1. D'approuver le projet de modifications des « Dispositions fondamentales relatives à la navigation sur le Danube » (DFND) (doc. CD/SES 67/...) et de les faire entrer en vigueur à partir du 1^{er} juillet 2007.
2. D'approuver le projet de « Standard suivi et repérage des bateaux en navigation intérieure » (doc. CD/SES 67/...) et de recommander son application à partir du 1^{er} juillet 2007.
3. D'approuver le projet de « Standard Inland ECDIS, version 2.0 » (doc. CD/SES 67/...) et de recommander son application à partir du 1^{er} juillet 2007.

4. De prendre note du Rapport de la réunion du groupe spécial d'experts pour les questions de transports de marchandises dangereuses (31 mai-1^{er} juin 2006) (doc. CD/SES 67/...).
5. De prendre note du Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail pour les questions techniques (doc. CD/SES 67/...). »

R A P P O R T

**de la réunion du groupe spécial d'experts
pour les questions de transport de marchandises dangereuses
par voies de navigation intérieure**

(30 mai – 1^{er} juin 2006)

1. La réunion du groupe spécial d'experts pour les questions de transport de marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure, convoquée en vertu du point 19 du Plan de travail de la Commission du Danube pour la période du 10 mai 2006 jusqu'à la Soixante-huitième session de la Commission du Danube, a tenu ses séances du 30 mai au 1^{er} juin 2006.
2. Ont pris part aux travaux de la réunion des délégations d'experts des Etats membres de la Commission du Danube : Allemagne, Autriche, Bulgarie, Croatie, Hongrie, Moldova, Russie, Serbie et Monténégro, Slovaquie et Ukraine ; un représentant de la Commission internationale pour le bassin de la Save y a également assisté (la liste des participants figure en Annexe*).
3. Le Secrétariat de la Commission du Danube a été représenté par l'Ingénieur en chef du Secrétariat M. Dr Nádás, ainsi que par les conseillers MM. K. Anda, Z. Karaičić, A. Toma, D-A Ștefănescu, A. Vdovitchenko, E. Schulze-Raushenbach, Y. Mikhaïlov et Mme J. Japunčić
4. La réunion a été ouverte par le Directeur général du Secrétariat de la Commission du Danube, M. D. Nedialkov, qui a donné lecture des salutations adressées par le Président de la Commission du Danube, l'Ambassadeur Božinović.
5. M. B. Birkhuber, expert de l'Autriche, a été réélu en tant que président et M. A. V. Yartsev (Russie) a été élu en tant que vice-président.

* Se trouve dans les archives de la Commission du Danube.

6. L'Ordre du jour suivant a été adopté :

- a) Etat de l'entrée en vigueur de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure
- b) Application des ADN-D dans les pays membres de la Commission du Danube
- c) Examen des amendements à l'ADN
- d) Examen des propositions des pays membres de la Commission du Danube concernant les amendements
- e) Elaboration de propositions communes visant la modification de l'ADN
- f) Travaux futurs du groupe spécial d'experts
- g) Divers.

Au point a) de l'Ordre du jour - Etat de l'entrée en vigueur de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure

7. La réunion du groupe spécial d'experts a pris note de l'Information du Secrétariat sur l'état de l'entrée en vigueur de l'Accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure (DT 1) et a félicité la Bulgarie d'avoir finalisé les procédures d'adhésion en janvier 2006.

8. Les réponses aux questions adressées aux délégations siégeant autour de la table des pourparlers au sujet de l'état de des procédures d'adhésion des pays n'étant toujours pas devenus parties contractantes de l'Accord ADN ont relevé les résultats suivants :

- Allemagne : vu les récentes élections, la procédure d'adhésion a été retardée. Il est impossible d'établir actuellement une date exacte.
- Croatie : l'Accord ADN est en cours de traduction. L'adhésion pourrait avoir lieu en 2007.

- Moldova : une procédure d'adhésion n'a pas été lancée pour le moment mais doit être entamée dans un avenir proche.
- Serbie et Monténégro : suite au changement de la structure de l'Etat, il n'est pas possible d'envisager une date pour l'adhésion.
- Slovaquie : le processus de ratification est en cours. Vu les prochaines élections, il est impossible de fixer une date pour l'adhésion.
- Ukraine : l'Accord ADN est en cours de traduction. Il est impossible d'établir actuellement une date exacte.

Au point b) de l'Ordre du jour - Application des ADN-D dans les pays membres de la Commission du Danube

9. Les réponses aux questions relatives à l'application des ADN-D dans les Etats membres de la Commission du Danube adressées aux délégations siégeant autour de la table des pourparlers ont relevé les résultats suivants :
- Bulgarie : l'introduction dans la législation nationale est en cours de préparation et les ADN-D pourront entrer en vigueur d'ici deux mois.
 - Allemagne : sur le secteur allemand du Danube, l'ADN-R est appliqué à l'égard des bateaux de l'Ouest. Pour les bateaux de l'Est sur la base d'accords bilatéraux sont reconnus les documents ADN-D.
 - Croatie : la loi sur l'application nationale de l'ADN est entrée en vigueur.
 - Moldova : pour le moment, les ADN-D n'ont pas été introduits dans la législation nationale, toutefois, au cours de la création d'un nouveau terminal, la question de la réalisation sera étudiée.
 - Autriche : les ADN/ ADN-D 2005 ont été mis en oeuvre.
 - Russie : actuellement, il n'existe pas de réglementation législative, toutefois des règles à l'égard de la navigation maritime et intérieure sont appliquées. Une fois entré en vigueur, l'Accord ADN sera également en vigueur sur les voies de navigation intérieure de la Russie.
 - Serbie et Monténégro : les ADN-D sont pratiquement appliqués. Une réglementation législative en la matière est en cours de préparation.

- Slovaquie : l'application des ADN-D est en cours de préparation.
- Ukraine : les ADN-D sont déjà appliqués dans la pratique car des bateaux ukrainiens naviguent sur tout le parcours du Danube, toutefois, pour le moment, il n'existe pas de réglementation nationale en la matière.
- Hongrie : l'ADN a été introduit dans la législation nationale en 2005.

Au point c) de l'Ordre du jour - Examen des amendements à l'ADN

10. Le groupe spécial d'experts a examiné les propositions concernant l'insertion d'amendements dans les annexes aux ADN-D élaborées par le Secrétariat en vertu des décisions de la 10^e session de la « Réunion commune d'experts sur le Règlement annexé à l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure (ADN) », tenue en janvier 2006, et incluses dans les documents de travail DT 2 et DT 3 et a adopté ces propositions en modifiant leur contenu comme suit :

- 1.1.3.6.2 b) est libellé comme suit : les colis, à l'exception des véhicules et des conteneurs (y compris les caisses mobiles), doivent répondre aux prescriptions relatives aux emballages visées aux Parties 4 et 6 traitant d'emballages vides ; les colis doivent répondre aux prescriptions relatives au marquage et à l'étiquetage visées aux chapitres 5.2 et 5.3.
- 1.1.3.6.2 f) est libellé comme suit : pour les navires de mer et les bateaux de navigation intérieure, si ces derniers ne transportent que des conteneurs, on considérera que les prescriptions sous d) et e) ci-dessus sont respectées si les dispositions du code IMDG en matière d'arrimage et de séparation sont satisfaites et que mention en est faite dans le document de transport ;
- 1.2.1 : dans l'explication au terme Règlement type de l'ONU, remplacer 13 par 14.
- 2.2.61.1.7 : dans le document DT 2, le deuxième tableau a été supprimé.
- 3.1.2.1 : les deux dernières phrases doivent être formulées comme suit : Une autre désignation officielle de transport peut figurer entre parenthèses à la suite de la désignation officielle de transport principale. Dans le tableau A, elle est indiquée en majuscules (par exemple, ETHANOL (ALCOOL ETHYLIQUE)). Dans le tableau C, elle est indiquée en lettres minuscules (par exemple ACETONYTRILE (cyanure

de méthyle). Sauf indication contraire ci-dessus, ne sont pas à considérer comme éléments de la désignation officielle de transport les parties de la rubrique en minuscules.

- 3.2.1 : il convient de supprimer le deuxième sous-point des explications à la colonne 5.
- Tableaux A et B : le Secrétariat a été instruit d'insérer dans ces tableaux les amendements approuvés à Genève.
- 3.3.1. : Règle spéciale 247 : Le texte russe doit être conformé à la version des textes allemand et français.
- 9.3.2.21.7 : l'amendement ne concerne que la version russe.
- 9.3.2.25.9 : la deuxième phrase insérée a été à nouveau supprimée.
- 9.3.3.15.1, 9.3.3.21.7 et 9.3.3.92 : les amendements ne concernent que la version russe.

Au point d) de l'Ordre du jour - Examen des propositions des pays membres de la Commission du Danube concernant les amendements

11. Le groupe spécial d'experts ne disposait pas de propositions des Etats membres de la Commission du Danube.

Au point e) de l'Ordre du jour - Elaboration de propositions communes visant la modification de l'ADN

12. Le groupe spécial d'experts ne disposait pas de propositions visant la modification de l'ADN.
13. Le groupe spécial d'experts a invité le Secrétariat à envoyer au Secrétariat du groupe de travail WP. 15/AC.2 de la CEE-ONU une lettre libellée comme suit : « Le groupe spécial d'experts pour les questions de transport de marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure a constaté qu'en tant que 5.3.2.2.1 de l'ADN avait été insérée une prescription selon laquelle les panneaux orange ne doivent pas se détacher de leur fixation après un

incendie d'une durée de 15 minutes. Ceci étant, la prescription ne contient nulle indication concrète quant au caractère de l'action du feu ou sur les procédures d'essai prévues pour attester cette prescription. Le groupe spécial prie le Secrétariat du groupe de travail WP. 15/AC.2 de la CEE-ONU d'attirer à cet égard l'attention des groupes de travail s'occupant de l'ADR. ».

Au point f) de l'Ordre du jour - Travaux futurs du groupe spécial d'experts

14. Actuellement, la principale tâche du groupe spécial d'experts est d'insérer dans les ADN-D les amendements à l'ADN et d'élaborer des propositions communes des Etats membres de la Commission du Danube concernant l'introduction d'amendements à l'ADN.
15. Le président a indiqué que, lors d'une prochaine session de la Commission du Danube, vu les grands frais d'administration et les dépenses importantes, il convient de réfléchir à l'opportunité de la mise à jour, suite à l'entrée en vigueur de l'Accord ADN et de la Directive cadre de l'UE, du document ADN-D lequel, à partir de ce moment-là, ne pourra être appliqué qu'à l'égard de quatre Etats membres, tout au plus. Si la solution à cette question par un groupe spécial d'experts n'est plus nécessaire, il serait également possible d'élaborer des propositions communes concernant l'introduction d'amendements dans le cadre du groupe de travail pour les questions techniques ou directement au sein du groupe de travail WP. 15/AC.2 de la CEE-ONU.
16. Les délégations de l'Autriche et de l'Allemagne ont recommandé de réunir au sein d'un groupe de travail rassemblant tous les Etats membres de diverses organisations tous les travaux concernant le transport de marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure après l'entrée en vigueur de l'Accord ADN, car l'examen de ce thème se poursuit au sein de divers groupes de travail internationaux.
17. Toutes les délégations présentes se sont prononcées en faveur de ce que le groupe spécial d'experts poursuive ses travaux jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord ADN.
18. Le groupe spécial d'experts prie la Soixante-huitième session de prévoir une réunion du groupe spécial d'experts les 30 et 31 mai 2007, en inscrivant à son Ordre du jour préliminaire les points suivants :

- a) Etat de l'entrée en vigueur de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure
- b) Application des ADN-D dans les pays membres de la Commission du Danube
- c) Examen des amendements à l'ADN
- d) Examen des propositions des pays membres de la Commission du Danube concernant les amendements
- e) Elaboration de propositions communes visant la modification de l'ADN
- f) Poursuite des travaux du groupe spécial d'experts et futur rôle de la Commission du Danube dans le cadre de l'Accord ADN
- g) Divers.

Au point g) de l'Ordre du jour - Divers

19. Le groupe spécial d'experts a invité le Secrétariat à publier les ADN-D version 2007 avant le 1^{er} janvier 2007 sur CD-ROM.

*

*

*

20. Le groupe spécial d'experts soumet le présent Rapport, via le groupe de travail pour les questions techniques, à l'approbation de la 67^e session de la Commission du Danube, afin qu'il soit possible pour les Etats membres de la Commission du Danube d'appliquer les ADN-D 2007, y compris les amendements approuvés, à partir du 1^{er} janvier 2007, en même temps que l'ADN 2007 et l'ADN-R 2007.

III

AUTRES DOCUMENTS DE LA SOIXANTE-SEPTIEME SESSION DE LA COMMISSION DU DANUBE

R A P P O R T
du Directeur général du Secrétariat sur l'état de
l'accomplissement du Plan de travail de la Commission du Danube
pour la période du 10 mai 2006 jusqu'à la Soixante-huitième session

I. Questions nautiques

Point 1 - Poursuivre la coopération avec le groupe de travail SC.3/WP.3 de la CEE-ONU, en vue de continuer l'harmonisation des règles de navigation en vigueur dans les deux organisations (CEVNI et DFND). Après leur diffusion préalable aux pays membres pour étude, soumettre les résultats de ces travaux de la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006).

Le groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006) a examiné le projet des articles modifiés des « Dispositions fondamentales relatives à la navigation sur le Danube » et le soumet à la 67^e session en vue d'approbation.

Point 2 - Recueillir avant le 1^{er} septembre 2006 des avis et propositions des autorités compétentes des pays membres de la Commission du Danube au sujet de l'actualisation de l'Annexe 8 aux DFND conformément à la même annexe au CEVNI et compte tenu des règles en vigueur sur le Rhin.

Sur la base des propositions reçues, préparer un projet de l'Annexe 8 actualisée « Balisage de la voie navigable » des DFND et le soumettre à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006).

Le Secrétariat a préparé un projet de l'Annexe 8 actualisée « Balisage de la voie navigable » des DFND qui a été examiné à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006). Il a été décidé de poursuivre ce travail et l'examen de cette question à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007).

Point 3 - Avant le 31 décembre 2006, préparer à l'édition et publier sur CD-ROM l'« Instruction sur le mode d'installation des signaux de balisage sur le Danube ».

Les travaux de préparation de l'« Instruction sur le mode d'installation des signaux de balisage sur le Danube » à la publication ont été finalisés. L'ouvrage sera publié conformément au Plan de travail de la CD.

Point 4 - Poursuivre la coopération avec le groupe de travail « Forum GIS Danube », en se fondant sur les résultats du symposium « GIS Danube-4 ». Participer à la préparation du symposium « GIS Danube-5 » organisé par les autorités compétentes fin octobre-début novembre 2006.

Le Secrétariat de la CD a participé à l'organisation et aux travaux de la Conférence danubienne pour les systèmes informationnels tenue en Hongrie. Une information du Secrétariat sur les résultats des travaux de la Conférence a été présentée à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006). Les experts ont hautement apprécié les résultats obtenus et ont recommandé de poursuivre cette coopération.

Point 5 - Sur la base d'une présentation de la partie allemande, à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006), questionner avant le 1^{er} février 2007 les autorités compétentes des Etats membres de la Commission du Danube au sujet de la création d'un système de gestion d'une base de données RIS pour le Danube.

Sur la base des propositions reçues, dresser une Information récapitulative et la soumettre à la séance du groupe de travail s pour les questions techniques (20-21 mars 2007).

A la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006), la délégation de l'Allemagne a fait une présentation détaillée comprenant l'histoire de la création du « Forum GIS Danube » et de sa coopération avec la Commission du Danube. Ont été présentées les principales directions de l'activité, y compris la mise en place de systèmes de gestion d'une base de données RIS pour le Danube.

Le groupe de travail a remercié les experts de l'Allemagne de l'information présentée et a recommandé de poursuivre ces travaux dans le cadre de projets nationaux.

Point 6 - Rassembler avant le 1^{er} octobre 2006 des autorités compétentes de la Commission du Danube des données concernant les écoles supérieures et autres institutions de formation s'occupant des thèmes liés au domaine de la « navigation intérieure » (formation de cadres pour la navigation, pour la construction de bateaux, et l'aménagement de cours d'eau, les recherches hydrologiques et écologiques, etc.) dans leur pays et dans les Etats non danubiens voisins.

Sur la base des données reçues, et compte tenu des travaux en cours dans diverses organisations européennes sur les questions de navigation en matière de description des professions, dresser une information récapitulative et la soumettre à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006).

Le Secrétariat a préparé les informations requises qui ont été examinées à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006). Le groupe de travail s'est prononcé en faveur de la poursuite des travaux entamés dans le cadre de la Commission du Danube en insérant un point à cet effet dans le Plan de travail de la CD.

II. Questions techniques

Point 7 - Rassembler avant le 1^{er} octobre 2006 les avis et propositions des autorités compétentes des pays membres de la Commission du Danube sur le projet du nouveau texte des « Recommandations relatives aux prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure » compte tenu des travaux en cours dans le cadre de la CEE-ONU à l'égard des prescriptions analogues.

Sur la base des propositions reçues, préparer un projet du nouveau texte des « Recommandations relatives aux prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure » et le soumettre à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006).

Le Secrétariat a diffusé aux pays membres par la lettre N° CD 197/IX-2006 du 28 septembre 2006 le projet de « Recommandations relatives aux prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure » préparé compte tenu des travaux en cours dans le cadre de la CEE-ONU et l'a présenté à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006). Le groupe de travail a examiné le projet de recommandations et a noté le grand travail accompli par le Secrétariat tout en recommandant à ce dernier de le diffuser aux pays membres de la Commission du Danube pour y insérer d'éventuelles précisions d'ordre rédactionnel. Le projet de Recommandations sera soumis à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007).

Point 8 - Recueillir avant le 1^{er} octobre 2006 les avis et propositions des autorités compétentes des pays membres de la Commission du Danube au sujet de la prévention d'actes terroristes et de la garantie de la sécurité de la navigation sur le Danube, compte tenu des travaux en cours dans le cadre de la CCNR en étroite coopération avec d'autres organisations internationales (CEE-ONU, UE) s'occupant de ces questions. Analyser les propositions reçues sur ce thème et les soumettre à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006).

Le Secrétariat a préparé une « Information sur l'avancée de l'élaboration d'un projet d'« Instruction sur les mesures visant la prévention d'actes terroristes et la garantie de la sécurité sur le Danube » et l'a présentée à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006). Le groupe de travail a recommandé d'inclure un point approprié dans le Plan de travail de la CD pour la période 2007-2008.

III. Questions relatives aux systèmes électroniques d'information pour la navigation y compris les questions de radiocommunication

Point 9 - Recueillir avant le 1^{er} octobre 2006 les avis et propositions des autorités compétentes des pays membres au sujet du projet de standard pour les systèmes d'identification et de localisation des bateaux, y compris sur le projet de standard AIS et les propositions relatives à l'introduction sur les voies de navigation intérieure, y compris sur le Danube de nouvelles technologies informationnelles AI-IP, élaborées par le groupe d'experts *Tracking & Tracing*.

Sur la base des propositions reçues, dresser une Information récapitulative et la soumettre à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006).

Par la lettre N° CD 215/X-2006 du 13 octobre 2006 le Secrétariat a diffusé aux pays membres de la Commission du Danube le projet de « Standard suivi et repérage des bateaux en navigation intérieure », ainsi que le projet de « Standard pour l'identification et la localisation des bateaux de navigation intérieure (AI-IP) ».

Le projet de « Standard suivi et repérage des bateaux en navigation intérieure » a été présenté à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006). Le groupe de travail a examiné le projet de Standard et a recommandé de l'approuver lors de la 67^e session de la Commission du Danube.

Le groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006) a recommandé de soumettre le projet de « Standard pour l'identification et la localisation des bateaux de navigation intérieure (AI-IP) » à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007).

Point 10 - Rassembler avant le 1^{er} octobre 2006 les avis et propositions des autorités compétentes des pays membres sur l'état de l'application sur le Danube de plusieurs recommandations de la Commission du Danube dans le domaine des radiocommunications entrées en vigueur après 2002.

Sur la base des propositions reçues, dresser une Information récapitulative et la soumettre à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006).

Le Secrétariat a préparé une « Information récapitulative du Secrétariat sur l'état de l'application sur le Danube de plusieurs recommandations de la Commission du Danube en matière de radiocommunications entrées en vigueur après 2002 » et l'a présentée à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006). Le groupe de travail a pris note de cette

information, a été d'accord avec la proposition du Secrétariat concernant la nécessité de préparer une nouvelle version du « Guide de radiotéléphonie sur les voies de navigation intérieure – Partie générale » et a estimé opportun d'inclure un point approprié dans le Plan de travail de la CD pour 2007-2008.

Point 11 - Avant le 1^{er} octobre 2006, recueillir des avis et des propositions des autorités compétentes des Etats membres sur le projet de standard Inland ECDIS version 2.0.

Sur la base des propositions reçues, dresser une information récapitulative sur la possibilité d'adopter le projet de standard Inland ECDIS version 2.0 en tant que Recommandation de la Commission du Danube et la présenter à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006).

Le groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006) a examiné le projet de « Standard Inland ECDIS version 2.0 » soumis par le Secrétariat, compte tenu des remarques de la Fédération de Russie, et le soumet à la 67^e session en vue d'approbation.

Point 12 - Avant le 1^{er} octobre 2006, rassembler les avis et propositions des autorités compétentes des Etats membres au sujet de l'introduction dans la navigation sur le Danube du système unitaire européen d'identification des bateaux intérieurs proposé par ERI.

Sur la base des propositions reçues, dresser une Information récapitulative et la soumettre à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006).

Le Secrétariat a présenté une « Information sur les tâches liées à l'introduction dans la navigation sur le Danube du système unitaire européen d'identification des bateaux » à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006). Le groupe de travail a recommandé de poursuivre les travaux sur cette question et de revenir à son examen lors de la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007).

Point 13 - Avant le 1^{er} octobre 2006, rassembler les avis et propositions des autorités compétentes des Etats membres au sujet de la mise en œuvre des « Directives et critères pour les services de trafic fluvial sur les voies navigables 2005 » (Directives VTS 2005) sur les secteurs appropriés du Danube.

Sur la base des propositions reçues, dresser une Information récapitulative et un projet de Recommandations relatives à la mise en oeuvre de ces Directives sur le Danube et les soumettre à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006).

Sur la base des propositions reçues, dresser une Information récapitulative et un projet de Recommandations relatives à la mise en oeuvre de ces Directives sur le Danube et les soumettre à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006).

Le Secrétariat a soumis une « Information sur la mise en œuvre dans la navigation danubienne des « Directives et critères pour les services de trafic fluvial sur les voies navigables » (*Directives VTS 2006/ VTS-Guidelines 2006*) » à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006). Le groupe de travail a recommandé de finaliser le projet de Directives et de revenir à son examen lors de la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007).

IV. Questions hydrotechniques et hydrométéorologiques

Point 14 - Editer l'« Information sur l'entretien du chenal navigable et sur les secteurs critiques du Danube de Kelheim à Sulina pour 2004 ».

L'« Information sur l'entretien du chenal navigable et sur les secteurs critiques du Danube de Kelheim à Sulina pour 2004 » a été éditée.

Point 15 - Rassembler les avis et propositions des autorités compétentes des pays membres au sujet des grands travaux d'infrastructure et des travaux d'amélioration des conditions de navigation sur le Danube, devant être exécutés selon la liste complétée et actualisée des secteurs critiques sur le Danube de la CEE-ONU ainsi qu'au sujet d'autres travaux nécessaires dans l'intérêt de la navigation.

Recueillir avant le 31 juillet 2006 des renseignements relatifs aux mesures prises par les pays membres pour l'accomplissement des « Recommandations relatives à l'établissement des gabarits du chenal, des ouvrages hydrotechniques et autres sur le Danube ».

Avant le 1^{er} octobre 2006, recueillir des autorités compétentes des Etats membres des données sur les travaux de construction hydrotechniques prioritaires sur tout le parcours de la voie d'eau du Danube pour augmenter la sécurité et la fiabilité de la navigation et dresser sur la base des données reçues une information de synthèse en la matière.

Présenter ladite information à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006).

Lors de la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006), le Secrétariat a présenté une information sur les mesures prises par les pays membres pour l'accomplissement des prescriptions des « Recommandations relatives à l'établissement des gabarits du chenal, des ouvrages hydrotechniques et autres sur le Danube », y compris les renseignements relatifs à l'obtention des profondeurs du chenal recommandées et sur l'évolution de la situation du chenal navigable du Danube en 2005 par rapport à celle des dernières années sur la base des données disponibles.

Les renseignements relatifs aux mesures prises comprennent également des données concernant les modifications survenues dans le système de balisage, les travaux hydrographiques et hydrologiques ainsi que diverses autres informations dans l'intérêt de la navigation.

La participation des pays étant réduite, les données actuellement disponibles pour dresser cette information proviennent de la Roumanie et de la Bulgarie (fournies à l'occasion de la réunion de la commission mixte pour l'amélioration des conditions de navigation sur le secteur commun roumano-bulgare) et les informations complètes présentés par la Roumanie et l'Allemagne en conformité avec le Plan de travail de la Commission du Danube.

Point 16 - Poursuivre jusqu'au 31 août 2006 le recueil de données des Etats membres et de l'Administration Fluviale du Bas-Danube, pour l'établissement du « Rapport annuel sur la voie navigable du Danube pour 2005 ».

Le « Rapport annuel sur la voie navigable du Danube pour 2005 » est en cours d'élaboration. Jusqu'à présent, seules la Roumanie et l'Allemagne ont envoyé des informations complètes. Etant donné le manque de données de la part des pays membres, le document ne saurait être finalisé et édité en conformité avec le Plan de travail de Commission du Danube.

Point 17 - Recueillir des avis et propositions des pays membres concernant l'adaptation de la conception relative à la construction de lieux de stationnement et d'abris, élaborée par les experts de l'Allemagne et complétée en octobre 2005, aux conditions et aux particularités de la navigation sur le Danube.

Soumettre une Information récapitulative à ce sujet à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006)

Lors de la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006), le Secrétariat a présenté la situation actuelle des informations disponibles à ce sujet.

Pendant la séance, la délégation de l'Allemagne a informé le groupe de travail de l'intention des autorités de l'Allemagne de dresser un Atlas comprenant l'emplacement des lieux d'abris et de stationnement ainsi que leurs caractéristiques. Cet Atlas pour le secteur allemand du Danube pourra servir de base pour dresser un document général sur les lieux de stationnement et des ports-abris sur le Danube.

La mise à jour des renseignements sur les lieux de stationnement et d'abris a été finalisée sur la base des informations reçues.

Point 18 - Recueillir avant le 1^{er} septembre 2006 des données des autorités compétentes des pays membres nécessaires au nouveau calcul de l'étiage navigable et de régularisation et du haut niveau navigable par principales stations hydrométriques sur le Danube pour la période 1971-2000 sur la base d'un modèle de document que le Secrétariat élaborera et enverra aux autorités compétentes des Etats membres avant le 1^{er} juin 2006.

Soumettre le projet de ce document à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006) en vue de précisions.

Le Secrétariat a présenté au groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006) une information à ce sujet. Jusqu'à présent, la majorité des pays ont envoyé les calculs des niveaux caractéristiques sur leur secteur. Ainsi, le Secrétariat sera en mesure d'élaborer un projet de document approprié et de le présenter à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007).

V. Questions d'exploitation et d'écologie

Point 19 - Convoquer les 30 mai et 1^{er} juin 2006 une réunion du groupe spécial d'experts pour les questions de transport de marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure ; inscrire à son Ordre du jour à titre d'orientation les points suivants :

- a) Etat de l'entrée en vigueur de l'Accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure
- b) Application des ADN-D dans les pays membres de la Commission du Danube
- c) Examen des amendements à l'ADN
- d) Examen des propositions des pays membres de la Commission du Danube concernant les amendements
- e) Elaboration de propositions communes visant la modification de l'ADN
- f) Travaux futurs du groupe spécial d'experts
- g) Divers

La réunion du groupe spécial d'experts pour les questions de transport de marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure (30 mai-1^{er} juin 2006) a pris note de l'information du Secrétariat sur l'état de l'entrée en vigueur de l'Accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure, les délégations présentes ayant fourni des renseignements concernant l'application des ADN-D dans leur pays, et a adopté des amendements aux annexes aux ADN-D.

Toutes les délégations présentes ont été d'avis que le groupe spécial d'experts poursuive ses travaux jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord ADN.

Point 20 - Rassembler avant le 1^{er} octobre 2006 des autorités compétentes des pays membres des propositions concernant les amendements à introduire dans les « Recommandations relatives à l'organisation de la collecte des déchets des bateaux naviguant sur le Danube ».

Par la lettre N° CD 172/VIII-2006 du 9 août 2006, le Secrétariat a invité les autorités compétentes des Etats membres à prêter leur concours afin que des avis et des propositions concernant le projet de Recommandations soient envoyés avant le 15 septembre 2006. Seules les autorités compétentes de l'Autriche, de l'Ukraine et de l'Union internationale de la navigation danubienne ont fait parvenir des avis et des propositions.

Point 21 - Sur la base des propositions reçues, dresser la rédaction définitive des « Recommandations relatives à l'organisation de la collecte des déchets des bateaux naviguant sur le Danube » révisée et la soumettre à la réunion du groupe d'experts « Déchets provenant de l'exploitation des bateaux » (16-17 janvier 2007).

La préparation du projet de « Recommandations relatives à l'organisation de la collecte des déchets des bateaux naviguant sur le Danube » est actuellement en cours.

Point 22 - Rassembler avant le 1^{er} septembre 2006 des autorités compétentes des pays membres des propositions visant l'inclusion dans le projet de schéma de financement du recyclage des déchets applicable dans tous les pays danubiens et les soumettre à la réunion du groupe d'experts « Déchets provenant de l'exploitation des bateaux » (16-17 janvier 2007).

Par la lettre N° CD 152/VII-2006 du 12 juillet 2006, le Secrétariat a invité les autorités compétentes des Etats membres à prêter leur concours afin que des avis et propositions concernant le projet de schéma de financement soient envoyés avant le 1^{er} septembre 2006. Seules les autorités compétentes de l'Allemagne ont donné suite à ladite lettre du Secrétariat.

Point 23 - Convoquer du 16 au 17 janvier 2007 une réunion du groupe d'experts « Déchets provenant de l'exploitation des bateaux » ; inscrire à son Ordre du jour à titre d'orientation les points suivants :

- a) Présentation du projet WANDA par la délégation de l'Autriche

- b) Examen de la rédaction définitive des « Recommandations relatives à l'organisation de la collecte des déchets des bateaux naviguant sur le Danube »
- c) Examen d'éventuelles solutions en vue d'un schéma de financement du recyclage des déchets contenant des huiles et des lubrifiants provenant de l'exploitation des bateaux pouvant être mis en œuvre dans tous les pays danubiens
- d) Divers

La préparation de la tenue de la réunion est actuellement en cours.

Point 24 - Editer avant le 31 mars 2007 des compléments aux « Règles relatives au transport de marchandises dangereuses sur le Danube » (ADN-D) sur la base des Accords européens relatifs au transport international de marchandises dangereuses ADR, RID et des Règles européennes relatives au transport de marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure (ADN).

La préparation de l'édition des ADN-D 2007 sur CD-ROM est en cours.

Point 25 - Rassembler avant le 15 octobre 2006 des autorités compétentes des Etats membres de la Commission du Danube des données sur les ports situés sur leur secteur du Danube dans les limites du Couloir VII eu égard à l'Accord européen sur les grandes lignes de transport international combiné et les installations connexes (AGTC) et compte tenu des priorités existant dans les pays à ce sujet, dresser une information générale, complète et fonctionnelle dans la mesure du possible et la soumettre à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006)

Par la lettre N° CD 151/VII-2006 du 12 juillet 2006, le Secrétariat a invité les autorités compétentes des Etats membres à prêter leur concours pour que les données sur les ports situés sur leur secteur du Danube dans les limites du Couloir VII soient envoyées avant le 15 octobre 2006. Seules les autorités compétentes de la Croatie ont donné suite à ladite lettre du Secrétariat.

Le groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006) a considéré utile de poursuivre les travaux en la matière.

VI. Questions économiques et statistiques

Point 26 - Recueillir des données des autorités compétentes des pays membres pour la préparation de l'« Annuaire statistique de la Commission du Danube pour 2005 ». Sur la base des données reçues des autorités compétentes des pays membres, préparer et éditer avant le 1^{er} juin 2007 l'« Annuaire statistique de la Commission du Danube pour 2005 » sur CD-ROM, et l'insérer sur le site Internet de la Commission.

Début 2007, entamer le recueil de données des autorités compétentes des pays membres pour préparer l'« Annuaire statistique de la Commission du Danube pour 2006 ».

Les travaux ne seront pas achevés dans les délais impartis par le Plan de travail car, d'après l'état du 23 novembre 2006, les autorités compétentes de la Serbie et de la Roumanie n'avaient fourni aucune donnée statistique.

Point 27 - Avant le 30 juillet 2006 recueillir des données relatives aux flux de marchandises sur le Rhin, le Main, le canal Main-Danube, le Danube et le canal Danube-mer Noire en 2005.

Dresser une « Information sur le flux de marchandises sur le Rhin, le Main, le canal Main-Danube, le Danube et le canal Danube-mer Noire en 2005 » et la diffuser aux pays membres.

Des données relatives aux flux de marchandises sur le Danube ont été reçues de 9 pays. Une fois reçues les données des autorités compétentes de la Serbie et de la Roumanie, l'« Information sur le flux de marchandises sur le Rhin, le Main, le canal Main-Danube, le Danube et le canal Danube-mer Noire en 2005 » sera finalisée et diffusée aux pays membres.

Point 28 - Recueillir avant le 1^{er} juillet 2006 des données des autorités compétentes des pays membres nécessaires à l'établissement d'un « Rapport sur la situation économique de la navigation danubienne en 2005 ». En se fondant sur ces données, préparer un projet de Rapport, et le soumettre à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006).

Se fondant sur les données statistiques reçues des pays membres, le Secrétariat a préparé un projet de « Rapport sur la situation économique de la navigation danubienne en 2005 » qui a été présenté à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006).

Point 29 - Recueillir avant le 1^{er} mars 2007 des autorités compétentes des pays membres les données sur les modifications et compléments à apporter au « Recueil d'informations sur les taxes, tarifs, droits et impôts perçus dans la navigation danubienne ». En se fondant sur ces données, préparer et publier le recueil d'informations mis à jour sur papier, sur CD-ROM et sur le site Internet de la Commission.

Les travaux seront menés à bien dans les délais impartis.

Point 30 - Avant le 1^{er} octobre 2006, recueillir des données et des propositions des autorités compétentes des Etats membres concernant les indicateurs économiques de la navigation sur le Danube nécessaires à la mise au point d'éventuelles actions communes, eu égard à la Directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 de la Communauté européenne dans le domaine de l'eau.

Sur la base des données et des propositions reçues, dresser une information récapitulative et la présenter à la séance du groupe de travail s pour les questions techniques (13-17 novembre 2006).

Se fondant sur des données reçues de l'Allemagne et de la Croatie, le Secrétariat a préparé une information qu'il a soumis à la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006).

Point 31 - Mettre à jour, publier sur papier et sur CD-ROM et insérer sur le site Internet de la Commission le « Recueil de documents de la Commission du Danube traitant des questions statistiques et économiques ».

Le « Recueil de documents de la Commission du Danube traitant des questions statistiques et économiques » sera préparé sur CD-ROM avant fin 2006 et imprimé en 2007.

Point 32 - Convoquer du 13 au 17 novembre 2006 une séance du groupe de travail pour les questions techniques ; inscrire à son Ordre du jour préliminaire les points suivants :

Questions nautiques

- a) Information du Secrétariat sur les résultats de la coopération avec le groupe de travail SC.3/WP.3 de la CEE-ONU en vue de l'harmonisation des DFND et du CEVNI
- b) Projet de l'Annexe 8 actualisée « Balisage de la voie navigable » des DFND
- c) Information du Secrétariat sur les résultats des travaux du symposium « GIS Danube-5 »
- d) Information récapitulative sur la formation des spécialistes de la navigation intérieure dans les écoles supérieures et autres institutions de formation dans la région danubienne basée sur la description des professions dans le domaine de la navigation intérieure

Questions techniques

- e) Information sur l'état de l'adoption de la Directive 82/714/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 octobre 1982 sur les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure
- f) Examen du projet du nouveau texte des « Recommandations relatives aux prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure », compte tenu des avis et propositions des pays membres de la Commission du Danube

- g) Information du Secrétariat sur l'avancée de l'élaboration d'un projet d'« Instruction sur les mesures visant la prévention d'actes terroristes et la garantie de la sécurité sur le Danube »

Questions relatives aux systèmes électroniques d'information pour la navigation y compris les questions de radiocommunication

- h) Présentation par la partie allemande d'un système de gestion d'une base de données (SGBD) RIS pour le Danube suivie de débats
- i) Projet de standard pour les systèmes d'identification et de localisation des bateaux (*Tracking & Tracing Systems*) ainsi que projet de standard AIS et propositions relatives à l'introduction sur les voies de navigation intérieure, y compris sur le Danube, de nouvelles technologies informationnelles AI-IP, élaborés par le groupe d'experts *Tracking & Tracing*
- j) Projet de standard Inland ECDIS version 2.0.
- k) Information récapitulative sur l'état de l'application sur le Danube de plusieurs recommandations de la Commission du Danube en matière de radiocommunications entrées en vigueur après 2002
- l) Information récapitulative sur les tâches liées à l'introduction dans la navigation sur le Danube du système unitaire européen d'identification des bateaux intérieurs
- m) Examen de l'Information récapitulative et du projet de Recommandations relatives à la mise en œuvre dans la navigation danubienne des « Directives et critères pour les services de trafic fluvial sur les voies navigables » (Directives VTS 2005)

Questions hydrotechniques et hydrométéorologiques

- n) Information concernant l'évolution des secteurs critiques sur le Danube et les mesures prises par les pays membres concernés pour assurer les conditions de la navigation avec une information générale sur les ouvrages de construction hydrotechniques prioritaires dans les différents pays danubiens
- o) Information sur l'adaptation de la conception relative à la construction de lieux de stationnement et des ports-abris, élaborée par les experts de l'Allemagne aux conditions et aux particularités de la navigation sur le Danube
- p) Information sur le nouveau calcul de l'étiage navigable et de régularisation (ENR) et du haut niveau navigable (HNN) par principales stations hydrométriques sur le Danube pendant la période 1971-2000

Questions d'exploitation et d'écologie

- q) Rapport de la réunion du groupe spécial d'experts pour les questions de transports de marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (30 mai-1^{er} juin 2006)

- r) Information récapitulative sur les capacités et la fonctionnalité des ports dans l'espace danubien

Questions économiques et statistiques

- s) Information du Secrétariat et examen du projet de « Rapport sur la situation économique de la navigation danubienne en 2005 »
- t) Information sur d'éventuelles actions communes eu égard à la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau

Questions (techniques) d'ordre général

- u) Rapport sur l'accomplissement de la Liste à titre d'orientation de la participation des fonctionnaires du Secrétariat de la Commission du Danube aux travaux d'organisations et de réunions internationales en 2006 (points concernant le groupe de travail pour les questions techniques)
- v) Etablissement de l'Ordre du jour préliminaire de la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007) se fondant sur les résultats de l'examen des points a) à u) ci-dessus.
- w) Divers

La séance du groupe de travail s'est tenue dans les délais prévus par le Plan de travail. Le Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006) est soumis à la 67^e session pour qu'elle en prenne note.

Point 33 - Convoquer du 20 au 21 mars 2007 une séance du groupe de travail pour les questions techniques dont l'Ordre du jour préliminaire sera établi à la une séance du groupe de travail pour les questions techniques (13-17 novembre 2006).

VII. Questions juridiques et financières et questions d'éditions

Point 34 - Poursuivre et intensifier l'activité du groupe de travail ad hoc pour la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat de la Commission du Danube, créé en vertu de la Décision de la Commission du Danube CD/SES 65/23, et contribuer à la tenue de ses réunions.

Donnant suite à cette instruction, il a été prêté concours au groupe de travail ad hoc en utilisant tous les moyens des employés du Secrétariat pour traduire dans les langues officielles des documents volumineux des séances et en dépit de la préparation parallèle dans plusieurs cas des séances prévues par le Plan de travail, tout en assurant l'interprétation au cours des sept séances tenues par le groupe de travail ad hoc.

Dans son Rapport sur les résultats du 7 novembre 2006, le président du groupe de travail ad hoc a notamment souligné le fait que la coopération avec le service de traduction du Secrétariat de la Commission du Danube avait été d'une qualité extraordinaire contribuant dans une mesure importante, dans les circonstances données, à la création des conditions nécessaires à la mise en œuvre des activités fondamentales du groupe de travail ad hoc.

Point 35 - Convoquer du 17 au 18 octobre 2006 la séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières et inscrire à son Ordre du jour préliminaire les points suivants :

- a) Information sur le cours de la préparation d'une Conférence diplomatique sur la révision de la Convention de Belgrade
- b) Projet de budget de la Commission du Danube pour 2007
- c) Information sur les résultats des séances du groupe de travail ad hoc visant la modernisation de la structure interne et des méthodes de travail du Secrétariat de la Commission du Danube
- d) Information du Secrétariat de la CD sur les festivités jubilaires consacrées au 150^e anniversaire de la création de la première Commission internationale de navigation sur le Danube
- e) Questions liées à l'achèvement de la période de travail des fonctionnaires du Secrétariat le 30 juin 2007

La séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières a été convoquée dans les délais fixés avec l'Ordre du jour prévu. Le Rapport sur les résultats de la séance est présenté à la 67^e session sous le point 4 de l'Ordre du jour pour qu'il en soit pris note et que les projets de Décisions y étant contenus soient approuvés.

Point 36 - Editer les publications de la Commission du Danube prévues par la Liste des publications approuvée par Décisions des Soixante-sixième et Soixante-septième sessions.

Faute de fonds budgétaires, le nombre de publications imprimées a été réduit au minimum nécessaire. Les publications et autres documents ont été édités sur CD-ROM et le seront de plus en plus.

Au cours de la période considérée, avant la 67^e session, le Secrétariat de la Commission du Danube a édité les documents et publications énumérés ci-dessous :

1. Des documents volumineux pour la brochure illustrée prévue par la Décision de la 66^e session (doc. CD/SES 66/4) concernant la tenue des festivités jubilaires consacrées au 150^e anniversaire de la création de la première Commission internationale de navigation sur le Danube ont été réunis et traduits dans les trois langues officielles et transmis, suite au contrat en la matière du 10 novembre 2006 à M. Spiegelman en vue de l'élaboration du manuscrit. Un projet de manuscrit sera dressé d'ici la fin de l'année, la brochure pouvant être éditée début 2007.
2. A l'occasion du 150^e anniversaire de la création de la première Commission internationale de navigation sur le Danube, le Secrétariat de la Commission du Danube a préparé et diffusé deux CD-ROM intitulés comme suit :
 - « 150 ans au service de la navigation danubienne »
 - « Soixante-sixième session de la Commission du Danube (Bucarest/Budapest, 4-9 mai 2006) »
3. L'« Information sur l'entretien du chenal navigable et les secteurs critiques sur le Danube de Kelheim à Sulina en 2004 » a été publiée sous forme de livre en août 2006.
4. L'« Ouvrage de référence hydrologique du Danube pour la période 1921-2001 » a été publié en juin 2006 sous forme de livre et sur CD-ROM.
5. L'« Annuaire hydrologique du Danube pour 2004 » a été publié sous forme de livre en août 2006.
6. Les Rapports sur les résultats de la 61^e, 62^e, 63^e, et 64^e sessions de la Commission du Danube ont été publiés successivement en 2006 sous forme de livre et diffusés.
7. Pour des raisons d'économie, l'insertion dans les Règles de procédure de la Commission du Danube des amendements à l'article 36 et au Règlement relatif à la gestion financière prévue par la Décision de la 66^e session (doc. CD/SES 66/32), a été ajournée vu la nécessité d'insérer prochainement des amendements additionnels suite à une éventuelle modification de la structure du Secrétariat de la Commission du Danube.
8. L'« Annuaire statistique pour 2004 » a été publié sur le site Internet de la Commission du Danube et sous forme de CD-ROM dans toutes les langues officielles. L'édition sous forme de livre sera publiée d'ici la fin 2006.

9. Les « Règles relatives au transport de marchandises dangereuses sur le Danube (ADN-D) » comprenant le « Catalogue des questions pour les examens d'experts conformément à 8.2.2.7.1.3 des ADN-D ») ont été dressées par le Secrétariat et diffusées sous forme de CD-ROM.
10. La « Liste des taxes, tarifs et droits perçus dans la navigation danubienne (d'après l'état de 2005) » a été diffusée en 2006 dans toutes les langues officielles sur CD-ROM.

Point 37 - Assurer de façon continue la traduction, le dressement et la rédaction de tous les documents des sessions de la Commission du Danube (rapport sur les résultats), des séances des groupes de travail et des réunions d'experts.

Il a été donné suite à cette instruction dans la mesure nécessaire, y compris en insérant sur le site Internet de nombreuses publications énumérées sous le point 36.

Le Secrétariat de la Commission du Danube s'emploie, conformément aux Règles de procédure, à mettre à jour régulièrement le site Internet de la Commission du Danube en y insérant des documents et des publications appropriés.

En vue d'une économie additionnelle de fonds, lors de la publication des documents et des ouvrages sur le site Internet de la Commission du Danube, il est mentionné, le cas échéant, que ledit document ou ladite publication sont également accessibles sur CD-ROM.

Point 38 - Dresser :

- le projet du Plan de travail de la Commission du Danube pour 2007-2008 ;
- le projet du budget de la Commission du Danube pour 2007.

Une fois examiné par le groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007) et par le groupe de travail pour les questions juridiques et financières (2-3 avril 2007), le projet de Plan de travail de la Commission du Danube pour la période 2007-2008 sera soumis à la Soixante-huitième session en vue d'approbation.

Le projet de budget pour 2007 a été soumis à la séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières (17-18 octobre 2006) et diffusé aux pays membres conformément aux dispositions du « Règlement relatif à la gestion financière de la Commission du Danube ».

BUDGET DE LA COMMISSION DU DANUBE POUR 2007
(en euros)

CHAPITRE DES RECETTES		CHAPITRE DES DEPENSES	
I. BUDGET ORDINAIRE		I. BUDGET ORDINAIRE	
2.5.1	Versements des Etats membres de la Commission sur le budget de la Commission du Danube pour l'exercice en cours 170 870,00 x 11		Appointements des fonctionnaires Appointements et charges sociales des employés
2.5.2	Solde du budget de l'exercice précédent, dont a) disponibilités sur le compte en banque, dont : - solde des moyens destinés à la tenue des séances du Comité préparatoire - avance de la Moldova -73,00 - avance de la Russie -105,26 - avance de la Croatie -1 485,34 Versements des fonctionnaires pour l'emploi des objets d'inventaire Intérêts des comptes en banque Recettes provenant de la vente des publications Différences de cours Autres recettes	1 879 570,00 35 256,00 -1 402,00 -73,00 -105,26 -1 485,34 220,00 2 690,00 2 600,00 2.6.1 2.6.2 2.6.3 2.6.4 2.6.5 2.6.6 2.6.7 2.6.8 2.6.9 2.6.10 2.6.11 2.6.12 2.6.13 2.6.14 2.6.15 2.6.16 2.6.17 2.6.20	563 791,00 598 908,00 257 680,00 375 735,00 37 690,00 48 740,00 2 780,00 10 530,00 1 100,00 99 700,00 2 420,00 2 080,00 1 960,00 820,00 1 402,00 15 000,00
	TOTAL budget ordinaire	2 020 336,00	TOTAL 2 020 336,00
II. FONDS DE RESERVE			
a)	Solde pour 2006	111 772,00	
b)	Versements des observateurs	51 270,00	Moyens du Fonds de réserve
	TOTAL Fonds de réserve	63 042,00	
	TOTAL	2 083 378,00	TOTAL 2 083 378,00
III. DETTE A LONG TERME (SERA VERSEE AU COURS DE L'EXERCICE SUIVANT)			
		2.6.18	Solde créditeur

Haushaltplan / Budget / Budget
 für / на / pour 2007
 Ordentlicher Haushalt / Обычный бюджет / Budget ordinaire
 VERANSCHLAGTE AUSGABEN / СМЕТА РАСХОДОВ / DEVIS DES DEPENSES

Titel Статья Article	2005				2006		2007		Abweichung der Haushaltsätze für 2007 von den Haushaltsausgaben für 2006 Отклонение данных бюджета 2007 г. от данных бюджета 2006 г. Différence des données budgétaires pour 2007 par rapport à 2006	
	Soll Plan Prévu		Ist Fakt. Réalisé		Soll Plan Prévu		Soll Plan Prévu		Nominalwert Абсолютное значение (+/-) Valeur nominale (+/-)	%
	Bezeichnung / Назначение / Titre									
2.6.1	<p>Bezüge der Funktionäre Зарплата платя сотрудников Appointements des fonctionnaires</p>									
2.6.1.1	<p>Grundbezüge Должностной оклад Traitements de base</p>									
	363 000,00	352 579,00	374 650,00	417 387,00	42 737,00	11,4%	<p>Die Erhöhung der Ausgaben bei diesem Titelkonto hängt – mit der Erhöhung der Bezüge um 6,2% - Inflationssrate in Ungarn und – mit der Zahlung der Bezüge an die Funktionäre des alten Mandats für die Zeit der Amtsübergabe vom 1. – 15. Juli 2007, die im Gesamtbetrag dieses Titelkontos erfasst wurde, zusammen. Die Bezüge der Funktionäre sind in <i>Anlage 2</i> aufgeführt.* Увеличение расходов по данной статье связано: - с повышением должностных окладов на 6,2% - фактор инфляции в Венгрии; - с включением в общую сумму по данной статье выплаты заработной платы сотрудникам старого мандата за период передачи дел с 1 по 15 июля 2007 г. Должностные оклады сотрудников представлены в <i>Приложении 2</i>.* L'augmentation des dépenses à cet article est liée à ce qui suit: - à l'inclusion dans le montant total à ce poste des versements des salaires des fonctionnaires de l'ancien mandat pendant la période de transmission des affaires (1er-15 juillet 2007). Les traitements de base des fonctionnaires figurent à l'annexe 2.*</p>			
2.6.1.2	67 394,00	64 525,00	62 145,00	32 110,00	-30 035,00	-48,3%	<p>Die Verringerung der Ausgaben bei diesem Titelkonto-Nr39 hängt damit zusammen, dass die Funktionäre des alten Mandats diese Zulage nur bis zum 1. Juli 2007 ausbezahlt bekommen und den Funktionären des neuen Mandats diese Zulage noch nicht zusteht. Уменьшение расходов по данной статье связано с тем, что сотрудникам старого мандата эта надбавка выплачивается только до 1 июля 2007 г., а сотрудникам нового мандата еще не имеет права на получение данной надбавки. La diminution des dépenses à cet article est liée au fait que cette prime n'est versée aux fonctionnaires de l'ancien mandat que jusqu'au 1er juillet 2007 et que les fonctionnaires du nouveau mandat n'ont pas le droit de recevoir cette prime.</p>			

2.6.1.3 Sprachenzulage Надбавка за знание языков Primes linguistiques	68 608,00	65 771,00	71 208,00	75 624,00	4 416,00	6,2%	Die Erhöhung der Ausgaben bei diesem Titelkonten hängt mit der Erhöhung der Bezüge zusammen. Увеличение расходов по данным статьям связано с повышением должностных окладов. L'augmentation des dépenses à ces articles est liée à l'augmentation des traitements de base. Bei diesem Titelkonto sind die Ausgaben auf dem Vorjahresniveau geblieben. Расходы по данной статье остались на уровне 2006 г. Les dépenses à cet article sont restées au niveau de 2006.	
2.6.1.4 Kinderzulage Надбавка на детей Allocations pour enfants	29 040,00	29 040,00	29 520,00	30 600,00	1 080,00	3,7%		
2.6.1.5 Aufwendungen bei Geburt eines Kindes, Tod bzw. dauerhafter Invalidität Пособие в случае рождения ребенка, смерти, постоянной инвалидности Subsides pour naissances, décès, invalidité permanente	6 220,00		6 380,00	6 770,00	390,00	6,11%		
2.6.1.6 Zusätzliche Übersetzungsarbeiten Дополнительная переводческая работа Interprétation supplémentaire	1 300,00		1 300,00	1 300,00				
INGESAMT / ВСЕГО / TOTAL	535 562,00	511 915,00	545 203,00	563 791,00	18 588,00	3,4%		
2.6.2 Vergütung und Versicherungsbeiträge der Angestellten Заработная плата и страховые отчисления служащих Appointements et charges sociales des employés							Die Erhöhung der Ausgaben bei Titel 2.6.2 hängt mit der Erhöhung der Gehälter in Angleichung an die Inflationsrate in Ungarn zusammen. Außerdem berücksichtigt 2.6.2.1 die entsprechenden Auszahlungen für zwei Angestellte, die in den Ruhestand treten werden (Punkt 32 der Vorschriften über die Rechte und Pflichten der Angestellten) und die Zahlung der Jubiläumprämie an eine Angestellte (Punkt 31 der Vorschriften über die Rechte und Pflichten der Angestellten). Die Gehälter sind in Anlage 3 aufgeführt. Увеличение расходов по статье 2.6.2 связано с повышением должностных окладов на фактор инфляции в Венгрии. Кроме этого, в статье 2.6.2.1 включены соответствующие выплаты для двух служащих, уходивших на пенсию (п. 32 Регламента о правах и обязанностях служащих), и выплаты юбилейной премии одному служащему (п. 31 Регламента о правах и обязанностях служащих). Должностные оклады служащих представлены в Приложении 3. La hausse des dépenses à l'article 2.6.2 est liée à l'augmentation des appointements de base du taux d'inflation en Hongrie. En outre, l'article 2.6.2.1 comprend les montants à payer à deux employés prenant leur retraite (point 32 du Règlement relatif aux droits et obligations des employés) et le versement d'une prime jubilaire à un employé (point 31 du Règlement relatif aux droits et obligations des employés). Les appointements de base des employés figurent à l'annexe 3.	
2.6.2.1 Grundgehalt Должностной оклад Appointements de base	365 160,00	365 160,00	387 715,00	419 820,00	32 105,00	8,28%		
2.6.2.2 Dienstlerzulage Надбавка за выслугу лет Primes pour ancienneté de service	18 210,00	18 189,00	23 612,00	24 744,00	1 132,00	4,79%		
2.6.2.3 Sprachenzulage Надбавка за знание языков Primes linguistiques	66 862,00	66 612,00	71 304,00	74 484,00	3 180,00	4,46%		
2.6.2.4 Überstundenvergütung Сверхурочная работа Travail supplémentaire	10 110,00	8 428,17	10 360,00	10 980,00	620,00	5,98%		
2.6.2.5 Zusätzliche Übersetzungsarbeiter Дополнительная переводческая работа Interprétation supplémentaire	1 950,00	1 000,00	1 950,00	1 950,00				
2.6.2.6 Prämien Материальное поощрение Récompenses matérielles	4 850,00	4 838,18	4 970,00	5 270,00	300,00	6,04%		
2.6.2.7 Versicherungsbeiträge Страховые отчисления Assurances sociales	55 406,00	55 406,00	58 450,00	61 660,00	3 210,00	5,49%		
INGESAMT / ВСЕГО / TOTAL	522 546,00	519 633,35	558 361,00	598 908,00	40 547,00	7,26%		
2.6.3 Stichtische Verwaltungsausgaben Хозяйственные расходы Frais d'administration								Die Ausgaben bei diesem Titelkonto haben sich im Vergleich zu 2006 nicht geändert. Расходы по данной статье по сравнению с 2006 г. не меняются. Les dépenses à cet article restent inchangées par rapport à 2006. Bei diesem Titelkonto ist die Erhöhung der Ausgaben durch die Inflationsrate bedingt. Увеличение расходов по данным статьям связано с уровнем инфляции. L'augmentation des dépenses à cet article est liée au taux de l'inflation.
2.6.3.1 Büro- und Zeichenbedarf Канцелярские и сертифицированные принадлежности Fournitures de bureau et de dessin technique	2 700,00	2 274,26	2 700,00	2 700,00				
2.6.3.2 Druckkosten Типографские расходы Imprimés	810,00	599,55	900,00	960,00	60,00	6,67%		
2.6.3.3 Post- und Fernmeldegebühren Расходы, связанные с почтой, телеграфом, телефоном, телефаксом Frais de poste, télégramme, téléphone, téléfax	15 370,00	13 740,45	15 750,00	16 730,00	980,00	6,22%		

2.6.3.4	Miete für das Gebäude der Donaukommission Аренда здания Дунайской Комиссии Loyer de l'immeuble-siège	48 360,00	44 961,10	48 360,00	48 360,00	48 360,00			Die Ausgaben bei diesem Titelkonto haben sich im Vergleich zu 2006 nicht geändert. Расходы по данной статье по сравнению с 2006 г. не меняются. Les dépenses à ces articles restent inchangées par rapport à 2006.
2.6.3.5	Miete für die Wohnungen der Funktionäre Аренда квартир сотрудников Loyer des appartements des fonctionnaires	112 890,00	106 687,94	112 890,00	112 890,00	112 890,00			Bei der Planung der Ausgaben bei Titelkonten 2.6.3.6-2.6.3.9 wurden berücksichtigt: - die Erhöhung der Gaspreise um 17 % und der Strompreise um 15 % ab 1. September 2006; - die geplante Erhöhung der Preise für Gas und Strom um ca. 30-40 % ab 1. Januar 2007. При планировании расходов по статьям 2.6.3.6-2.6.3.9 было учтено следующее: - повышение с 1 сентября 2006 г. тарифов на газ на 17%, на электроэнергию на 15%; - планируемое повышение с 1 января 2007 г. тарифов на газ и энергоресурсов ориентировочно на 30-40%.
2.6.3.6	Heizkosten für das Gebäude der Donaukommission Отопление здания Дунайской Комиссии Chauffage de l'immeuble-siège	11 590,00	9 350,99	12 460,00	8 150,00	10 600,00		3 740,00	Lors de la planification des dépenses aux articles 2.6.3.6 à 2.6.3.9 il a été tenu compte de ce qui suit: - l'augmentation, à partir du 1er septembre 2006, de 17% des tarifs du gaz et de 15% de ceux de l'électricité, - l'augmentation de quelque 30 à 40 %, prévue à partir du 1er janvier 2007, des tarifs du gaz et des ressources énergétiques.
2.6.3.7	Heizkosten der Wohnungen der Funktionäre Отопление квартир сотрудников Chauffage des appartements des fonctionnaires	7 510,00	7 478,56	8 150,00	6 090,00	7 000,00		2 450,00	
2.6.3.8	Strom- und Gaskosten im Gebäude der Donaukommission Осветление и газ в здании Дунайской Комиссии Electricité et gaz dans l'immeuble-siège	5 640,00	4 877,62	6 090,00	7 920,00	8 860,00		500,00	
2.6.3.9	Strom- und Gaskosten der Wohnungen der Funktionäre Осветление и газ в квартирах сотрудников Electricité et gaz dans les appartements des fonctionnaires	1 140,00	1 122,26	1 200,00	1 500,00	1 500,00		300,00	
2.6.3.10	Instandhaltung und Reparatur des Gebäudes der Donaukommission Содержание и ремонт здания Дунайской Комиссии Entretien et réparations dans l'immeuble-siège	7 920,00	7 566,94	8 360,00	8 860,00	8 860,00		500,00	Die Erhöhung der Ausgaben bei diesem Titelkonto ist durch die Inflationsrate bedingt. Увеличение расходов по данной статье связано с фактором инфляции. L'augmentation des dépenses à cet article est lié au facteur de l'inflation.
2.6.3.11	Instandhaltung und Reparatur der Wohnungen der Funktionäre Содержание и ремонт квартир сотрудников Entretien et réparations dans les appartements des fonctionnaires	1 370,00	1 364,38	1 100,00	2 030,00	2 030,00		930,00	Die Erhöhung der Ausgaben bei diesem Titelkonto ist durch die Inflationsrate bedingt. Увеличение расходов по данной статье связано с фактором инфляции. L'augmentation des dépenses à cet article est lié au facteur de l'inflation.
2.6.3.12	Reparatur des Inventars im Gebäude der Donaukommission Ремонт инвентаря в здании Дунайской Комиссии Réparation des objets d'inventaire dans l'immeuble-siège	12 290,00	11 992,30	12 290,00	13 030,00	13 030,00		740,00	Die Erhöhung der Ausgaben bei diesem Titelkonto ist durch die Inflationsrate bedingt. Увеличение расходов по данной статье связано с фактором инфляции. L'augmentation des dépenses à cet article est lié au facteur de l'inflation.
2.6.3.13	Reparatur des Inventars in den Wohnungen der Funktionäre Ремонт инвентаря в квартирах сотрудников Réparation des objets d'inventaire dans les appartements des fonctionnaires	550,00		550,00	550,00	550,00			Die Ausgaben bei diesem Titelkonto haben sich im Vergleich zu 2006 nicht geändert. Расходы по данной статье по сравнению с 2006 г. не меняются. Les dépenses à cet article restent inchangées par rapport à 2006.
2.6.3.14	Kauf von Kleininventar Приобретение мелкого инвентаря Acquisition d'objet d'inventaire de petite valeur	2 285,00	251,12	1 800,00	1 910,00	1 910,00		110,00	Die Erhöhung der Ausgaben bei diesem Titelkonto ist durch die Inflationsrate bedingt. Увеличение расходов по данной статье связано с фактором инфляции. L'augmentation des dépenses à cet article est lié au facteur de l'inflation.

	<p>2.6.3.15 Wartungs- und Reparaturkosten der Fahrzeuge Содержание и ремонт автотранспорта Entretien et réparation des automobiles</p>	3 950,00	3 626,16	4 350,00	6 220,00	1 870,00	42,99%	<p>tatsächliche Preisanstieg für Kraftstoff betrug in 2006 ca. 17 %;</p> <ul style="list-style-type: none"> - die Dienstfahrzeuge der DK sind seit ca. 8 Jahren in Betrieb, so dass höhere Reparaturkosten anfallen. Bei der Erstellung des Haushaltsentwurfs wurden für unvorhergesehene Reparaturkosten ca. EUR 2000 veranschlagt. In diesem Zusammenhang wäre es sinnvoll, den Austausch eines der Dienstfahrzeuge zu erwägen <p>Увеличение расходов связано со следующими причинами:</p> <ul style="list-style-type: none"> - фактическое увеличение стоимости бензина в 2006 г. составило ориентировочно 17%; - служебные автомобили ДК эксплуатируются около 8 лет. Поэтому для поддержания их работоспособности, увеличиваются расходы на ремонт. К моменту составления проекта бюджета расходы на непредвиденный ремонт составили ориентировочно 2000 евро. <p>В связи с этим было бы целесообразно предусмотреть замену одной из двух служебных машин.</p> <p>Les raisons de l'augmentation des dépenses sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la hausse effective du prix de l'essence en 2006 se chiffrait à quelque 17%; - les voitures de la DK sont en service depuis 8 ans, c'est pourquoi, les dépenses d'entretien pour les maintenir en fonction augmentent. Au moment de l'établissement du projet de budget, les frais imprévus de réparation se chiffraient à quelque 2000 euros. Ceci étant, il serait utile de prévoir le remplacement d'une des deux voitures de service.
	2.6.3.16 Versicherung für Vermögenswerte Страхование имущества Assurances des biens	3 985,00	3 572,76	4 180,00	4 430,00	250,00	5,98%	Die Erhöhung der Ausgaben bei diesen Teilkonten ist durch die Inflationsrate bedingt. Увеличение расходов по данным статьям связано с фактором инфляции. L'augmentation des dépenses à cet article est liée au facteur de l'inflation.
	2.6.3.17 Sonstige Ausgaben Прочие расходы Frais divers	48 790,00	34 914,85	3 500,00	3 710,00	210,00	6,00%	
	INSGESAMT / ВСЕГО / TOTAL	287 150,00	254 381,24	244 630,00	257 680,00	13 050,00	5,3%	
2.6.4	Dienstreisen, Umzüge und Urlaub der Funktionäre Командировки, перемещения в отпуски сотрудников Missions, déplacements et congés des fonctionnaires							
	2.6.4.1 Dienstreisen / Командировки / Missions							
	2.6.4.1.1 Fahrtkosten / Проезд / Voyage	12 110,00	8 504,26	12 110,00	13 140,00	1 030,00	8,51%	Die Erhöhung der Ausgaben bei diesem Teilkonto hängt mit dem Anstieg der Fahrtkosten im Jahr 2007 um 8,5 % zusammen. Увеличение расходов по данной статье связано с повышением в 2007 г. на 8,5% тарифов на проезд. L'augmentation des dépenses à cet article est liée à la hausse de 8,5% des tarifs de transport en 2007.
	2.6.4.1.2 Tagegeld / Суточные / Allocations journalières	8 489,00	6 603,24	8 489,00	9 539,00	1 050,00	12,37%	Die Vorschlagsliste für Dienstreisen ist in Anlage 4 aufgeführt. Перечень командировок представлен в Приложении 4. La liste des missions figure à l'Annexe 4.
	2.6.4.1.3 Übernachtung / Гостиница / Logement	8 941,00	6 238,07	8 941,00	9 970,00	1 029,00	11,51%	Die Sätze für Taggeld und Hotelübernachtung sind in Anlage 5 aufgeführt. Нормы суточных и нормы оплаты за проживание в гостиницах представлены в Приложении 5. Les barèmes des indemnités journalières et des frais d'hôtel figurent à l'Annexe 5.

2.6.10	Medizinische Betreuung Медицинское обслуживание Service médical	71 600,00	70 159,14	74 100,00	99 700,00	25 600,00	34,55%	Die Erhöhung der Ausgaben hängt mit der in Ungarn gesetzlich vorgeschriebenen Einmalzahlung i Höhe eines Halbjahresbeitrags beim erstmaligen Abschluss der Krankenversicherungsverträge für die Funktionäre des neuen Mandats und deren Familienangehörigen zusammen. *) Увеличение расходов связано с тем, что для сотрудников нового мандата и членов их семей на основании законодательства Венгрии необходимо произвести разовую выплату при первоначальном заключении контрактов на медицинское обслуживание в размере месячного тарифа. *) L'augmentation des dépenses est liée au fait que, en vertu de la législation de la Hongrie, il est nécessaire de procéder à un versement forfaitaire se chiffant à 6 mois de tarif lors de la conclusion de contrats d'assurance maladie des fonctionnaires du nouveau mandat et des membres de leur famille. *)
2.6.11	Repräsentationskosten Представительские расходы Frais de représentation	2 220,00	2 141,65	2 280,00	2 420,00	140,00	6,14%	Die Erhöhung der Ausgaben bei diesen Titeln ist durch die Inflationsrate bedingt. Увеличение расходов по данным статьям связано с фактором инфляции. L'augmentation des dépenses à ces articles est liée au facteur de l'inflation.
2.6.12	Kulturfonds Культурный фонд Fonds culturel	1 910,00	1 806,19	1 960,00	2 080,00	120,00	6,12%	
2.6.13	Beiträge für internationale Organisationen Взносы в международные организации Versements aux organisations internationales							
2.6.14	Kursdifferenz Курсовая разница Différences de cours		2 569,82					
2.6.15	Bankgebühren Банковские расходы Frais bancaires	1 820,00	1 530,95	1 700,00	1 960,00	260,00	15,29%	Die Erhöhung der Ausgaben in diesem Titel ist durch die Anhebung der Bankgebühren für Finanzgeschäfte bedingt. Die neuen Gebühren gelten bereits seit dem 1. September 2006. Увеличение расходов по данной статье связано с изменением тарифов банка на проведение финансовых операций. Новые тарифы вступили в силу уже с 1 сентября 2006 г. L'augmentation des dépenses à cet article est liée au changement de tarifs pour les opérations financières de la banque. Les nouveaux tarifs sont entrés en vigueur le 1er septembre 2006.
2.6.16	Mehrwertsteuer Налог на добавленную стоимость Taxe sur la valeur ajoutée							
2.6.17	Zusätzliche Obersekretärin Дополнительная переводческая работа Interprétation supplémentaire	820,00		820,00	820,00			Bei diesem Titel sind die Ausgaben auf dem Vorjahresniveau geblieben. Расходы по данной статье остались на уровне 2006 г. Les dépenses à cet article sont restées au niveau de 2006. Bei diesem Titel wurde der Kostenbetrag der Mitarbeiter der Dienstleitung der Sitzungen des Vorbereitungsausschusses mit Stand 1. September 2006 ausgewiesen. Сумма, заименованная по данной статье, является остатком средства для проведения заседания Подготовительного Комитета по состоянию на 1 сентября 2006 г. Le montant prévu à cet article constitue le solde des moyens pour la tenue des réunions du Comité préparatoire d'après l'état du 1er septembre 2006.
2.6.20	Kosten für die Durchführung der Sitzungen des Vorbereitungsausschusses Расходы на проведение заседаний Подготовительного комитета Frais pour la tenue des réunions du Comité préparatoire	3 206,00	1 377,03	2 300,00	1 402,00			
2.6.21	Ausgaben für die Durchführung der Jubiläumsevents Расходы на проведение юбилейных торжеств Frais pour la tenue des manifestations jubilaires			44 000,00				Die Ausgaben zu diesem Punkt wurden auf der Grundlage des Beschlusses DK/ITAG 67/23 aufgezogen. Расходы по данному пункту включены на основании Постановления ДК/СЕС 67/23. Les dépenses à ce point ont été incluses sur la base de la Décision CD/SES 67/23.
INSGESAMT / BCEFO / TOTAL		1 570 050,00	1 477 568,96	1 650 821,00	2 020 336,00	354 515,00	21,48%	

* - die Ausgaben sind durch den Mandatswechsel bedingt

* - расходы связаны со сменой мандата

* - dépenses liées au changement du mandat

à l'article 2.6.1

TRAITEMENTS DE BASE DES FONCTIONNAIRES

	<u>en euros</u>
Directeur général du Secrétariat	3.480,00
Ingénieur en chef	3.290,00
Conseiller	2.910,00

à l'article 2.6.2

APPOINTEMENTS DE BASE DES EMPLOYES

	<u>en euros</u>
Interprète	2.580,00
Interprète-archiviste	2.220,00
Comptable-caissier	2.040,00
Rédacteur-correcteur	1.840,00
Technicien en graphisme informatique	1.840,00
Secrétaire	1.770,00
Dactylographe	1.490,00
Gérant d'immeuble-économiste	1.490,00
Technicien-polycopiste-bibliothécaire	1.420,00
Chauffeur	1.390,00
Portier	1.150,00
Femme de service	1.030,00

à l'article 2.6.4.1

LISTE A TITRE D'ORIENTATION

de la participation des fonctionnaires du Secrétariat de la Commission du Danube aux travaux d'organisations et de réunions internationales au cours de l'année 2007

N°	Réunion	Date	Lieu	Nombre de		Remarques
				participants	jours	
1.	Réunion du groupe de travail « Forum GIS Danube »	février	Kiev	1	5	(Conseiller pour les questions nautiques)
2.	Réunion commune d'experts sur les Règles ADN, TRANS/WP 15/AC.2	22-26 janvier	Genève	1	6	(Conseiller pour les questions d'exploitation et d'écologie)
3.	Comité des transports intérieurs de la CEE-ONU (69 ^e session)	15-17 février	Genève	1	5	(Directeur général)
4.	Session des Comités techniques de la CCNR/rencontre des Ingénieurs en chef des deux commissions	mars	Strasbourg	1	5	(Ingénieur en chef)
5.	Séance du Comité préparatoire pour la révision de la Convention de Belgrade	mars	Belgrade	1	4	(Directeur général)
6.	Séance du groupe de travail international « Inland ECDIS »	mars	Mainz	1	4	(Conseiller pour les questions nautiques)
7.	Réunion du groupe de travail « RIS-G » de la CCNR	printemps	Strasbourg	1	4	(Conseiller pour les questions nautiques)

8.	Réunion du comité RAINWAT	avril	-	1	4	(Conseiller pour les questions techniques)
9.	Séance du groupe ad-hoc pour la reconnaissance réciproque des patentes de conducteurs de bateaux	avril	Strasbourg	2	3	(Directeur général et Ingénieur en chef)
10.	Réunion du groupe de travail « Forum GIS Danube »	avril-mai	lieu à établir	1	5	(Conseiller pour les questions nautiques)
11.	Comité directeur pour l'amélioration du chenal navigable sur le secteur roumano-bulgare	avril-mai	Bucarest	1	3	(Conseiller pour les questions d'entretien de la voie navigable)
12.	Groupe de travail des transports de marchandises dangereuses TRANS/WP 15	mai	Genève	1	6	(Conseiller pour les questions d'exploitation et d'écologie)
13.	Session de printemps de la CCNR	mai	Strasbourg	1	3	(Directeur général)
14.	Symposium CEFAC-ONU sur le standard de conception du mécanisme « Fenêtre unique »	mai	Genève	1	4	(Conseiller pour les questions d'analyse économique et statistique)
15.	Groupe de travail pour la préparation de l'amendement 82/714 CE	mai	Strasbourg	1	4	(Conseiller pour les questions techniques)
16.	Séance du groupe de travail pour la préparation d' AIS	mai	-	1	4	(Conseiller pour les questions techniques)
17.	Séance du groupe de travail pour les problèmes spécifiques de la navigation en vue 'accomplissement de la Directive-cadre de la CE sur la politique de l'eau (coopération de la CD et de la CIPD)	mai	Autriche	2	3	(Directeur général et Ingénieur en chef)

18.	Groupe de travail de l'unification des prescriptions techniques et des règles de sécurité en navigation intérieure SC.3/WP.3	mars juin	Genève	2	5	(Conseiller pour les questions techniques) (Ingénieur en chef)
19.	Session du groupe de travail « Statistiques des transports » (WP.6)	6-8 juin	Genève	1	4	(Conseiller pour les questions d'analyse économique et statistique)
20.	Séance du comité RAINWAT	juin		1	4	(Conseiller pour les questions techniques)
21.	Conférence des directeurs d'entreprises de navigation danubiennes – parties aux Accords de Bratislava		lieu à établir	1	3	(Directeur général)
22.	Session de la commission pour l'amélioration du chenal navigable sur le secteur roumano-bulgare		Roussé	1	5+2 jours pour le voyage	(Conseiller pour les questions 'entretien de la voie navigable)
23.	Séance du groupe de travail pour les problèmes spécifiques de la navigation en vue d'accomplissement de la Directive-cadre de la CE sur la politique de l'eau (coopération de la CD et de la CIPD)	juillet	Autriche	2	3	(Directeur général et Ingénieur en chef)
24.	Réunion commune d'experts sur les Règles ADR/RID/ADN, TRANS/WP 15/AC.1	septembre	Genève	1	6	(Conseiller pour les questions d'exploitation et d'écologie)
25.	Session du groupe de travail de la CEE-ONU pour les tendances et l'économie des transports (WP.5)	septembre	Genève	1	4	(Conseiller pour les questions d'analyse économique et statistique)

26.	Réunion du groupe de travail « Forum GIS Danube »	Septembre-octobre	lieu à établir	1	5	(Conseiller pour les questions nautiques)
27.	Session du groupe de travail SC.3 de la CEE-ONU	octobre	Genève	1	5	(Directeur général)
28.	Réunion du groupe de travail de l'UE pour la norme « Inland ECDIS »	octobre-novembre	lieu à établir	1	5	(Conseiller pour les questions nautiques)
29.	Groupe de travail des transports de marchandises dangereuses TRANS/WP 15	novembre	Genève	1	6	(Conseiller pour les questions d'exploitation et d'écologie)
30.	Session des Comités techniques de la CCNR/rencontre des Ingénieurs en chef des deux commissions	novembre	Strasbourg	1	5	(Ingénieur en chef)
31.	Conférence danubienne pour les systèmes d'information-6		lieu à établir	1	5	(Conseiller pour les questions nautiques)
32.	Consultations au sein de la CCNR sur les questions d'organisation et sur la coordination des travaux de traduction, d'impression et d'édition des publications		Strasbourg	1	3	(Conseiller pour les questions d'éditions et de relations publiques)
33.	Consultations au sein de la CIPD sur les questions d'organisation et sur la coordination des travaux de traduction, d'impression et d'édition des publications		Vienne	1	2	(Conseiller pour les questions d'éditions et de relations publiques)
34.	a) Consultations au Ministère fédéral des transports, du bâtiment et du logement		Bonn	1	4	(Conseiller pour les questions d'éditions et de relations publiques)

	b) Consultations avec l'imprimerie <i>Binnenschiff-fahrtsverlag</i> à Duisburg au sujet des publications prévues		Duisburg			
35.	Session de printemps ou session d'automne de la CCNR		Strasbourg	1	3	(Conseiller pour les questions d'éditions et de relations publiques)
36.	Consultations au sein de la Commission de l'UE sur le cadre institutionnel de la navigation intérieure en Europe		Bruxelles	1	3	(Conseiller pour les questions d'éditions et de relations publiques)
37.	Consultations au sein de la CEE-ONU sur l'unification, l'harmonisation et la reconnaissance des documents et des prescriptions juridiques de la navigation intérieure		Genève	1	3	(Conseiller pour les questions d'éditions et de relations publiques)
38.	Missions non prévues (25 % des dépenses totales)					(suite au changement de mandat)

à l'article 2.6.4.1

INDEMNITES DE DEPLACEMENT

<i>Pays</i>	<i>Indemnité</i>	<i>Hôtel</i>
	<i>en euros</i>	
Albanie	37,00	62,00
Allemagne	59,00	120,00
Autriche	49,00	114,00
Belgique	44,00	130,00
Bulgarie	37,00	81,00
Croatie	40,00	133,00
Danemark	44,00	140,00
Espagne	57,00	117,00
Finlande	55,00	124,00
France	59,00	130,00
Grande-Bretagne	53,00	126,00
Irlande	49,00	107,00
Islande	44,00	154,00
Italie	45,00	134,00
Luxembourg	29,00	70,00
Moldova	37,00	123,00
Norvège	33,00	126,00
Pays-Bas	54,00	90,00
Pologne	37,00	87,00
Portugal	28,00	81,00
Roumanie	37,00	72,00
Russie	37,00	123,00
Serbie	40,00	90,00
Slovaquie	47,00	86,00
Suède	49,00	142,00
Suisse	67,00	130,00
République tchèque	47,00	86,00
Ukraine	37,00	123,00

LISTE DES PUBLICATIONS DE LA COMMISSION DU DANUBE
pour 2007

N°	Titre de la publication	Nombre d'exemplaires	Langue	Type de publication	Prix en euros
1.	Dispositions fondamentales relatives à la navigation sur le Danube (DFND)		A F R	Remplacement partiel des feuilles, imprimerie	1.000,00
2.	Standard « Inland ECDIS » version 2.0		A F R	Nouvelle publication dans les langues de travail éditée sous la forme des autres standards RIS CD, CD-ROM	2.000,00
3.	Rapport annuel sur la voie navigable du Danube en 2005	100	A F R	Partiellement en couleurs, couverture flexible cartonnée	3.000,00
4.	Nouveau calcul de l'étiage navigable et de régularisation et du haut niveau navigable par principales stations hydrométriques sur le Danube pour la période 1971-2000	75	A F R	Partiellement en couleurs, couverture flexible	2.000,00
5.	Recommandations relatives aux prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure	100	A F R	Couverture rigide plastifiée,	2.000,00
		50		CD-ROM	
6	Directives et recommandations pour les services d'information fluviale sur le Danube	100	A F R	Couverture rigide plastifiée	2.000,00
		50		CD-ROM	

7.	Guide de radiotéléphonie pour la navigation intérieure - Partie générale et Partie régionale	100 50	A F R	Couverture rigide plastifiée à feuilles détachables CD-ROM	2.000,00 reporté de 2004
8.	Standard pour un système d'annonces électroniques en navigation intérieure (<i>Standard for Electronic Ship Reporting in Inland Navigation</i>)	100 50	A F R	Couverture rigide plastifiée CD-ROM	2.000,00 reporté de 2006
9.	Avis à la batellerie (standard international) (<i>International Standards for Notices to Skippers</i>)	100 50	A F R	Couverture rigide plastifiée CD-ROM	2.000,00 reporté de 2006
10.	Recommandations relatives à l'organisation de la collecte des déchets des bateaux navigant sur le Danube	20	A F R	CD-ROM	100,00
11.	Annuaire statistique pour 2005	100	A F R	Partiellement en couleurs, couverture rigide, brochée	2.000,00
12.	Annuaire statistique pour 2005	50	A F R	CD-ROM	250,00
13.	Recueil de documents de la CD sur des questions d'ordre statistique et économique	100	A F R	Imprimé	1.000,00
14.	Ouvrage de référence statistique de la Commission du Danube pour 1950-2005	100	A F R	Imprimé	3.000,00
15.	Ouvrage de référence statistique de la Commission du Danube pour 1950-2005	50	A F R	CD-ROM	250,00

16.	Recueil d'informations sur les taxes, tarifs, droits et impôts perçus dans la navigation danubienne	150	A F R	Imprimé format A5 (livre de poche)	2.000,00
17.	Recueil d'informations sur les taxes, tarifs, droits et impôts perçus dans la navigation danubienne	50	A F R	CD-ROM	250,00
18.	Procès-verbaux de la 65 session	200	A F R	Sous forme de livre	2.000,00
19.	Procès-verbaux de la 66 ^e session	200	A F R	Sous forme de livre	2.000,00
20.	Procès-verbaux de la 67 ^e session	200	A F R	Sous forme de livre	2.000,00
21.	Carte générale du Danube (échelle 1/2.000.000)	100			2.000,00
22.	Divers (papier, CD-ROM, matériaux pour les photocopieuses, frais de transport, frais supplémentaires de traduction)				2.840,00
	TOTAL				37.690,00

à l'article 2.6.8

LISTE
d'objets d'inventaire dont l'achat est planifié en 2007

№	Nom de l'objet	Prix en euros
1.	Remplacement d'ordinateurs usés (5 articles)	3.200,00
2.	Remplacement de périphériques d'ordinateurs (10 articles)	2.500,00
3.	Rechange de pièces d'ordinateurs	4.830,00
	TOTAL	10.530,00

ORDRE DU JOUR A TITRE D'ORIENTATION
de la Soixante-huitième session de la Commission du Danube

- I. Inclure à l'Ordre du jour à titre d'orientation de la Soixante-huitième session de la Commission du Danube les points suivants :**
1. Ouverture de la session et adoption de l'Ordre du jour
 2. Adoption du Plan de déroulement de la session
 3. Questions techniques
 - 3.1 Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail pour les questions techniques (20-21 mars 2007) et adoption des projets de Décisions contenues dans le Rapport
 4. Questions juridiques
 - 4.1 Partie du Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières (2-3 avril 2007) traitant des questions juridiques et adoption des projets de Décisions y étant liés
 - 4.2 Libération et nomination des fonctionnaires du Secrétariat de la Commission du Danube
 5. Questions financières (budget)
 - 5.1 Partie du Rapport sur les résultats de la séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières (2-3 avril 2007) traitant des questions financières et adoption des projets de Décisions y étant liés
 - 5.2 Rapport du Directeur général du Secrétariat de la Commission du Danube sur l'exécution du budget de la Commission du Danube en 2006

6. Information sur l'avancée des travaux du Comité pour la préparation d'une Conférence diplomatique sur la révision de la Convention de Belgrade
 7. Rapport du Directeur général du Secrétariat sur l'accomplissement du Plan de travail de la Commission du Danube pour la période du 10 mai 2006 jusqu'à la Soixante-huitième session
 8. Projet de Plan de travail de la Commission du Danube pour la période du 17 mai 2007 jusqu'à la Soixante-dixième session de la Commission du Danube
 9. Ordre du jour à titre d'orientation et date de la convocation de la Soixante-neuvième session de la Commission du Danube
 10. Divers
- II. Convoquer la Soixante-huitième session de la Commission du Danube les 15 et 16 mai 2007**

IV

DIVERS

Budapest, le 28 avril 2006
N° F. 3602/11/AS.580

Cher Monsieur Nedialkov,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République hellénique souhaite pouvoir obtenir un statut d'observateur à la Commission du Danube.

La Grèce, qui a depuis longtemps désiré participer aux sessions de la Commission du Danube et devenir membre, souhaite que le statut d'observateur lui soit attribué. Dans cet esprit, la Grèce serait reconnaissante au Secrétariat de bien vouloir porter à la connaissance des membres de la Commission du Danube l'argumentaire qui suit :

La nécessité de prendre en compte les transformations politiques et économiques survenues en Europe dans la gestion des questions liées à la navigation sur le Danube est apparue au sortir de la seconde guerre mondiale. La Convention de Belgrade du 18 août 1948 était le résultat des négociations faisant suite à la Convention de Paris de 1921 et du Traité de Paris de 1856 qui avaient jusque-là régi les questions du Danube.

En outre, les transformations opérées en Europe centrale et orientale après 1900 ont créé une nouvelle réalité. La distinction initialement faite par l'article 5 de la Convention de Belgrade entre les états danubiens et les Etats non riverains a été supprimée par l'article 3 du Protocole Additionnel du 26 mars 1998. Ainsi, tous les obstacles sont levés pour la candidature d'un Etat non riverain du fleuve, comme la Grèce, intéressée à la libre navigation sur le Danube, un fleuve qui traverse l'Europe du Nord-Ouest vers les Balkans et la mer Noire, régions avec lesquelles la Grèce maintient non seulement des liens historiques mais aussi politiques et économiques.

Excepté les raisons fondamentales de mon pays de se rapprocher de la Commission du Danube, il y a aussi les arguments ci-après :

- 1 La présence d'hommes d'affaires helléniques sur le fleuve devrait croître dans les prochaines années du fait du développement de la région danubienne basé sur la sauvegarde de la stabilité et de la paix de cette région et son rapprochement de l'Union européenne, y compris, pour certains pays, l'adhésion à celle-ci.
- 2 Notre participation aux travaux de la Commission du Danube permettrait à la Grèce de prendre part, dans la mesure de ses possibilités, à la mise à jour des normes juridiques que rend nécessaire la croissance du trafic intra-bassin et inter-bassins.
- 3 La Grèce – avec son implication historique importante dans la navigation sur le Danube, continue à avoir une présence importante dans toute la région danubienne, spécialement dans les Balkans, membre de l'UE et de l'Organisation de Coopération Economique de la mer Noire – entend jouer un rôle primordial au développement de la navigation intérieure et se déclare prête à contribuer au succès des travaux de la Commission du Danube.
- 4 En dernier lieu, il est important de souligner que, de par son volume, la flotte navale de la Grèce est l'une des plus importantes au niveau mondial.

Vu l'intérêt de la Grèce pour les travaux de la Commission du Danube, les moyens nécessaires qu'elle possède et sa volonté politique ferme, le gouvernement de la Grèce souhaite pouvoir adhérer, avec le statut d'observateur, à la Commission du Danube.

Tout en vous remerciant d'avance pour la suite favorable que vous voudriez bien donner à la présente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de ma très haute considération.

Dimitris Contoumas
Ambassadeur de la République hellénique

Monsieur Danaïl Nedialkov
Directeur général de la
Commission du Danube

République du Monténégro

N° 04/02-1622

Podgorica, le 4 septembre 2006

Le Ministère des Affaires étrangères de la République du Monténégro présente ses compliments au Secrétariat de la Commission du Danube et a l'honneur de lui faire parvenir ci-joint une Déclaration de la République du Monténégro ainsi qu'une copie des Règles de procédure de la Commission du Danube pertinentes du point de vue de son intention d'adhérer à la Commission du Danube en tant qu'Etat observateur.

Le Ministère des Affaires étrangères de la République du Monténégro saisit l'occasion pour réitérer au Secrétariat de la Commission du Danube à Budapest l'expression de sa haute considération.

Secrétariat de la Commission du Danube
Budapest

République du Monténégro

Podgorica, le 4 septembre 2006

DECLARATION

La République du Monténégro confirme par la présente être prête d'adhérer à la Commission du Danube en tant qu'Etat observateur.

Suite au rétablissement de son indépendance, la République du Monténégro confirme en tant que sa priorité stratégique une intégration accélérée à l'Union européenne ainsi que sa détermination de poursuivre de remplir les conditions et exigences contenues dans les critères de Copenhague et le Processus de stabilisation et d'association.

En requerrant le statut d'observateur à la Commission du Danube, la République du Monténégro fait état de son intention stratégique de resserrer et de poursuivre le développement des relations de coopération et de bon voisinage, en créant pour ce faire une atmosphère conforme au niveau de libertés démocratiques établies, de stabilité et de libre déplacement des personnes, des capitaux et des services.

Par conséquent, le Gouvernement de la République du Monténégro accepte dans leur ensemble toutes les obligations et les responsabilités stipulées par les statuts de la Commission du Danube et déclare sa détermination à participer et à contribuer intensément aux travaux de la Commission du Danube.

Secrétariat de la Commission du Danube
Budapest

AMBASSADE
DE LA REPUBLIQUE DE CHYPRE
BUDAPEST

Réf.: 24.30.001.01

Budapest, le 30 août 2006

Monsieur
Danail Nedialkov
Directeur général du Secrétariat
Commission du Danube
Benczúr utca 25.
1068 Budapest

Monsieur le Directeur général,

J'ai le grand plaisir et l'honneur de porter à votre connaissance que le gouvernement de la République de Chypre a décidé de déposer une demande à la Commission du Danube afin d'obtenir le statut d'observateur auprès de la Commission.

En soumettant cette demande d'adhésion à la Commission du Danube en qualité d'observateur, la République de Chypre se déclare prête à participer à ses travaux et à contribuer au succès de ses missions liées aux questions de la navigation danubienne. Cette décision est due, notamment, aux nombreux développements qui ont eu lieu en Europe depuis 1948 et, plus particulièrement, au cours de la dernière décennie, en ce qui concerne la navigation sur le Danube et les règles régissant le statut de la Commission. Sa décision reflète aussi la position actuelle de Chypre et ses relations historiques, politiques et économiques avec les pays de la région, particulièrement dans les Balkans.

Chypre a suivi avec un grand intérêt les transformations politiques et économiques en Europe relatives à la gestion des affaires du Danube, lesquelles sont régies par la Convention de Belgrade du 18 août 1948, qui remonte à la Convention de Paris de 1921 et au Traité de Paris de 1856. La nouvelle réalité créée par les transformations survenues en Europe Centrale et Orientale après 1990 et la suppression de la distinction initiale entre Etats riverains et non riverains du Danube, prévue par l'article 5 de la Convention de Belgrade, par la modification de l'article 3 du Protocole Additionnel du 26 mars 1998, sont des développements qui ont suscité l'intérêt de Chypre, pays européen avec des liens étroits avec la région.

Chypre, pays membre de l'Union européenne qui a exprimé l'intérêt d'adhérer en tant qu'observateur à l'Organisation de Coopération Economique de la mer Noire, pourrait participer activement à la gestion des questions ayant trait à la navigation sur le Danube et contribuer ainsi au succès des travaux de la Commission en raison de ses liens historiques et politiques avec les pays membres, et la présence significative d'hommes d'affaires chypriotes dans ces pays, particulièrement les pays balkaniques (Bulgarie, Roumanie, Serbie). Il est à souligner en outre que Chypre compte parmi les premiers pays du monde en volume de flotte navale et occupe actuellement le 9^e rang. Ces qualités la conduisent à jouer un rôle important dans l'amélioration des conditions techniques et juridiques de la navigation et l'accroissement de la navigation interne mais aussi à contribuer au développement économique des pays membres et au resserrement de leurs liens économiques et culturels ainsi que de leurs relations avec d'autres pays. Nous considérons que notre participation aurait des effets positifs sur le travail de la Commission du Danube et la navigation danubienne au profit de tous les pays membres de la Commission et des pays de la région en général.

Chypre est d'avis que les arguments développés ci-dessus en appui à sa demande d'obtention du statut d'Etat observateur auprès de la Commission du Danube sont pertinents et en pleine conformité avec les critères d'admission à la Commission. Elle espère qu'une décision de la Commission en faveur de l'adhésion de la République de Chypre, avec le statut d'observateur, sera soumise à l'approbation de ses membres lors d'une prochaine session.

Dans ces conditions, je vous serais reconnaissant, Monsieur le Directeur général, de bien vouloir porter à la connaissance des Etats membres le souhait de la République de Chypre de bénéficier du statut d'observateur auprès de la Commission du Danube et d'inscrire cette demande pour examen à la prochaine séance du groupe de travail pour les questions juridiques et financières qui aura lieu les 17 et 18 octobre.

En vous remerciant à l'avance, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'assurance de ma considération distinguée.

Signé
Filippos Kritiotis
Chargé d'affaires

**AMBASSADE DE TURQUIE
BUDAPEST**

Le 6 décembre 2006

« Chypre » mentionnée dans le texte (CD/SES 67/6) ne correspond pas à l'Etat de partenariat établi en 1960.

Il n'existe pas d'autorité unique qui pourrait conjointement représenter en droit (de jure) ou de fait (de facto) les Chypriotes turcs et les Chypriotes grecs, par conséquent Chypre dans son ensemble.

La Turquie continuera à considérer l'Administration chypriote grecque comme une autorité dont le contrôle et la juridiction ne s'exercent que sur les territoires situés au sud de la zone tampon, tel qu'il est le cas actuellement, et non comme représentant le peuple chypriote turc et continuera à traiter les actes de celle-ci dans ce cadre.

Le règlement global de la question chypriote doit être trouvé sous l'égide des Nations Unies et sur la base des paramètres établis de longue date par l'ONU.

AMBASSADE DE LA REPUBLIQUE DE CHYPRE

Monsieur le Directeur général,

Je voudrais, en premier lieu, vous faire part du désappointement de mon gouvernement au sujet des efforts déployés par la Turquie afin d'engager dans le cadre de la 67^e session de la Commission du Danube une discussion concernant la situation en Chypre. Il est regrettable que, dans l'éventualité d'une adhésion de Chypre à la Commission en tant qu'observateur, la Turquie entende politiser la Commission en détériorant de ce fait l'excellent climat existant parmi ses membres.

En vue d'une telle évolution, je me sens obligée d'exercer mon droit de réplique et de répondre à ces efforts dont le but unique est de défier le statut de la République de Chypre au sein de la Commission du Danube et de mettre en doute la légitimité de son gouvernement.

A cet égard, permettez-moi d'attirer votre attention sur ce qui suit :

1. La République de Chypre est un Etat membre des Nations Unies depuis son établissement en 1960 et de l'UE depuis 2004. La légitimité de son gouvernement en tant qu'unique représentant du peuple de Chypre est reconnue par les Nations Unies, l'UE, toutes les organisations internationales, tous les membres de ces dernières et par l'ensemble de la communauté internationale.
2. La soi-disant « TRNC » est le résultat de l'invasion turque de 1974. La déclaration unilatérale de 1983 a été unanimement condamnée par la communauté internationale. Les Résolutions 541 (1983) et 550 (1984) du Conseil de Sécurité des Nations Unies ont condamné la sécession perpétrée en invalidant du point de vue juridique tout acte sécessionniste. Qui plus est, elles appellent tous les Etats à respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la République de Chypre et à ne pas reconnaître quelque autre Etat en dehors de la République de Chypre. En conclusion, lesdites résolutions appellent tous les Etats à ne pas accorder de facilités ou d'assistance à l'entité sécessionniste. Suite à ceci, aucun pays (à l'exception de la Turquie) ou organisation internationale n'a reconnu la soi-disant « TRNC ».

3. Toute tentative de présenter l'existence d'un Etat distinct en Chypre a été rejetée par la Cour européenne des droits de l'homme. Dans la 4^e requête Chypre vs Turquie, (10 mai 2001) la Cour a arrêté que le gouvernement de la République de Chypre est le seul gouvernement légitime de Chypre, jouissant pleinement de droits légaux sur l'ensemble du territoire et de la population, en dépit du fait qu'il est temporairement privé par la force de l'exercice de ces droits dans les territoires occupés.
4. L'UE ne reconnaît aucun autre Etat en Chypre que celui de la République de Chypre. L'ensemble du territoire de Chypre fait partie du territoire de l'Union européenne. En soulignant qu'il n'existe qu'un Etat en Chypre et en reconnaissant les problèmes causés par l'occupation d'une partie de son territoire en ce qui concerne la mise en œuvre du droit communautaire, le Protocole 10 traitant de l'Adhésion de Chypre à l'Union européenne mentionne que l'implémentation de l'*acquis communautaire* « est suspendue dans les territoires de la République de Chypre sur lesquels le gouvernement de la République de Chypre n'exerce pas un contrôle effectif »

Ce qui précède ne laisse aucun doute quant au fait que les assertions à l'encontre de la République de Chypre sont dépourvues de toute base légale et ne sauraient porter atteinte de quelque manière que ce soit au statut de la République de Chypre en tant que membre de la Commission du Danube. Au contraire, la position de la Turquie prouve clairement qu'elle continue d'ignorer le droit international et la communauté internationale.

Veillez agréer, M. le Directeur général, l'expression de ma haute considération.

Frances-Galateia Lanitou Williams

Ambassadeur

R A P P O R T
sur l'avancée du travail du Comité préparatoire pour la révision de la
Convention de Belgrade

*(Discours du Président du Comité préparatoire,
prononcé le 6 décembre 2006)*

Monsieur le Président,
Messieurs les Ambassadeurs,
chers collègues,

C'est un honneur pour moi de m'adresser aujourd'hui à votre assemblée pour vous informer des derniers progrès concernant la révision de la Convention de Belgrade. J'ai pris mes fonctions en tant que Président du Comité préparatoire pour la révision de la Convention de Belgrade lors de la dernière séance du Comité, qui s'est tenue les 19 et 20 juin 2006. C'est avec grand plaisir et enthousiasme que j'ai accepté cette mission pour laquelle je vais tout mettre en oeuvre afin de conduire efficacement le travail du Comité. A présent, je saisis l'occasion pour vous présenter l'état actuel de la préparation de la révision.

Au cours de la dernière séance du Comité, dans le cadre d'un débat général, les délégations ont pu s'exprimer sur la méthode de travail, sur ce qu'elles estimaient opportun de poursuivre afin que les questions encore ouvertes soient résolues le plus tôt possible. Sur la base des opinions entendues, j'ai décidé d'assigner ces questions à des groupes de travail composés des délégations concernées et qui souhaitaient y participer. J'ai également adressé quatre questions aux délégations dans l'aide-mémoire de la dernière séance sur leur position précise concernant les trois articles encore en discussion : l'adhésion de la Communauté européenne à la Convention, une feuille de route pour l'accomplissement du travail du Comité et le choix de la date et du lieu de la Conférence diplomatique qui adoptera le texte révisé.

Monsieur le Président,

Je suis très heureux de vous annoncer que, grâce au travail effectué au sein du groupe de travail sur l'article 8 au sujet de la composition du Secrétariat, un compromis s'est dessiné entre les délégations. Selon le témoignage des positions reçues, les délégations partagent également une opinion commune sur d'autres

sujets. Un consensus existe concernant l'ampleur des négociations de la révision qui doivent viser une révision complète — comme prévu dès le début du travail — au lieu d'une révision partielle qui se limiterait seulement à certains sujets. Par conséquent, les négociations portant sur les articles 1 et 10 qui font encore l'objet de débats, doivent être poursuivies. Il convient de noter que les questions de l'adhésion de la Communauté européenne et de l'article 10 sur les recommandations et décisions sont liées.

L'objectif des pourparlers entre le Comité préparatoire et la Commission européenne est d'arriver à l'accord suivant : si le Comité préparatoire donne à la Communauté européenne la garantie politique de son adhésion à la nouvelle Convention avant l'adoption de cette dernière, en contrepartie la Communauté permettrait à ses Etats membres de conclure les travaux au sein du Comité préparatoire sur l'article 10, selon lequel la Commission du Danube serait en mesure de rendre des décisions obligatoires.

Il s'avère qu'en principe les délégations ne s'opposent pas à l'adhésion de la Communauté ainsi, la garantie demandée pourrait être accordée dès que la Communauté aura fait une démarche (manifestation d'intention) officielle pour entamer les négociations d'adhésion. Dans les conditions susmentionnées, les travaux sur l'article 10 pourront être terminés sans que la Commission européenne n'engage de procédure d'infraction contre les membres de la Communauté.

En vue de ces résultats, j'ai convoqué une fois de plus le Comité préparatoire, qui se réunira les 19 et 20 décembre 2006 à Budapest. Je présume que le Comité adoptera l'article 8 et pourra alors se concentrer sur les articles 1 et 10, ce qui constituerait un progrès considérable. Notre but est de finaliser le texte de la Convention révisée d'ici la fin de l'année et, ensuite, de continuer à mener des négociations avec la Commission européenne sur les détails de l'adhésion de la Communauté afin de soumettre la Convention révisée à la signature et de convoquer la Conférence diplomatique dans les plus brefs délais.

Chers collègues,

Permettez-moi d'exprimer l'espoir sincère que la révision de la Convention de Belgrade restera une question prioritaire pour toutes les délégations présentes dans la salle et que cette session plénière fournira un fort soutien politique à l'accomplissement du travail au sein du Comité préparatoire.

Je vous remercie de votre attention.